

BUREAUX DE BIENFAISANCE PARISIENS

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES
ET POLITIQUES

Présentée et soutenue, le mercredi 19 juin 1912, à 4 h. 1/2

PAR

André RHONÉ

Président : M. BERTHELÉMY, professeur
Suffragants { *MM. WAHL, professeur*
 { *POLITIS, agrégé*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BUREAUX DE BIENFAISANCE PARISIENS

CHAPITRE PREMIER

DES SECOURS A DOMICILE AVANT 1789

Avant la Révolution, les bureaux de bienfaisance, organes communaux chargés de la distribution des secours à domicile, n'existaient pas.

La création de ces personnes morales de l'assistance publique date du 7 frimaire an V.

A Paris, jusqu'en 1789, le Grand Bureau des pauvres créé par François I^{er} fut le grand organe de l'assistance à domicile ; à côté de lui fonctionnaient des bureaux de charité et ateliers de charité.

L'exercice de la charité appartient d'abord exclusivement aux évêques.

Les règles générales sont édictées par les conciles. En 567, celui de Tours édicte que chaque cité doit nourrir ses pauvres pour que ceux-ci ne se rendent pas dans d'autres cités.

En 568, le Concile de Nantes décide que les ecclé-

siastiques doivent réserver pour les pauvres le quart des dîmes et des offrandes qu'ils reçoivent des fidèles.

Le Concile d'Aix-la-Chapelle édicte en 816 un règlement enjoignant aux évêques de se décharger sur leurs chapitres du soin immédiat de l'administration financière.

Du x^e au xvi^e siècle, nous voyons la féodalité se charger de la charité publique. Son initiative donne naissance à des institutions de bienfaisance de toutes sortes.

Les communautés d'habitants, les seigneurs, les ordres religieux, les particuliers fondent des établissements qui ont pour but de lutter contre la pauvreté et contre ses vices ; des léproseries, des maisons de charité, etc., sont créées. Pour donner à ces établissements une grande vitalité, on les dote d'une administration spéciale et d'un patrimoine propre.

Le xvi^e siècle marque une nouvelle phase. La féodalité a été ruinée par les guerres et les croisades, elle est vaincue par la royauté et le peuple.

Les individus évoluent vers la liberté. Les serfs et les vilains s'émancipent, mais la liberté ne leur profite pas, elle les isole ; n'étant plus soutenus par le seigneur, ils tombent dans la misère.

Du xvi^e siècle à 1789, la monarchie apporte ses réformes dans l'administration hospitalière qu'elle laïcise. Elle fonde des hospices, et sous Louis XIV des hôpitaux généraux. C'est sur l'Hôtel-Dieu de

Paris que portèrent les premières réformes. Depuis, comme de nos jours. Paris en raison de sa situation de capitale eut une organisation spéciale de secours publics.

En 1505, la charité publique subit une crise ; c'est l'époque de la Renaissance, le pouvoir civil entre en scène et va se supplanter à la féodalité. D'autre part, l'élément ecclésiastique subit également un échec. Les désordres de l'administration de l'Hôtel-Dieu amènent l'intervention du pouvoir royal. Des lettres patentes de Louis XII enlèvent au clergé le gouvernement du temporel de l'Hôtel-Dieu et le confient à huit bourgeois élus par le prévôt des marchands et les échevins ; l'élection devait être ratifiée par le Parlement.

LE GRAND BUREAU DES PAUVRES

La première grande création en vue du soulagement des malheureux et de la répression de la mendicité fut le Grand Bureau des pauvres.

Mais, antérieurement, François I^{er} avait en 1536 créé l'aumône générale. Grâce à cette institution l'on donnait du travail aux infirmes ; aussi réprimait-on sévèrement la mendicité.

Le Grand Bureau des pauvres fut fondé en 1544. Cette création répondait à un double but : enlever au Parlement la direction des secours à domicile à Paris, ainsi que la police des pauvres. On considérait

que c'était une tâche trop lourde pour le Parlement, dont les attributions déjà trop nombreuses l'empêchaient de s'occuper utilement des pauvres de Paris.

En prenant cette décision, François I^{er} ne faisait qu'appliquer à Paris une réforme qui existait déjà dans les autres villes de France.

Le Grand Bureau des pauvres, au point de vue administratif, comprenait d'abord uniquement des commissaires élus par le prévôt des marchands et les échevins. Ils étaient au nombre de douze, y compris un trésorier. Les actes des commissaires étaient contrôlés par un échevin.

En 1555, on leur adjoint un conseil supérieur ; il se composait de six conseillers du roi au Parlement, un membre de la chambre des comptes, deux chanoines de Notre-Dame ou de la Sainte-Chapelle, trois curés, docteurs ou bacheliers en théologie, et quatre avocats au Parlement ou au Châtelet.

L'assemblée des 32 commissaires (16 créés en 1544 et les 16 autres créés en 1556) tenaient, deux fois par semaine séance place de Grève.

Dans ces assemblées, le bureau délibérait sur les charges qui lui incombait, principalement sur les contestations relatives à la perception de la taxe des pauvres, l'acceptation des libéralités, dons ou legs qui lui étaient faits en vue de secourir les pauvres.

Le Grand Bureau des pauvres devait encore secou-

rir les pèlerins ou autres voyageurs dénués de ressources qui se trouvaient dans la capitale, c'était l'aumône de « passade ».

Les commissaires avaient également des fonctions individuelles. Ils avaient la direction de l'assistance à domicile dans leurs paroisses. Ils étaient en outre, chargés de veiller à la perception de la taxe des pauvres, à la distribution des secours, et recevaient les demandes d'admission des indigents.

La comptabilité et le maniement des deniers étaient confiés à un receveur général élu pour un an, sa charge était gratuite ; il rendait des comptes au bureau.

C'était lui qui centralisait toutes les recettes et pourvoyait à toutes les dépenses. Les subventions qu'il accordait aux paroisses étaient proportionnelles au nombre des indigents inscrits à leurs rôles respectifs. Telle était l'organisation du Grand Bureau, indiquons maintenant quelles étaient ses ressources.

RESSOURCES DU GRAND BUREAU DES PAUVRES

Elles étaient de plusieurs natures, mais deux seulement par leur importance méritent de retenir l'attention :

Les libéralités et les taxes des pauvres. Les libé-

ralités pouvaient être de deux sortes. Elles pouvaient avoir été faites nominalement au Grand Bureau ou bien s'adresser aux pauvres d'une certaine paroisse. C'est le receveur général qui les centralisait toutes.

Certaines dispositions prises par le Parlement avaient pour but d'augmenter ces libéralités directes ou testamentaires ; par exemple lorsque les curés, vicaires ou notaires recevaient des donations ou des testaments, ils avaient ordre d'user de tout leur pouvoir pour décider le donateur ou le testateur à faire des libéralités aux pauvres.

A ces libéralités, nous devons ajouter les fondations ; c'étaient des dons ou legs qui avaient été faits à certains couvents, mais à charge d'en distribuer les revenus aux pauvres. Ces distributions étaient faites aux portes des monastères ; elles avaient un grave défaut, c'était d'encourager par leur régularité la mendicité. Elles furent supprimées, le capital de ces fondations revint au Grand Bureau, et le receveur général fût chargé de les administrer et de les répartir.

Avant l'an 1532, le Parlement, pour subvenir au besoin des pauvres de Paris, s'en rapportait à la charité privée. Mais peu à peu, les aumônes volontaires devinrent insuffisantes. En 1533, le Parlement obligea les couvents et les chapitres à participer à la nourriture des pauvres et condamna à des peines pécuniaires ceux qui s'y dérobaient (arrêt du Parle-

ment, 22 août 1533. Brillon, *Dictionnaire des arrêts*, t. V, p. 111.)

En 1535, François I^{er} élargit cette mesure, il impose également les habitants de Paris qui doivent verser 12.000 livres (Levée ordonnée par le roi pour les pauvres de Paris, 6 juillet 1535. Félibien, *Preuves*, p. 685, t. 6.)

La création du Grand Bureau des pauvres rendit cette contribution régulière ; ce fut Henri II qui, par une déclaration du 13 février 1551 la rendit définitive. Elle fût généralisée par l'article 73 de l'ordonnance de Moulins (1556) qui l'applique à toutes les communes.

Elle était perçue d'une manière assez compliquée. Le commissaire de chaque paroisse dressait un rôle sur lequel il mentionnait après enquête la somme que chaque habitant avait l'intention de verser ou il consignait son refus de contribuer à la taxe. Ce rôle était examiné par le Grand Bureau qui augmentait, s'il le jugeait bon, les cotisations qui lui semblaient trop faibles ; il taxait d'office ceux qui avaient refusé. Le Parlement rendait exécutoires ces rôles, une fois qu'ils avaient été arrêtés.

Ce furent d'abord des bourgeois élus (deux par semaine à tour de rôle) par les marguilliers qui furent chargés de faire la perception, puis des collecteurs rétribués. En 1574, une assemblée de paroisse, décide de revenir à la gratuité de la fonction de

quêteur. Cette mesure fut provoquée par le peu d'honnêteté des collecteurs qui gardaient pour eux une partie des sommes perçues.

En 1577, une ordonnance du Parlement confirme la décision de 1574 qui était restée lettre morte. Les habitants résistèrent et devant leur mauvaise volonté à remplir ces fonctions, l'on finit par charger les commissaires eux-mêmes de la collecte. Le receveur général centralisait l'argent ainsi recueilli et en donnait quittance aux commissaires.

Cette taxe, qui était considérée comme devant être la grande ressource qui devait permettre de subvenir aux besoins des pauvres, ne rapporta pas ce que l'on avait escompté. Les plus solvables faisaient des difficultés pour payer ; il fallut recourir à la force pour obliger les habitants à fournir leur taxe.

Pour remédier à l'insuffisance de cette ressource, les pouvoirs publics eurent recours aux octrois et aux impôts indirects qui remplacèrent les aumônes individuelles.

Les autres ressources étaient les privilèges peu nombreux, les quêtes faites dans les églises et le produit des troncques qu'un arrêt du Parlement, du 21 janvier 1578, avait permis de placer dans toutes les paroisses et à la porte des monastères de Paris ; le Grand Bureau prélevait également une part sur les

successions mobilières des pauvres inscrits à l'aumône.

PERSONNES SECOURUES

Sous l'ancien régime, les personnes à secourir étaient classées en deux catégories :

1° Les valides, c'étaient ceux qui étaient dans la misère par manque de travail ou paresse ;

2° Ceux que l'âge ou les maladies empêchaient de travailler.

Ces deux sortes d'indigents étaient secourus d'une façon très différente, mais très rationnelle ; l'on fournissait du travail aux valides et des secours aux infirmes.

Cette double forme d'assistance fut prescrite par tous les arrêts du Parlement, mais ce fut un édit de Henri II (1567) qui la codéfia.

Les valides étaient chargés de travaux publics sous la direction du prévôt des marchands et des échevins ; ils étaient rétribués à l'aide d'une taxe spéciale qui avait été levée pour certains travaux, par exemple pour l'entretien des fortifications ; à défaut c'était sur les deniers de la ville que les fonds nécessaires au paiement des salaires étaient prélevés.

L'édit de 1547 divisait en deux catégories les pauvres impuissants : ceux qui avaient un domicile et ceux qui n'en avaient pas.

Le Grand Bureau s'occupait des pauvres ayant un domicile ; les autres, ceux de la deuxième catégorie, étaient à la charge des hôpitaux, ou de l'Hôtel-Dieu, qui pourvoaient à leur subsistance et à leur logement.

Comme nous venons de le voir, le Grand Bureau n'avait à sa charge que les indigents ayant un domicile et incapables de travailler.

L'édit de 1547 dans sa classification générale ne parlait que d'infirmes, mais il est évident que sous ce terme générique il classait tous ceux qui étaient incapables de subvenir eux-mêmes à leur subsistance c'est-à-dire les vieillards et les enfants ; les veuves et les ménages chargés d'enfants, dont le salaire était insuffisant pour soutenir la famille, étaient également « mis à l'aumône ».

Pour être admis à recevoir des secours, les pauvres devaient adresser une requête, soit à leur commissaire de quartier, soit directement au Grand Bureau. Ceux qui s'adressaient directement au Grand Bureau et qui n'étaient pas présentés par un commissaire subissaient un examen médical ; c'était le barbier de service qui était chargé de déjouer les fraudes physiques. Pour éviter les fraudes morales, on leur faisait subir un interrogatoire. Les commissaires des quartiers où ils avaient leur domicile étaient chargés d'enquêter ; et c'était seulement après la réponse du commissaire qu'il était statué sur la

demande d'admission par la première assemblée du Grand Bureau.

Les admissions sur le rôle étaient de deux sortes : définitives pour les vieillards et infirmes incurables ; temporaires pour les enfants et les ménages chargés de famille.

Ce rôle était révisé périodiquement par le commissaire « pour chasser et mettre hors de l'aumône ceux qui sont guéris ou hors de leur temps qui s'en peuvent passer » (1).

On procédait en outre à un recensement général de la population indigente de Paris.

L'aumône était distribuée chaque semaine dans chaque quartier sous la surveillance du commissaire par un répartiteur. Elle était basée sur le rôle des pauvres signé du greffier.

L'aumône de passade était en outre distribuée place de Grève.

SERVICE MÉDICAL A DOMICILE

A la tête de ce service se trouvaient un chirurgien et un médecin nommés pour un an. Les maîtres barbiers devaient prêter leur concours gratuitement pendant trois mois. Ils étaient réquisitionnés au

1. Ordonnance de la Chambre des vacations touchant les pauvres, 1535. Fontanon, t. I, p. 910. — Ordonnance du Parlement, 12 novembre 1543, art. 30, p. 914.

nombre de cinq en même temps et étaient ainsi répartis : deux pour la ville, un pour la cité, deux pour l'université.

POLICE DES MENDIANTS

C'était le Grand Bureau qui était chargé de rechercher et de poursuivre les délits de mendicité ; il avait à sa disposition, pour remplir cette fonction, un bailli des pauvres et des sergents. Ils devaient rechercher dans les rues de Paris les mendiants, les arrêter et les conduire au bailli (1). Cette juridiction passa en 1656 à l'Hôpital Général, car le Grand Bureau n'était jamais parvenu à l'exercer effectivement, empêché par l'hostilité des habitants.

D'ailleurs, à partir de cette époque, le Grand Bureau eut un rôle de plus en plus effacé. A cette époque également l'Hôpital Général déposséda le Grand Bureau de la taxe des pauvres. Ce fut l'Hôpital Général qui devint l'organe central et directeur de la bienfaisance publique.

ÉTABLISSEMENTS DÉPENDANT DU GRAND BUREAU DES PAUVRES

Du Grand Bureau des pauvres dépendaient différents établissements : l'hôpital des Petites-Maisons fondé en 1544 pour enfermer les pauvres ; il fut

1. Ordonnance de la cour, 10 janvier 1545.

d'abord un dépôt de mendicité, puis il devint un hospice destiné à recevoir les vieillards, les infirmes, les teigneux, les vénériens et les aliénés.

L'hôpital de la Trinité qui, en 1545 fut destiné aux enfants pauvres et devint une école professionnelle.

En dehors du Grand Bureau des pauvres, un grand nombre de bureaux de charité pratiquaient l'assistance à domicile.

BUREAU DE CHARITÉ

Le Grand Bureau ne fut pas la seule institution chargée de distribuer des secours à domicile. A côté s'en trouvait une autre très importante : c'étaient les bureaux de charité.

Ces bureaux de charité font leur apparition dans les villes aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, ils sont fondés par l'initiative du clergé ; ils étaient sous le contrôle des évêques, qui souvent se livrent à leur égard à de grandes libéralités.

Ainsi nous voyons M. de La Rochefoucault, évêque de Beauvais, prendre comme légataire universel le bureau des pauvres de sa ville.

L'évêque de Bayeux institue des bureaux de charité et interdit formellement la mendicité dans son diocèse. Les évêques d'Évreux, de Castres et d'Albi fondent des ateliers de charité, où les pauvres

valides pourront gagner de quoi subvenir à leurs besoins.

A Coutances, Mgr de Chalmazels crée dans les bâtiments de l'abbaye de Montebourg deux ateliers destinés : l'un aux hommes, l'autre aux femmes.

Ces bureaux n'ont véritablement bien fonctionnés qu'au XVIII^e siècle, sous l'influence des idées des encyclopédistes et de Turgot.

Ces bureaux fonctionnaient sous la direction du curé de la paroisse, ils avaient deux missions. Ils étaient chargés du traitement des malades à domicile, et de plus, ils devaient secourir les pauvres honteux.

Les visites des pauvres à domicile étaient faites dans chaque quartier par des dames de charité. Ces dames recevaient les sommes d'argent dont elles avaient besoin pour leurs distributions ; c'était un trésorier nommé par le curé qui les leur remettait ; c'était à lui qu'elles en rendaient compte.

Ces secours étaient de deux sortes : ils consistaient soit en argent, soit en nature.

Les secours en nature étaient délivrés dans des magasins, sur la vue de bons désignatifs signés par la dame de charité (1).

Pour les malades, des sœurs de charité étaient

1. *Tableau de l'humanité*. Charité de la paroisse Saint-Eustache, p. 233.

chargées de les visiter et de leur distribuer les potions et les remèdes. Elles étaient généralement prévenues par des parents ou des voisins que des malades avaient besoin de leurs soins dans tel quartier. Elles rendaient compte de leurs visites soit au médecin, soit au chirurgien.

Les médecins devaient se rendre chaque jour dans les maisons de charité pour consulter les registres, sur lesquels les sœurs de charité mentionnaient le nom, la demeure et la qualité des malades.

Ce genre d'assistance avait un grave défaut : les malades n'étaient soignés à domicile que pendant trois semaines. Au delà de ce délai, « s'il n'y avait point d'apparence que la personne malade guérisse, la charité la fait porter à l'Hôtel-Dieu ou en quelque autre endroit, destiné à recevoir les pauvres malades » (1).

Pour les pauvres honteux, c'étaient les curés et les marguilliers de la paroisse où ils habitaient qui s'en occupaient. Ils recherchaient ces pauvres et dès qu'ils en avaient connaissance, ils leur envoyaient toutes les semaines ou tous les quinze jours des sommes d'argent, qui les aidaient à subvenir à leurs besoins.

Ces bureaux de charité jouissaient de la person-

1. Hurtaut et Magny, t. II, p. 276. — Voir aussi Léon Lallemand, *l'Assistance médicale au XVIII^e siècle*. Paris, 1895, in-8°, 22 pages.

nalité civile, ils étaient aptes à recevoir des dons et legs, ainsi que les libéralités faites aux pauvres honnêtes et aux malades sans désignations précises.

Pour augmenter leurs ressources, ils avaient le droit de faire des quêtes et de placer des troncs dans les églises de la paroisse.

Nous avons déjà vu qu'une des principales préoccupations de l'ancien régime, au point de vue charité, était de savoir comment il fallait secourir les indigents valides. L'assistance par le travail fut d'une application constante ; c'était par un travail obligatoire que tous les mendiants valides devaient pourvoir à leur subsistance, mais ils s'efforçaient d'y échapper, et l'armée des vagabonds augmentait sans cesse.

Le travail, comme moyen de secours, passa par des phases successives.

M. Gaufres, dans son ouvrage (1), en distingue trois.

La première s'étend de François I^{er} à la fin du règne de Henri IV ; c'est celle des travailleurs en chaînes. Les mendiants sont mis en prison et livrés aux magistrats municipaux « pour estre enfermez deux à deux et mis en subjection la plus seure que faire se pourra, par tels endroits de leurs membres

1. *L'Assistance par le travail sous l'ancien régime.* (Bulletin de la Société Internationale pour l'étude des questions d'assistance).

et aysément de leur corps qu'ilz verront estre à faire pour le mieux, pour ce fait estre baillez et livrez par lesdits prevosts des marchands et eschevins pour iceux prisonniers estre mis à servir et besongner en toute diligence... et leur administrent ou facent administrer aux dépens de ladite ville, vivres et ustensiles et toute autre chose nécessaire pour leur vivre et entretenement, durant le temps qu'ils besongneront es choses dessus dites » (1). La deuxième phase comprend le renfermement des mendiants ; elle va de Louis XIII à Louis XIV. La troisième période s'étend de Louis XIV à nos jours. Ce fut Turgot qui en fut le véritable organisateur, il voulait « procurer du secours aux personnes qui ont les plus grands besoins avec le moins de moyens pour y subvenir ». Il admettait tout le monde à travailler dans les ateliers, car il considérait que lorsqu'il avait à secourir un père chargé de famille, c'était la famille qui le plus souvent aggravait la situation, et qu'il était juste qu'elle participât aussi à son entretien et à sa subsistance. »

Il divisait les travaux en deux catégories : ceux de réparation, d'entretien et de construction des routes et des canaux, et ceux de filature à domicile. Il s'attachait à ne pas séparer les membres d'une même famille

1. Antoine Fontanon, *les Édits et ordonnances des rois de France depuis Louis V*. Paris, 1611, t. L, p. 908.

dans le travail, et exigeait qu'ils fussent employés dans la même brigade. C'étaient des équipes se composant d'une douzaine de travailleurs environ. Le curé était chargé de la composition et du recrutement des ateliers et brigades.

Les femmes, qui ne pouvaient travailler à l'entretien des routes et canaux, recevaient du travail à domicile, on leur fournissait des matières premières : laine, lin, filasse, fil à dentelle qu'elles étaient chargées de travailler.

Les ateliers de secours dus à l'initiative de Laroche-foucauld-Liancourt et du comité de mendicité, différaient peu de ceux de Turgot.

Les chantiers étaient ouverts à tout individu muni de ses outils de travail. Le salaire, d'abord fixé à 18, s'avilit et tomba jusqu'à 15 et 10 sous pour les femmes veuves et enfants.

La situation économique du pays étant déplorable, les chantiers étaient envahis et le travail déprécié. « La situation de Paris a écrit Michelet était un sujet de terreur. » On l'alimentait jour par jour et la vie de ce corps énorme était suspendue à un fil, la mortalité fut immense.

En 1789, la situation avait encore empirée ; le pain de 4 livres valait 14 et 15 sols. Bailly organisa de nouveaux travaux de charité, il suivit l'exemple de Turgot. Un grand atelier de Charité fut créé à Montmartre ; les salaires n'ayant pu être maintenus

à leur taux primitif, l'atelier causa à la commune de Paris les plus grandes difficultés ; il fallut disperser les 17.000 terrassiers par la force armée. Malgré cet échec retentissant, l'assistance par le travail était de plus en plus populaire. Des ateliers de terrasse s'ouvraient partout ; car ils étaient rapidement encombrés, et la municipalité était obligée d'en ouvrir de nouveaux. Les ouvriers provinciaux affluaient à Paris, alléchés par le travail facile, d'autres chassés par la misère des campagnes.

Devant cette situation, les plaintes se succèdent. L'on prétend que les ateliers ne sont d'aucune utilité, qu'ils sont au contraire nuisibles, car ils font affluer à Paris des gens qui n'y seraient pas venus. Les ouvriers s'y corrompent, ils se déshabituent de toute initiative, car le travail leur est offert toutes les fois qu'ils se présentent, et ce travail est toujours facile. Les ateliers poussent à la paresse, en ruinant l'activité et la prévoyance. Ils ont de plus le tort de mêler l'ouvrier honnête, mais sans travail, au mendiant d'habitude. L'entreprise était donc fatalement vouée à un échec, l'assistance par le travail semblait être le meilleur moyen d'écarter le mendiant de profession, mais l'assistance publique a été obligée de l'abandonner, car son application était irréalisable, par suite du jeu des lois économiques relatives au travail. Elle était une cause de ruine pour l'industrie privée, car l'État a des moyens de travail dont ne

dispose pas le particulier. Pour ces raisons diverses, l'assistance par le travail est aujourd'hui laissée à l'initiative privée, qui cherche à la faire revivre dans la mesure possible.

CHAPITRE II

LES SECOURS A DOMICILE

DE 1789 A L'AN V

Au début de la Révolution, la Constituante, dans son désir de rénovation, voulait faire disparaître toute trace du régime antérieur pour y substituer son œuvre ; mais l'effondrement de l'ancien régime entraîna dans sa chute les institutions de bienfaisance, et les tâtonnements de la nouvelle organisation laissèrent des intérêts légitimes en souffrance. Le décret du 22 décembre 1789 confie aux administrations de département les services d'assistance, ce sont eux qui, sous l'autorité suprême du roi, doivent s'occuper du soulagement des pauvres, de la police, des mendiants et des vagabonds, et de l'inspection, et de l'amélioration des hôpitaux, bureaux et ateliers de charité (1). Les anciens bureaux de direction autonome disparaissent, car leur autorité ne pouvait se

1. Décret du 22 décembre 1789, section III, art. 2.

concilier avec celle de la municipalité ou du département.

Cette disparition fut assez lente. Le Grand Bureau des pauvres subsiste encore en l'an II ; il transforme même, à cette époque, l'ancienne taxe des pauvres, que l'on juge contraire à la liberté du citoyen, en une aumône volontaire ; c'est lui qui est chargé de les percevoir chaque année.

En l'an III, il n'existe plus que de nom. La municipalité prenant son rôle à cœur s'occupait de secourir les indigents de Paris ; elle avait multiplié les bureaux de charité. Pour accroître l'élan charitable des donateurs, elle organisa une souscription publique ; c'est Bailly, maire de Paris, qui en est le promoteur, elle produit 72.837 livres (1).

L'Assemblée nationale jugeant la gravité de la situation se décide à organiser la distribution des secours.

Par un décret du 20 mai 1791, elle prescrit à la municipalité, de nommer plusieurs personnes qui seront chargées de percevoir la totalité des revenus des indigents parisiens, et qui devront assurer toutes les semaines, entre les trente-trois paroisses ; la répartition des sommes qu'elles auront touchées.

Ce même décret créa une commission municipale

1. Compte des deniers de la souscription ouverte pour faire travailler les pauvres, *l'Assistance publique pendant la Révolution*. Tutey, t. I, p. 48.

de bienfaisance. Cette commission rappelle beaucoup, par ses attributions, le rôle du conseil du Grand Bureau. Elle est chargée de produire chaque semaine un état des sommes perçues, ainsi qu'un projet de répartition de ces sommes entre les paroisses de Paris.

Cette commission était également chargée de préparer un projet d'organisation des secours à domicile dans Paris, mais les événements l'empêchèrent d'aboutir.

« On n'a pas oublié à Paris, dit Dufresnoy, tout le bien qu'y fit cette commission ; mais il n'est pas étonnant que dans la longue tourmente du corps social, on n'ait pas pu former un plan, entraîné par les événements rapides et journaliers, livré à des craintes ou à des espérances sans cesse renaissantes, personne ne pouvait poser de fondements durables (1). »

La Convention, par son décret du 8 mars 1793, réformait l'organisation antérieure.

Les municipalités sont dépossédées de la direction des secours à domicile. Cette direction est confiée à un corps nouveau. C'est la commission centrale de bienfaisance.

Elle était composée de quarante-huit membres élus :

1. Rapport sur les recours à domicile, 1^{er} germinal, an XI, in-4°, p. 14.

un pour chacune des sections de Paris. Ces membres étaient renouvelables par moitié chaque année, un directoire de seize membres était formé au sein de la commission ; ils étaient nommés par les quarante-huit élus et étaient renouvelables tous les six mois. Les membres de la commission élaient également un trésorier ; c'était un agent salairié, il devait donner caution.

Cette commission administrait les revenus des pauvres et, tous les trois mois, elle les répartissait entre les 48 sections.

Dans chaque section, il était fait un recensement général des pauvres, infirmes et nécessiteux et c'était d'après ce recensement que la commission allouait des subventions proportionnelles au nombre des pauvres de chaque section.

La Convention, par cette innovation, revenait au système antérieur. La commission centrale de bienfaisance était proche parente du Grand Bureau des pauvres ; les secours à domicile étaient en effet, confiés à une direction autonome.

RESSOURCES FINANCIÈRES DE LA CHARITÉ PUBLIQUE SOUS LA RÉVOLUTION

Toutes les ressources dont jouissaient l'assistance sous l'ancien régime avaient disparu avec la chute de la royauté.

Deux décrets, l'un du 2-17 mars 1791, l'autre du 22 août suppriment les taxes indirectes, et interrompent la perception des octrois.

Les établissements de secours et d'hospitalisation, privés de leurs revenus habituels, se trouvaient dans une situation critique.

L'Assemblée Constituante, n'ayant pas encore voté de lois de secours et d'assistance, prend des mesures provisoires. Elle indemnise ces établissements à l'aide d'allocations prises sur le Trésor. Comme c'était le département qui devait subvenir aux œuvres d'assistance, ces subventions n'étaient que des prêts que leur faisait l'État ; ils devaient même être remboursés à assez brève échéance sur le produit des impositions.

L'Assemblée Législative, succédant à l'Assemblée Constituante et n'ayant comme elle établi aucun plan de réforme, continua le système des allocations provisoires. La situation financière devenait de plus en plus critique ; des réformes devaient intervenir.

La Convention prend une mesure radicale et déclare que l'assistance du pauvre est une dette nationale, et décide que les biens des hôpitaux, fondations et donations appartenant aux pauvres seront vendus.

La loi du 23 messidor an II prescrit que le passif et l'actif des établissements de secours et hospitaliers seront réunis au domaine national :

ARTICLE PREMIER. — Les créances passives des hôpitaux, maisons de secours, hospices, bureaux des pauvres et autres établissements de bienfaisance, sous quelque dénomination qu'ils soient, sont déclarés dettes nationales.

ART. 2. — L'actif des établissements mentionnés en l'article précédent fait partie des propriétés nationales, il sera administré ou vendu conformément aux lois existantes pour les domaines nationaux. D'après cette loi, l'assistance devenait dette nationale, sa source de revenus provenait de l'impôt, elle constituait une branche de l'administration publique.

Cette mesure qui en théorie paraissait parfaite, ne réalisa pas les espérances fondées sur elle.

En effet, elle exigeait de la part de l'État qui seul devait subvenir aux besoins de l'assistance, une situation financière florissante.

Mais la France était alors en butte à la coalition étrangère, ses finances, par suite de la guerre, étaient très mauvaises, et l'État fut incapable de faire face aux dépenses qui résultaient pour lui, de la loi de messidor.

Les établissements hospitaliers, dont on avait vendu une grande partie des biens, se trouvaient eux-mêmes dans une situation déplorable.

La Convention n'ayant aucun moyen d'y remédier, décrète que la vente des biens des hospices de vieillards, malades, d'enfants, maisons de secours et

autres établissements de bienfaisance, était remise à une époque ultérieure (1).

La Convention ne prévoyant pas le jour où l'État pourrait tenir les engagements du législateur de messidor, se préoccupa, le 10 vendémiaire an IV., de rapporter la loi de messidor. Puis les lois du 3 brumaire et du 29 germinal an IV, suspendirent l'exécution de la loi de messidor, et les hôpitaux et autres établissements de bienfaisance eurent à nouveau la jouissance de leurs revenus,

Les projets de la Convention ne furent pas immédiatement réalisés, ce fut le Directoire qui, par la loi du 16 vendémiaire an V, releva la situation financière des établissements hospitaliers, leur rendit les biens qui n'avaient pas été vendus et fit revivre leur personnalité civile.

PERSONNES SECOURUES

Le comité de mendicité, par l'intermédiaire de son rapporteur, pose en principe que « tout homme a droit à sa subsistance »... « Le travail est la seule assistance qu'un gouvernement sage, peut donner à l'homme valide. »

D'après ces déclarations, nous voyons que le comité héritait de la classification de l'ancien régime,

1. Loi du 9 fructidor an III.

il divisait également les indigents en valides et en infirmes ; les derniers seuls avaient le droit aux secours gratuits, pour les autres « remède à la pauvreté par le travail » (1).

La Convention, par la loi du 19 mars 1793, décrète que tout homme valide a droit à l'assistance par le travail, et que ceux qui ne peuvent subvenir à leurs besoins auront seuls droit, aux secours gratuits.

Cette loi du 13 mars 1793 était très précise sur les modes d'assistance qui devaient être appliqués aux différentes sortes d'indigents qu'elle distinguait dans son article 8.

Les fonds seront répartis de la façon suivante :
« Travaux de secours pour les pauvres valides, dans le temps mort au travail ou de calamité.

» Secours à domicile pour les pauvres infirmes, les enfants, les vieillards et les malades.

» Maisons de santé pour les malades qui n'ont point de domicile ou qui ne pourront y recevoir de secours.

» Hospices pour les enfants abandonnés, pour les vieillards et les infirmes non domiciliés.

» Secours pour les accidents imprévus. »

A partir de cette époque, les lois se suivent, organisant les différents systèmes d'assistance.

1. Réimpression de *l'Ancien Moniteur*, t. IV, p. 613. Séance du 12 juin 1790.

La loi du 24 vendémiaire an II posa les règles du domicile de secours.

« Le domicile de secours est le lieu où l'homme nécessiteux a droit aux secours publics.

» Le lieu de la naissance est le lieu naturel du domicile de secours. »

La loi du 24 vendémiaire, pour éviter les fraudes, fixe un délai. Dorénavant il faudra séjourner pendant un an dans une commune pour acquérir un domicile de secours. Le séjour ne comptera à l'avenir que du jour de l'inscription au greffe de la municipalité.

Tout malade, domicilié de droit ou non, qui sera sans ressources, sera secouru ou à son domicile de fait ou dans l'hospice le plus voisin. Une loi du 22 floréal an II organisait l'assistance dans les campagnes.

Ces grandes lois de la Convention étaient des chefs-d'œuvre de clarté et de précision méthodiques.

Elles furent regardées comme devant être les lois régénératrices de la bienfaisance publique.

Roger Ducos, dans un discours qu'il fit le 29 prairial an II, fut l'interprète des sentiments qui animaient ses contemporains. « Les Assemblées constituantes et législatives ont beaucoup parlé d'indigence et de mendicité ; mais elles n'ont, pas plus que l'ancien gouvernement, réalisé aucun moyen de soulager le pauvre et de faire disparaître le mendiant. Vos lois seules ont atteint ce but : il ne s'agit que de les faire

exécuter (1). » Les prédictions de Roger Ducos ne se réalisèrent pas. Les espérances que l'on avait basées sur ces lois furent complètement déçues. Elles ne purent jamais être appliquées en réalité. Elles étaient trop théoriques et pas assez pratiques pour passer dans les faits. Les trois premières assemblées échouèrent dans leur projet d'organisation de la bienfaisance publique ; leur œuvre ne fut que doctrinale.

1. *Ancien Moniteur* (réimpression). Séance du 29 prairial an 11, t. XX, p. 754.

CHAPITRE III

DE L'AN V A L'AN IX

Après l'échec de la Convention, les législateurs renoncèrent à l'application des lois idéales, mais trop théoriques.

Ils comprirent le besoin d'une nouvelle législation, s'inspirant avant tout des faits et répondant mieux aux exigences pratiques.

Le Directoire profita de l'expérience acquise par les essais de l'ancien régime ; il restaura les institutions qui avaient donné des résultats appréciables, mais dans ses nouveaux règlements, il réforma les points qu'il jugeait défectueux, et innova quand il le jugea nécessaire.

Les lois qui contiennent les dispositions nouvelles du Directoire sont :

La loi du 16 vendémiaire an V, restituant aux hôpitaux la personnalité civile qu'ils avaient perdue sous la Convention ; elle rend définitive la mesure prise par la loi du 28 germinal an IV, et rend aux hôpitaux la jouissance de leurs biens.

La loi du 7 frimaire an V, crée les bureaux de bienfaisance et les charge des secours à domicile.

Enfin, la loi du 27 frimaire an V, complétée par l'arrêté du 30 ventôse, organise le service des enfants assistés et en confie la direction aux commissions administratives des hospices.

L'autonomie des différents établissements de bienfaisance est instituée, l'assistance n'est plus une dette nationale et l'État ne contribue plus aux dépenses de l'assistance.

SECOURS A DOMICILE

Nous avons vu précédemment que la Convention, par la loi du 28 mars 1793, avait institué une commission centrale de bienfaisance ; cette innovation fut modifiée par le Directoire.

A Paris, un arrêté du 5 mai 1796 crée un bureau général de bienfaisance, c'était l'ancienne commission centrale dont elle avait d'ailleurs l'organisation et les fonctions.

Comme son aîné, il se composait de quarante-huit commissaires administrateurs, un par quartier ; les quartiers correspondaient aux anciennes sections. Ses attributions étaient étroitement réglementées ; il était chargé de l'administration des dépenses, et de la distribution des secours.

Le Grand Bureau était aidé dans son œuvre de

charité par des comités particuliers de bienfaisance. Il y en avait quarante-huit, un par quartier. Ces comités étaient composés de douze membres au moins et de vingt au plus ; c'était le ministre de l'Intérieur qui les nommait sur une liste double, présentée par les comités, au fur et à mesure des vacances.

Les membres du comité particulier étaient spécialement chargés des enquêtes ; ils procédaient à l'inscription des indigents et à la distribution des allocations de secours. En dehors de ces attributions, les comités particuliers dépendaient complètement du bureau général, qui répartissait entre les comités, les subventions qui leur revenaient ; elles étaient proportionnelles au nombre de leurs indigents.

En conformité des prescriptions de la loi du 22 décembre 1789, l'arrêté du 16 floréal an IV, plaça le service des secours à domicile sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, qui, comme nous l'avons dit plus haut, était chargé de la nomination des fonctionnaires de l'assistance.

La loi du 7 frimaire an V créa et organisa les bureaux de bienfaisance.

Ces bureaux de bienfaisance devaient être formés dans le mois qui suivait la publication de la loi, par le bureau central dans les communes où il y avait plusieurs municipalités et par l'administration muni-

cipale, dans les autres ; le nombre de ces bureaux n'était pas fixé, il dépendait des besoins.

Ces bureaux étaient composés de cinq membres dont les fonctions consistaient à diriger les travaux prescrits par lesdites administrations et à répartir des secours aux domiciles.

Ces fonctions étaient gratuites. Les administrateurs ne pouvaient manipuler les deniers, ni toucher aucun fonds. C'était un receveur, nommé par eux, qui faisait toutes les perceptions.

Lorsqu'il y avait plusieurs bureaux de bienfaisance dans une même commune, c'était le bureau central qui déterminait la proportion pour laquelle chaque bureau était fondé dans la recette. Dans les autres communes, c'était l'administration municipale.

Les secours étaient donnés autant que possible en nature.

Pour les recevoir, les mendiants valides devaient, s'ils n'avaient pas de domicile ailleurs, retourner dans la commune où ils étaient nés, faute de quoi, ils y étaient conduits par la gendarmerie et condamnés à trois mois de prison.

Ces bureaux de bienfaisance avaient la personnalité juridique.

Les dons qui pouvaient leur être faits, étaient encaissés par le receveur du bureau de bienfaisance qui devait les faire enregistrer.

Cette réglementation, qui n'était considérée que

comme provisoire, fut réformée par un arrêté du Directoire exécutif du 12 septembre 1797, (26 fructidor an V), qui supprime le bureau général de bienfaisance; cet arrêté se heurta à une très grande difficulté. La loi de frimaire avait donné à chaque bureau de bienfaisance la personnalité civile, le bureau central supprimé, comment diviserait-on entre chaque bureau de bienfaisance la recette des revenus des indigents.

En vue d'obvier à cet inconvénient, le Directoire exécutif, dans un article complémentaire, charge le bureau général de nommer un agent comptable, qui était chargé de percevoir les revenus des indigents et de les répartir entre les quarante-huit comités de bienfaisance. Cet agent comptable prenait la place du bureau général, sa nomination devait, comme pour les autres fonctionnaires, être confirmée par le ministre de l'Intérieur.

Le 3 décembre 1799 (12 frimaire an VII) les consuls, par un arrêté, créent un comité général de bienfaisance, ce comité était adjoint au ministre de l'Intérieur.

Il était composé de douze membres, un par arrondissement, élu par les quatre bureaux de bienfaisance. Il remplissait des fonctions analogues à celle de ses prédécesseurs.

Il était chargé de vérifier et d'arrêter les rôles des indigents, dressés par chaque bureau de bienfai-

sance, et procédait entre eux à la répartition des fonds; il organisait les travaux grâce auxquels, les indigents valides pouvaient gagner de quoi subvenir à leurs besoins.

Ce comité avait à sa tête un bureau composé d'un président et de deux secrétaires.

Pour les aider, il leur fut adjoint trois membres ayant voix consultative, ils étaient nommés par le bureau central sur la présentation des bureaux de bienfaisance.

Malgré toutes les modifications apportées par les décrets, arrêts et les lois, et principalement par la loi du 7 frimaire an V, les bureaux de bienfaisance n'avaient pas leur budget particulier. L'agent comptable qui avait succédé aux administrations centrales, continuait à centraliser les recettes et à les répartir entre les bureaux de bienfaisance proportionnellement à leurs indigents.

Telle était la situation des bureaux de bienfaisance au début de l'an IX.

CONSULAT

Bonaparte, arrivé au pouvoir, après le coup d'État du 18 brumaire an VIII, donna à la France une nouvelle constitution.

Paris ne pouvait être assimilée aux autres com-

munes, vu sa trop grande importance. Les consuls y réglementèrent l'assistance par trois arrêtés :

Le premier, en date du 17 janvier 1801 (27 nivôse an IX), chargea un conseil général, assisté d'une commission exécutive, de l'administration civile des hôpitaux à Paris.

Le deuxième, 4 février 1801 (15 pluviôse an IX), confère au préfet de la Seine la présidence du conseil général des hospices, le préfet de police est membre de droit de ce même conseil.

Le troisième, 19 avril 1801 (29 germinal an IX), réunit sous la même administration les hospices et les secours à domicile. En vertu de ce règlement, l'administration des secours à domicile dans la ville de Paris, fut confiée à douze comités centraux de bienfaisance : un par arrondissement administratif, composés : du maire président, des adjoints maires, du juge de paix et de deux membres de chaque bureau de bienfaisance.

Pour les bureaux, leur nombre restait fixé à quatre par arrondissement, soit quarante-huit, ils ne furent plus considérés que comme des succursales dépendantes des comités centraux.

Cette organisation avait des inconvénients qui se révélèrent bientôt.

L'existence du comité central resta nominale ; chaque bureau ayant conservé sa caisse, sa comptabilité, sa correspondance : il en résulta une variété

des plus fâcheuses dans la distribution des secours.

Le conseil général des hospices, frappé des inconvénients de ce système, fit les plus louables efforts pour appliquer à ce service une direction d'ensemble.

Un projet dans ce sens fut élaboré et présenté au ministre M. de Montalivet ; ce projet fut approuvé par des arrêtés ministériels du 12 et 28 octobre 1813.

Les événements politiques qui suivirent ne laissèrent pas à l'administration hospitalière, la liberté d'en poursuivre l'application, et l'état de choses créé par l'arrêté du gouvernement du 29 germinal an IX, se prolongea jusqu'en 1816.

CHAPITRE IV

ORDONNANCE DU 16 JUILLET 1816

L'ordonnance de 1816, qui renouvait la tradition avec le passé, forme encore la base de l'organisation actuelle.

« La distribution des secours tient essentiellement à l'ordre du public; le gouvernement a intérêt que tel pauvre soit assisté plutôt que tel autre ; que, suivant les circonstances, une classe qui souffre davantage ait la préférence sur une classe moins malheureuse ; que la paresse ne soit jamais favorisée par des secours qui, n'étant pas nécessaires, éteignent l'activité et font perdre l'habitude du travail ; qu'ils soient assortis aux besoins, dispensés de manière, qu'en améliorant la situation des individus qui passent, on puisse en espérer quelque avantage pour la société, qui est permanente ; en un mot, que dans cette partie de l'administration comme dans les autres, tout soit disposé pour le plus grand bien commun.

» Il est nécessaire que l'influence du gouverne-

ment se fasse continuellement sentir jusqu'aux extrémités des canaux par lesquels passent les secours qu'il accorde ; qu'il ait la certitude qu'ils sont distribués dans son intérêt et selon ses intentions ; et pour atteindre ce but, que les établissements particuliers de secours à domicile aient un centre commun qui en dirige et en surveille tous les détails » (1).

Cet extrait du rapport résume l'opinion de l'époque et explique les raisons pour lesquelles on réforma une fois de plus le service de l'assistance.

Les quarante-huit bureaux de bienfaisance sont remplacés par douze bureaux de charité, un par arrondissement ; ils étaient chargés de la distribution des secours à domicile dans leurs départements.

ORGANISATION DES BUREAUX

DE BIENFAISANCE

Ces bureaux étaient composés des maires et adjoints, des curés et ministres du culte protestant de la paroisse, ainsi que de douze administrateurs assistés d'un nombre indéterminé de commissaires et de dames de charité, qui n'assistaient aux séances qu'avec voix consultative seulement, lorsqu'ils y étaient spécialement invités par les bureaux.

1. Extrait du rapport fait au Conseil général des hospices, le 28 août 1816, sur la nouvelle organisation des secours publics.

Dans le préambule de l'ordonnance du roi (1), il était reconnu que : « en simplifiant les formes de cette administration et en multipliant le nombre des personnes chargées de rechercher les véritables pauvres et de constater leurs besoins, on atteindra le double but d'accélérer la distribution des secours et de leur donner une juste application ».

Cette innovation devait devenir un des principes fondamentaux en matière de secours, et les textes qui suivront, les reprendront tous en le perfectionnant.

Pour la nomination des administrateurs temporaires, ils devront être choisis par le maire sur une liste quintuple, composée de candidats recommandables par leur piété et leur amour des pauvres.

C'étaient les habitants des arrondissements qui les désignaient.

Ces listes étaient réduites à trois par le Conseil général des hospices et transmises par le Préfet, avec son avis, au ministre secrétaire d'État de l'intérieur. Cette mesure ne devait être que provisoire ; dans la suite la désignation quintuple des candidats se faisait au scrutin par les bureaux de charité.

Les membres des bureaux de charité étaient renouvelables par quart tous les ans.

1. Ordonnance du roi, 2 juillet 1816, art. 1^{er}.

Les commissaires visiteurs et les dames des charité étaient nommés par les bureaux.

Un agent comptable attaché à chaque bureau avait le titre de secrétaire-trésorier ; cet agent était salarié et devait fournir caution.

« On a jugé nécessaire d'attacher à chaque bureau un agent comptable avec des appointements, afin d'avoir le droit d'exiger de lui tous les travaux et toutes les écritures que demande la régularité de l'administration dont tout le matériel sera à sa charge, sous la surveillance et la direction du bureau de charité et avec responsabilité de sa part vis-à-vis du Conseil général d'administration des hospices et secours publics de la ville de Paris. L'expérience a fait juger que cette dépense était indispensable, et elle n'est pas une charge nouvelle pour les fonds destinés aux secours à domicile. » (1)

Les arrondissements étaient divisés en douze circonscriptions qui étaient placées chacune sous la surveillance spéciale d'un membre du bureau. Des commissaires visiteurs et des dames de charité, étaient spécialement attachés à chaque circonscription.

Les dames de charité pouvaient se réunir sous la présidence de l'une d'entre elles ou de l'un des visiteurs, afin de conférer sur la situation des pauvres

1. Extrait de l'instruction de 1816.

visités, et d'établir un rapport, adressé au bureau de charité ; ce rapport était réuni à l'administrateur chargé de la surveillance de la circonscription, et à défaut au président. Le bureau devait s'assembler une fois par semaine. Pour délibérer, la présence de sept membres était nécessaire.

Dans chaque bureau, un administrateur restait en permanence, en vue d'allouer des secours d'urgence ; il pouvait prendre des décisions provisoires.

De chaque bureau dépendaient des maisons de secours où les malheureux recevaient des secours en nature, des médicaments et quelques objets de pansements ; on y donnait des consultations gratuites.

Elles servaient encore à emmagasiner les objets de linge et d'habillement destinés à être distribués aux pauvres.

Étaient encore attachés à chaque bureau :

Des jurisconsultes pour donner aux indigents des consultations gratuites dans leurs affaires.

Des médecins et chirurgiens consultants et ordinaires ; des sages-femmes. Et enfin des maîtres et maitresses d'école étaient également attachés à chaque bureau.

SERVICE MÉDICAL

Les sœurs de charité étaient spécialement chargées du soin des malades à domicile, elles étaient pour

ce service sous la direction des médecins et des chirurgiens et s'efforçaient de retenir les malades dans leur famille, tant pour leur avantage que pour diminuer les dépenses des hôpitaux.

Les bureaux de charité avaient à leur disposition des médecins et des chirurgiens, ils étaient attachés aux comités de bienfaisance. Mais ils n'étaient pas obligés de les conserver tous et étaient libres d'en appeler des nouveaux.

Cette mesure était considérée comme provisoire. Il était dit dans le rapport de 1816 que :

« Dans l'organisation définitive, les anciens services ne seront pas oubliés, et en les continuant avec le zèle et le dévouement dont ils donnent des preuves depuis longtemps ; les médecins et chirurgiens conserveront les droits qu'ils ont acquis à la reconnaissance et à la bienveillance de l'administration(1). »

Ils étaient chargés de seconder les bureaux pour la visite des malades et l'établissement des consultations gratuites, pour lesquelles un local devait être désigné dans les maisons centrales ou dans une maison secondaire.

Des heures et des jours de visite y étaient fixés, pour que les pauvres puissent être sûrs d'y trouver

1. Extrait du rapport de 1816.

le consultant dont ils avaient besoin. Les pansements y étaient faits par les médecins et sœurs de charité.

Pour les drogues, médicaments et préparations distribués ou employés dans les bureaux de charité des douze arrondissements de Paris, ils devaient être fournis par la pharmacie centrale des hôpitaux.

Mais dans des cas très rares, pour des spécialités, ou dans des cas urgents, par exemple la nuit, ou après la fermeture des maisons particulières, la fourniture pouvait être faite par des pharmaciens particuliers ; mais les prescriptions des médecins des bureaux de charité devaient constater l'urgence et être jointes aux mémoires des pharmaciens.

CATÉGORIES DE PERSONNES SECOURUES

« Il sera tenu dans chaque bureau un livre des pauvres et un sommier par bulletin, où l'on inscrira tous les indigents qui seront assistés.

» Ce registre sera divisé en deux parties :

» La première pour les indigents secourus temporairement, la seconde pour les indigents secourus annuellement (1). »

Cette classification des pauvres était une nouvelle mesure ; le législateur s'y était rangé, car il avait jugé que les secours étaient répartis sur un trop grand nombre d'individus ; à peine procuraient-ils

1. Arrêté ministériel du 19 juillet 1816, article 21.

un soulagement sensible. En les étendant à ceux qui n'en avaient pas un besoin réel, c'était les prodiguer mal à propos. En les disséminant sans raison, on ne pouvait assister que d'une manière insuffisante ceux qui en avaient le plus besoin, c'est-à-dire ceux que l'âge, les infirmités, une nombreuse famille, un dénuement absolu, des malheurs imprévus empêchaient de subvenir aux nécessités de l'existence.

L'arrêté ministériel du 19 juillet 1816 faisait l'énumération des malheureux qui n'avaient besoin que d'une assistance temporaire, et de ceux qui devaient être secourus habituellement.

Parmi les indigents secourus temporairement, l'arrêté ministériel comprenait :

Les blessés,

Les malades.

Les femmes en couches ou nourrices,

Les enfants abandonnés,

Les orphelins,

Ceux qui se trouvent dans des cas extraordinaires et imprévus.

Parmi les indigents secourus annuellement, on comprenait :

Les aveugles,

Les paralytiques,

Les cancéreux et les infirmes,

Les vieillards de quatre-vingts ans,

Les vieillards de soixante-cinq à quatre-vingts ans.

Les chefs de famille surchargés d'enfants en bas âge.

Les infirmités qui donnaient droit aux secours annuels, devaient être constatées par les médecins attachés aux bureaux de charité.

Les infirmités graves étaient celles qui sont considérées comme incurables, ou de nature à empêcher les indigents de travailler pour assurer leur existence.

Les certificats des médecins constatant ces infirmités devaient être annexés à la demande d'admission.

Pour être secourus, les indigents devaient être inscrits au livre ou au contrôle des pauvres, en vertu d'une délibération du bureau de charité. Ces admissions devaient être mentionnées aux procès-verbaux des séances.

L'admission une fois prononcée par le bureau, l'agent comptable dressait pour l'indigent admis, un bulletin contenant ses nom, profession, domicile, etc., avec indication du lieu et de la date de la naissance du chef de ménage ; ce bulletin indiquait également si l'indigent était marié ou non, et mentionnait les dates de naissance de ses enfants.

Les bulletins des indigents étaient recueillis dans chaque bureau par quartier, division, rues.

L'agent comptable devait envoyer à l'administration des hospices, dans les cinq premiers jours de chaque mois, un extrait du livre des indigents, afin

de signaler ceux admis aux secours pendant le mois précédent (1).

Tous les ans il devait être procédé au recensement de la population indigente d'un certain nombre d'arrondissements, qui devaient être désignés par le conseil.

DIFFÉRENTES ESPÈCES DE SECOURS

« Les secours seront le plus possible distribués en nature; on s'appliquera surtout à donner du travail aux indigents valides (2) ».

Les secours annuels et temporaires devaient être distribués autant que possible en nature.

En 1816 on était persuadé que les secours en argent donnaient lieu à des abus et encourageaient les vices, et qu'il ne devait en être usé qu'avec la plus grande réserve et la plus grande prudence.

Les secours se composaient principalement de pain, de soupe, viande, habits, linge, bois et argent; la quotité devait en être fixée tous les ans par le Conseil général des hospices.

Les administrateurs délivraient des bons et des cartes sur le vu desquels les secours en nature, comestibles, combustibles, habillement et coucher étaient distribués.

1. Instruction du 13 novembre 1822.

2. Arrêté ministériel du 19 juillet, article 28.

L'arrêté de 1816 conseille de chercher à multiplier les secours en travail, car il estime que c'est le meilleur moyen de régénérer l'indigent en lui rendant conscience de sa valeur physique et morale. Les bureaux devaient se mettre en relation avec les manufactures et les maîtres artisans, pour y placer les indigents en quête de travail. A leur défaut, ils devaient proposer l'établissement d'ateliers de charité. Les bureaux devaient rendre compte tous les trois mois au Conseil général des hospices des résultats obtenus par ce genre de secours.

L'arrêté subordonnait l'attribution des secours, à une condition qui avait pour but de développer l'éducation chez les enfants.

Dans son article 34 il déclarait que « nul indigent ne recevrait de secours, s'il ne justifiait qu'il envoyait ses enfants à l'école, ou s'il refusait de les faire vacciner ».

Ces deux conditions étaient prescrites dans l'intérêt des pauvres et dans l'intérêt de la société.

Les pauvres, en effet, négligent souvent de faire instruire leurs enfants soit par inertie, soit par ignorance.

Les bureaux, en assistant les parents et les enfants, jugeaient qu'ils avaient acquis le droit d'exiger d'eux l'assiduité à l'école.

Les indigents, en outre des divers modes d'assistance qui viennent d'être énumérés, pouvaient

encore obtenir, au moyen de certificats délivrés par les bureaux de charité :

La délivrance de bandages gratuits ;

Des passeports gratuits avec la subvention de 15 centimes par lieue ;

La permission de brocanter ou de vendre dans les rues s'il y avait lieu ;

La participation aux travaux publics.

La remise ou la modération des mois de nourrice dans certains cas ;

L'exemption des droits d'enregistrement et de succession, etc.

Tels étaient les différentes sortes de secours en 1816.

RÉGIME FINANCIER

Les bureaux, pour augmenter les recettes des pauvres, pouvaient user de tous les moyens qu'ils jugeaient bons.

Ils pouvaient faire des quêtes, des collectes, des souscriptions particulières, placer des troncs, etc.

Les bureaux pouvaient entièrement disposer des fonds qu'ils avaient ainsi recueillis, mais ils devaient en faire figurer le montant dans le compte qu'ils avaient à rendre chaque année.

L'instruction de 1816 estimait qu'il aurait été préférable de répartir, entre tous les bureaux, les res-

sources de toute nature, qu'elles proviennent de la bienfaisance privée ou d'une autre source.

Les produits auraient pu être versés à une caisse commune, pour être répartis entre les arrondissements dans la proportion de leurs besoins.

L'expérience a montré que l'on contribue plus volontiers aux besoins des pauvres que l'on a autour de soi, et que l'on est plus disposé à faire des libéralités, lorsque l'on connaît les gens qui sont chargés de les distribuer.

En vertu de ce principe, chaque bureau dispose de ses produits intérieurs, bien que le montant en dût être compris dans le compte à rendre chaque année.

A chaque séance, l'agent comptable devait présenter l'état des versements qui lui avaient été faits depuis la séance précédente, en faveur des indigents de l'arrondissement; il devait y comprendre les recettes qui provenaient des sommes restées sans emploi.

Au mois de novembre de chaque année, les bureaux devaient présenter leur budget, c'est-à-dire leurs prévisions de recettes et dépenses pour l'année suivante.

Pendant le mois suivant, le Conseil général des hospices arrêtaient entre les différents bureaux la répartition des fonds ordinaires des secours à domicile.

Le Conseil général devait, au préalable, prendre l'avis des présidents des bureaux réunis en assemblée.

En 1828, le Conseil général des hospices décida que les secours en argent et en nature seraient répartis proportionnellement au nombre effectif des ménages indigents, portés dans l'état général, pour chacun des arrondissements.

Cette organisation reste en vigueur jusqu'en 1830.

CHAPITRE V

LES BUREAUX DE BIENFAISANCE

SOUS LA MONARCHIE DE JUILLET

L'ordonnance du 29 avril 1831. — L'arrêté ministériel du 24 septembre 1831. — Ordonnanceroyale du 5 septembre 1837.

Avec la révolution de Juillet, les idées libérales triomphent d'une manière définitive. Le nouveau gouvernement, établi par la volonté nationale, répudie les principes du régime déchu et se proclame le défenseur des libertés publiques.

L'opinion témoigne de la plus entière confiance envers le nouveau monarque Louis-Philippe qui veut être un roi populaire, qui substitue le drapeau tricolore au drapeau blanc, qui se déclare enfin le continuateur de la Révolution et de l'Empire. La bourgeoisie et le peuple mettent leur espoir dans son gouvernement qui, à leurs yeux, pour elles, représente le progrès, l'ordre et la liberté.

Les administrateurs des bureaux de charité partageaient la confiance populaire. A peine Louis-Philippe est-il monté sur le trône, que par l'organe de

leurs délégués (1) ils demandent au préfet de la Seine l'abrogation de l'ordonnance de 1816. Selon eux, ce texte ne répond plus aux besoins de la population indigente et n'est plus en harmonie avec les idées contemporaines. En premier lieu, les administrateurs réclament le rétablissement de l'ancienne dénomination de bureaux de bienfaisance. Les établissements de secours publics ne doivent pas pratiquer la charité « qui avilit le pauvre au lieu de l'élever ». Et puis, il est nécessaire de réagir contre les tendances religieuses de l'ordonnance de 1816. Le clergé qui était tout-puissant sous la Restauration exerçait son influence sur les bureaux de charité. Les curés des différentes paroisses en étaient membres de droit, « parce que les ministres de la religion ont pour mission d'exercer la charité et de répandre les aumônes dans le sein des pauvres ».

L'influence du clergé s'exerçait surtout par l'intermédiaire des sœurs de charité qui étaient chargées de visiter les pauvres à domicile, de préparer les médicaments et de faire les pansements à la maison de secours. Les administrateurs parisiens demandaient que les pharmacies fussent confiées à des gens de la profession, et les sœurs laissées à leur rôle de gardes-malades.

1. V. Rapport des délégués des bureaux de charité au préfet de la Seine, 3 nov. 1830.

Ils réclamaient surtout la séparation des établissements de secours à domicile, du Conseil général des hospices civils de Paris.

D'après l'ordonnance de 1816, ce conseil partageait avec le préfet de la Seine la direction des bureaux de charité. Les administrateurs de ces établissements étaient nommés par le ministre de l'Intérieur ; mais les listes de candidats étaient arrêtés par le Conseil général des hospices, après avis du préfet.

Les bureaux de charité disposaient de leurs revenus, ils avaient chacun leur budget particulier ; mais ils devaient, à la fin de l'année, présenter au conseil des hospices un compte rendu sommaire des fonds employés aux secours et fournir un rapport sur les besoins des indigents de l'arrondissement. Enfin, tous les actes importants des bureaux de charité étaient soumis au contrôle de l'administration hospitalière.

Après la révolution de Juillet, les délégués des administrateurs jugèrent que le moment était venu de réclamer des réformes. Par l'organe de leur rapporteur, ils demandèrent l'autonomie pour les établissements de secours à domicile qui « étaient destinés à prendre dans l'avenir une importance considérable » (1). L'année suivante, une nouvelle

1. V. Rapport, 3 novembre 1830.

ordonnance abrogea les dispositions de celles de 1816, nous allons voir, par l'analyse de ce texte, dans quelle mesure le gouvernement de Juillet exauça les vœux des administrateurs des bureaux de charité.

L'ordonnance royale du 29 avril 1831 institue un bureau de bienfaisance dans chacun des douze arrondissements de la Ville de Paris. En principe, ces bureaux sont autonomes, ils ont des ressources et un budget propres. Ils sont placés sous la direction du préfet et sous la surveillance du conseil général des hospices de Paris. Chaque bureau est composé du maire de l'arrondissement, président ; des adjoints, de douze administrateurs et d'un personnel administratif comprenant un secrétaire-trésorier et des employés.

Les fonctions d'administrateur sont gratuites. Leurs titulaires sont nommés sur la proposition du préfet parmi quatre candidats, dont deux sont présentés par le conseil général des hospices et deux par le bureau de bienfaisance.

C'est le ministre du Commerce et des Travaux publics qui nomme les administrateurs ; à première vue, cette disposition de l'ordonnance peut paraître étrange ; mais si on y réfléchit, on s'aperçoit qu'elle est conforme aux traditions de la monarchie de Juillet.

Louis-Philippe avait été placé sur le trône par la bourgeoisie moyenne, qui était devenue la classe

dirigeante. Par politique et par reconnaissance, le roi devait la traiter avec égards et s'appuyer sur elle pour gouverner.

Le cens électoral très élevé sous la monarchie légitime, avait été considérablement abaissé. La grande masse des électeurs, ou si l'on veut des notables comprenait, en dehors des capacités, les petits rentiers et les commerçants. Ces derniers surtout étaient fort bien considérés par le régime, dont ils étaient les défenseurs ; on leur prêtait volontiers de l'honnêteté et du désintéressement ; c'étaient, en un mot, des citoyens honorables. Qui donc, mieux que le ministre du Commerce, pouvait discerner parmi cette classe de notables, ceux qui pouvaient être désignés pour faire partie du bureau de bienfaisance ? Assurément, ce n'était pas le ministre de l'Intérieur, comme l'avait décidé l'ordonnance royale de 1816.

Les administrateurs étaient assistés par un nombre illimité de commissaires et de dames de charité, nommés par le bureau de bienfaisance. Leurs fonctions consistaient à seconder les administrateurs dans leur mission et à visiter, à domicile, les individus inscrits sur les contrôles des indigents.

L'arrêté ministériel du 24 septembre 1831, rendu en exécution de l'ordonnance du 29 avril précédent, organise et réglemente les bureaux de bienfaisance parisiens. Chacun d'eux doit élire annuellement un vice-président et un secrétaire-trésorier honoraire,

pris dans son sein. Le premier préside le bureau en l'absence du maire, le second a pour mission de surveiller la comptabilité et la correspondance du bureau.

Le même arrêté assigne pour fonctions aux bureaux de bienfaisance, la répartition et l'emploi des secours, la surveillance et l'administration des établissements charitables qu'il doit entretenir. Le bureau de bienfaisance doit se réunir, au moins deux fois par mois, chaque arrondissement est partagé en douze divisions ; à la tête de chacune d'elles est placé un administrateur assisté d'un certain nombre de dames de charité et de commissaires de bienfaisance chargés, comme nous l'avons dit, de visiter les indigents à domicile.

A chaque bureau est attaché un personnel médical composé de médecins, de chirurgiens et de sages-femmes, nommés par le préfet sur une liste triple présentée par le bureau de bienfaisance, et après avis du Conseil général des hospices.

Les médecins étaient nommés pour cinq ans ; mais ils pouvaient être réinstituéés après l'expiration de ce délai, pour une nouvelle période de cinq années. Ils pouvaient être révoqués par le ministre de l'Intérieur.

Telle est la composition des bureaux de bienfaisance, sous le régime institué par l'ordonnance royale de 1831. D'après cet exposé, on voit que cette organisation subsiste encore aujourd'hui dans ses

grandes lignes. Nous allons étudier maintenant la destination de ces bureaux de bienfaisance et énumérer les catégories d'indigents qu'ils étaient appelés à secourir.

Leur mission consistait à distribuer des secours aux indigents et nécessiteux, à leur procurer l'assistance médicale gratuite, et à entretenir des établissements scolaires et des salles d'asile pour les enfants pauvres. Nous n'avons pas à insister sur cette dernière prescription qui a été abrogée par la loi de 1833 sur l'enseignement primaire ; mais nous observerons cependant, que la triple mission confiée à ces établissements peut donner une idée de la façon dont on entendait la bienfaisance sous la monarchie de Juillet. Il ne s'agit pas encore d'assistance, mais il n'est plus question de charité. La bienfaisance est une vertu sociale. Le riche doit, par dignité, faire l'aumône au pauvre, mais il ne doit la faire qu'à bon escient. Il doit aussi être généreux par intérêt. La Société française de 1830 était divisée en deux classes, dont les intérêts étaient souvent en opposition.

Il y avait d'un côté, la bourgeoisie éprise d'ordre et soucieuse, avant tout, de sa tranquillité ; et, de l'autre côté, la grande masse des paysans et des ouvriers qui n'avaient aucune part dans le gouvernement du pays, puisqu'ils ne payaient pas le cens électoral.

Plus encore que les paysans, les ouvriers des villes étaient aux prises avec les difficultés de l'existence. Certains historiens disent que, depuis 1789, les révolutions ont toujours occasionné le chômage et augmenté le prix des denrées. Le fait est certainement exact; mais il y a encore une autre cause d'aggravation de la misère; les progrès du machinisme et l'avilissement de la main-d'œuvre, qui en est la conséquence. Depuis le commencement du xix^e siècle, l'industrie a fait des progrès remarquables, grâce aux perfectionnements du machinisme, mais la misère des classes laborieuses a augmenté. L'accroissement du nombre des malheureux est un danger auquel la société a intérêt à remédier pour sa propre sécurité. Déjà, en 1830, l'ouvrier dont la condition devenait plus pénible, commençait à prêter l'oreille aux théories socialistes.

Le gouvernement devait prendre des mesures d'assistance plus efficaces mais, sous la monarchie de Juillet, comme sous la monarchie légitime, on ne voulait pas prélever sur le budget de l'État ou des communes, les sommes nécessaires pour venir en aide aux malheureux.

L'assistance publique n'était pas, comme aujourd'hui, l'une des plus importantes préoccupations du législateur. On n'attachait plus, sans doute, à la bienfaisance ce caractère religieux que lui avait donné l'ordonnance de 1816. Sous Louis-Philippe,

elle était considérée comme une vertu sociale, mais les aumônes que distribuait la société, étaient un don gratuit et nullement obligatoire. On ne disait pas, comme aujourd'hui, que les indigents sont des forces sociales qu'il ne faut pas laisser perdre, que la collectivité a intérêt à soigner le malade indigent pour qu'il reprenne sa place dans l'armée du travail. De même, nous croyons à notre époque, que la société doit soutenir le vieillard, car elle a profité de son labeur, lorsqu'il était capable de se suffire à lui-même ; nous considérons enfin que l'assistance est, dans certains cas, un devoir pour la société et un droit pour l'individu. Mais en 1830, on était bien éloigné de cette conception ; on comprenait la nécessité de venir en aide aux indigents, mais on n'entendait pas leur reconnaître un droit ; la société imposait même des conditions à sa bienveillance. C'est du moins l'esprit qui paraît animer l'arrêté ministériel de 1831.

Les secours sont divisés en deux catégories : secours ordinaires ou annuels et secours extraordinaires. Les premiers sont accordés aux indigents qui sont dans l'impossibilité absolue et permanente de subvenir à leurs besoins. L'arrêté en fait l'énumération limitative.

Ce sont : les aveugles ; les paralytiques, les cancérés, les infirmes et les vieillards âgés de soixante-cinq à quatre-vingts ans et privés de ressources.

Les secours extraordinaires sont attribués aux indigents se trouvant momentanément dans l'impossibilité d'assurer leur subsistance ; tels que les blessés, les femmes en couches ou nourrices, ayant d'autres enfants à leur charge, les enfants abandonnés, les orphelins, les chefs de famille ayant plusieurs enfants en bas âge ; enfin dit l'arrêté, les personnes se trouvant dans un cas extraordinaire ou imprévu.

CONDITIONS DE L'APTITUDE AUX SECOURS

Pour être secouru, l'indigent n'a pas à justifier d'un séjour minimum ; l'arrêté impose d'autres conditions, d'ordre exclusivement moral, et qui ne s'appliquent qu'à une catégorie de malheureux. Il impose, aux familles nécessiteuses, l'obligation d'envoyer leurs enfants à l'école et exige que ces enfants soient vaccinés.

Assurément, l'intention est louable. A cette époque, les familles pauvres ne songeaient guère à envoyer leurs enfants à l'école et encore moins à les faire vacciner. Souvent, elles utilisaient leurs services, si infimes soient-ils, dès qu'ils pouvaient en rendre. Pendant que les parents étaient à l'atelier, l'aîné des enfants restait à la maison pour veiller sur ses frères et sœurs plus jeunes. Il n'était pas rare non plus de voir dans les ateliers des enfants de huit à dix ans, rendre de menus services aux ouvriers

pour un salaire variant entre 0 fr. 25 et 0 fr. 50 par jour. Dans le faubourg Saint-Antoine, par exemple, les fabriques de papiers peints employaient des enfants pour nettoyer leurs planches et leurs rouleaux d'imprimerie, les pauvres petits étaient occupés dix heures par jour pour un salaire dérisoire.

C'étaient des enfants de familles nombreuses, dont la naissance avait été pour les parents, une calamité nouvelle. Contraints par la nécessité, ceux-ci escomptaient avec impatience, le moment où ces petits êtres ne seraient plus des bouches inutiles. On ne pouvait leur en faire un crime, car la vie pour eux était un problème redoutable.

Il n'est point besoin de dire qu'en dehors des enfants trouvés, l'assistance aux enfants n'existait point, encore moins avait-on songé à ébaucher les réformes de protection qui ont été édictées plus tard, sous la troisième République.

En somme, les secours avaient un objet moral ; la bienfaisance sociale était conditionnelle ; mais alors qu'advenait-il des familles qui, par préjugé ou par négligence, ne faisaient pas vacciner leurs enfants ou ne les envoyaient pas à l'école, soit parce que leur présence était nécessaire à la maison, soit parce qu'elles ne pouvaient les habiller décentement ? Ces familles étaient exclues sans pitié par le règlement, qui les jugeait indignes de la bienveillance de la société.

MODES DE SECOURS

Dans les modes de secours, nous retrouvons encore ce souci de ne faire du bien qu'à bon escient. On craint d'être trompé, malgré les précautions dont on s'entoure.

Il existe des secours en argent, mais l'arrêté ministériel recommande une grande discrétion dans leur emploi; on distribue plus volontiers que des secours en argent, des bons de pain, de viande et de chauffage. Aux indigents valides on offre l'assistance par le travail.

Il existait à cette époque un établissement dénommé « Filature des indigents » où les nécessiteux étaient employés pour un faible salaire. Cet établissement, qui ne donnait pas les résultats qu'on attendait de lui, fût fermé vers 1860.

L'assistance par le travail est une conception qui ne peut réduire les sociologues; elle ne porte pas atteinte à la dignité de l'indigent, mais au point de vue économique, elle présente de nombreux inconvénients.

Si elle est généralisée, elle occasionne une dépréciation de la main-d'œuvre et fait une concurrence redoutable à l'industrie privée. L'État ne doit pas être le dispensateur du travail. On en a vu la preuve

plus tard avec les ateliers nationaux. Le gouvernement révolutionnaire a été contraint de renoncer à cette conception généreuse, mais irréalisable et il a avoué son erreur en offrant aux ouvriers d'aller défricher la Sologne. Mais, au début du règne de Louis-Philippe, on était convaincu, comme sous tous les régimes (1), que le secours le plus utile à procurer à l'indigent valide, est de lui procurer du travail. On ne songeait guère aux conséquences économiques qui pouvaient en résulter : le travail est moralisateur par lui-même ; toute autre considération s'effaçait devant cette idée ; enfin l'assistance par le travail ne favorise point la paresse.

Les secours en argent, par contre, ont cet inconvénient qu'ils peuvent servir à entretenir un vice. On y avait paré dans une certaine mesure, en restreignant leur emploi autant que cela était possible.

Pour accomplir leur mission, les bureaux de bienfaisance possédaient des ressources intérieures provenant du produit de quêtes, de dons manuels, de legs et de libéralités particulières. De plus, l'administration des hôpitaux et hospices leur accordait

1. Voir ordonnance royale du 2 juillet 1816, art. 72. Les Bureaux chercheront à multiplier les secours en travail, en se mettant en relation avec des manufacturiers ou maîtres artisans, auxquels ils pourraient adresser les indigents sans ouvrage, soit en proposant l'établissement d'ateliers de charité.

des secours en nature et une subvention annuelle au prorata de la population indigente.

Il est certain que les revenus propres des bureaux, formaient la plus grande partie de leurs ressources. Les bureaux des arrondissements où la population indigente était plus nombreuse, étaient les moins riches, alors que dans les arrondissements du centre où la population était fortunée, les bureaux recevaient des libéralités parfois considérables.

Chaque bureau de bienfaisance avait son budget particulier; il devait être présenté au mois de septembre de chaque année et était arrêté par le préfet de la Seine sur l'avis du Conseil général des hospices.

Le secrétaire-trésorier, attaché au bureau de bienfaisance, était nommé par le préfet de la Seine.

D'après l'ordonnance de 1831, cet agent était un comptable public, soumis aux prescriptions de l'instruction ministérielle du 30 mai 1827 sur la comptabilité publique. Il avait pour fonctions de tenir les livres de comptabilité en matières et en deniers, et de fournir un compte de gestion chaque année.

En résumé, la nouvelle ordonnance donne aux bureaux de bienfaisance parisiens une plus grande autonomie. Leur dépendance envers l'administration hospitalière est moins étroite, mais ils sont plus directement placés sous l'autorité du préfet, représentant du pouvoir central.

Le gouvernement a exaucé le vœu des administrateurs en enlevant au clergé l'influence que lui avait donnée l'ordonnance de 1816 dans le fonctionnement des bureaux, ces établissements prennent désormais le nom de bureaux de bienfaisance. D'un autre côté, la loi de 1833 qui leur enlève la direction des écoles de charité, pour la confier au ministre de l'instruction publique, les laisse entièrement à leur mission charitable.

L'ordonnance royale du 29 avril 1831, plus ou moins modifiée par des circulaires ou des règlements intérieurs, resta en vigueur jusqu'à la publication du règlement du 20 mars 1860, approuvé par le préfet de la Seine. Nous devons noter en passant qu'une ordonnance royale du 5 septembre 1837, autorisa l'emploi au profit des convalescents sortant des hôpitaux et non inscrits sur les contrôles des pauvres, de l'emploi des revenus de la fondation Montyon, ces revenus étaient distribués par les soins des bureaux de bienfaisance.

Ils étaient accordés par une commission centrale, présidée par un membre du Conseil des hospices, et composée de douze administrateurs ou délégués des bureaux de bienfaisance. Cette commission pouvait accorder des secours jusqu'à concurrence de 25 francs en argent ; mais elle donnait de préférence des secours en nature.

CHAPITRE VI

LES BUREAUX DE BIENFAISANCE SOUS LA SECONDE RÉPUBLIQUE

Création de l'administration de l'assistance publique à Paris (le 10 janvier 1849). — Ses conséquences sur le fonctionnement des bureaux de bienfaisance. — Création de secours d'hospice. — Arrêté du 3 mai 1851 concernant les secours spéciaux.

Comme la monarchie des Bourbons, le gouvernement de Louis-Philippe était tombé, pour avoir engagé la lutte contre la liberté. Depuis 1830, les idées libérales avaient pénétré dans les masses populaires. Les ouvriers qui, jusqu'alors, n'avait eu aucune part dans les conseils du gouvernement, réclamaient à grands cris des réformes, c'est-à-dire le suffrage universel. Au point de vue économique, la société avait subi aussi de profondes transformations. Les progrès incessants du machinisme et l'apparition des chemins de fer avaient changé les conditions de la vie, mais aussi accru la misère dans les centres ouvriers.

La population parisienne augmentait sans cesse, la vie du prolétaire devenait plus difficile, mais le pou-

voir ne paraissait pas s'en rendre compte. La classe ouvrière aigrie par la misère, se laissait gagner par les idées révolutionnaires.

Le gouvernement de Louis-Philippe assistait impuissant à la montée, toujours grandissante, du flot des mécontents, qui allait bientôt le submerger.

En 1848, la République fut proclamée par le peuple. Les circonstances ne permettaient pas au nouveau gouvernement de s'occuper sérieusement du sort des malheureux. Il fut malheureusement à son début la proie des utopistes et ne put faire œuvre durable.

Le premier soin du gouvernement provisoire fut de municipaliser l'assistance publique. Cette mesure laissait, néanmoins, subsister les règlements antérieurs, mais n'apportait aucune amélioration au sort des malheureux.

Il est vrai que les classes pauvres ne demandaient pas de secours, elles proclamaient simplement le droit au travail : « Vivre en travaillant, mourir en combattant », disaient les émeutiers. C'était aussi la devise des ouvriers. Le travail était leur unique moyen d'existence, ils avaient mis leurs espoirs dans la République ; c'était à elle de leur procurer le moyen de vivre. Pour combattre le chômage, les membres du gouvernement provisoire, installèrent des ateliers nationaux où les ouvriers étaient embauchés pour trente sous par jour. Nous avons déjà dit ce que

nous pensions de l'assistance par le travail, notre réflexion peut s'appliquer aux ateliers nationaux.

Le gouvernement n'a pas, selon nous, à s'entre-mettre auprès de l'industrie privée pour donner du travail aux indigents, mais il ne doit pas non plus lui faire concurrence, sous peine de provoquer les conséquences économiques les plus graves.

Rien ne fut changé dans l'organisation des secours à domicile. Les bureaux de bienfaisance parisiens restèrent placés sous la direction du préfet de la Seine et la surveillance du Conseil général des hospices jusqu'au vote de la loi du 10 janvier 1849, créant et organisant l'administration générale de l'assistance publique à Paris.

La Constitution venait d'être promulguée ; le suffrage universel avait désigné comme président de la République Louis-Napoléon Bonaparte. Une assemblée nationale, également issue de la volonté populaire, exerçait le pouvoir législatif.

Cette assemblée était composée d'une minorité de républicains, et d'une majorité de légitimistes, d'orléanistes et de bonapartistes.

L'organisation administrative créée par le Premier Consul avait été conservée par les régimes précédents, et elle avait été également respectée par la seconde République. A Paris le pouvoir central exerçait un contrôle sévère sur l'administration municipale, il voulut encore renforcer ce contrôle.

L'administration des hôpitaux et hospices civils de Paris était dirigée par un conseil exécutif, qui avait en même temps la surveillance des bureaux de bienfaisance. Pour donner à cette administration l'unité nécessaire, le gouvernement proposa à l'Assemblée nationale de mettre à sa tête un directeur responsable, nommé par le ministre de l'Intérieur, sur la proposition du préfet de la Seine.

Cependant, bien qu'il ait reconnu les inconvénients d'une collectivité placée à la tête d'une administration, le gouvernement crut sage de placer, à côté du directeur, un conseil chargé de l'éclairer de ses avis.

En ce qui concerne les bureaux de bienfaisance, le directeur de l'assistance publique était chargé de leur surveillance et de leur direction. Ainsi donc, contrairement aux vœux exprimés en 1830 par les délégués des bureaux de bienfaisance parisiens, leur union avec les services hospitaliers était plus étroite que jamais.

La loi du 10 janvier 1849, article 8, décidait qu'un règlement d'administration publique réglerait l'organisation de l'assistance à domicile, mais ce règlement ne fut jamais élaboré. L'ordonnance du 29 avril 1831 restait toujours en vigueur.

Aucune modification essentielle ne fut apportée cependant à l'organisation des bureaux de bienfaisance. Ils conservèrent, pour un temps, l'autonomie

dont ils jouissaient, continuèrent à avoir leur budget propre et leur caisse particulière, mais l'action du directeur de l'assistance publique ne tarda pas à se manifester.

Les personnalités qui occupèrent cette fonction de 1849 à 1860 s'appliquèrent à rendre plus étroite la collaboration des bureaux de bienfaisance et des établissements hospitaliers. L'action des premiers fut élargie, comme nous allons le voir, et l'assistance à domicile prit un essor considérable.

Toutes les fois que l'assistance hospitalière n'était pas indispensable, on préférait assister l'indigent à domicile.

Par arrêté du 23 janvier 1850, le directeur de l'assistance publique décida la réduction du nombre des lits dans les hospices de la vieillesse, et, au moyen des économies réalisées, créa des secours représentatifs de séjour à l'hospice, en faveur des vieillards des deux sexes.

Le nombre de ces secours était de trois cent vingt pour les hommes et de cinq cent trente-trois pour les femmes. Les hommes recevaient 253 francs par an, et les femmes 195 francs. Pour être admis aux secours d'hospice, les indigents devaient être âgés de soixante-dix ans révolus, vivre autant que possible en famille, être dans leurs meubles et être inscrits depuis plus d'un an sur le contrôle des indigents. De préférence, on admettait les vieil-

lards âgés de soixante-quinze ans, et justifiant d'un domicile de dix ans au moins dans la ville de Paris. L'admission aux secours représentatifs, était prononcée par le directeur, sur l'avis du bureau de bienfaisance, et les secours étaient répartis entre les arrondissements au prorata de la population indigente.

L'arrêté directoral du 3 mai 1851 publia un nouveau règlement pour l'admission des vieillards et infirmes aux secours spéciaux. L'objet de ce règlement était de mettre un terme aux abus que l'on avait constatés dans la distribution de ces secours et de relever le taux des allocations. Elles étaient accordées aux vieillards aveugles et paralytiques.

Pour les obtenir, l'indigent devait justifier d'une résidence de cinq ans au moins, dans la ville de Paris, et être inscrit à l'indigence depuis deux ans. Toutefois, ce délai était ramené à un an pour les candidats résidant depuis dix ans dans la capitale. Les vieillards devaient avoir accompli leur soixantedixième année.

La quotité des secours spéciaux était ainsi fixée :

Vieillards de 85 ans.....	12 fr.	par mois
Vieillards de 82 ans.....	10 fr.	—
Vieillards de 70 à 80 ans.	5 fr.	—
Aveugles.....	5 fr.	—
Paralytiques.....	5 fr.	—

Les aveugles et paralytiques pouvaient cumuler le secours spécial à leur infirmité avec celui de septuagénaire et d'octogénaire.

Pour les familles nombreuses, l'arrêté du 12 juillet 1851, décida qu'elles pourraient être inscrites sur les contrôles des indigents lorsqu'elles comprendraient au moins trois enfants au-dessous de quatorze ans.

Les femmes abandonnées ou veuves pourraient être inscrites également, si elles avaient deux enfants au moins à leur charge.

En ce qui concerne l'inscription des étrangers au contrôle des indigents, l'arrêté du 18 juillet 1851 décida qu'elle pouvait leur être accordée s'ils justifiaient de dix années non interrompues de résidence à Paris.

Ces différents arrêtés, pris par le directeur de l'assistance publique, montraient qu'il était nécessaire de modifier les dispositions de l'ordonnance de 1831. Comme nous l'avons dit, le règlement d'administration publique prévu par la loi de 1849, n'avait pas été élaboré : or, l'ordonnance qui restait en vigueur ne répondait plus aux nécessités présentes. Il fallait augmenter le taux des secours ordinaires, préciser les conditions de l'admission à l'indigence pour certaines catégories de malheureux, comme les ménages chargés de famille, les veufs ou les veuves.

Ce résultat a été atteint par l'administration dans une certaine mesure ; elle a, en outre, fixé les conditions de l'aptitude au secours ordinaire, d'une manière précise et imposé un domicile de secours aux malheureux. Si les modifications ne répondaient pas entièrement aux besoins de la classe pauvre, elles n'en ont pas moins consacré l'importance du secours à domicile. Ce mode d'assistance tend, de plus en plus, à devenir la règle, ainsi que nous le verrons dans la suite de ce travail.

CHAPITRE VII

LES BUREAUX DE BIENFAISANCE

DE 1852 A 1860

Organisation de l'assistance médicale à domicile. — Nécessité d'une réglementation nouvelle pour les bureaux de bienfaisance. — Le règlement du 20 mars 1860.

Le coup d'État du 2 décembre 1851, avait établi la dictature, en attendant que l'empire fut restauré.

Le gouvernement du prince-président fut, au début, très autoritaire.

Par l'intermédiaire de ses préfets, le pouvoir central exerçait son action sur les plus petites communes de France. Le décret, loi du 25 mars 1852, dénommé improprement décret de décentralisation, augmenta l'importance de ces agents du gouvernement.

En ce qui concerne l'assistance publique, ils furent chargés de la nomination des membres des commissions administratives réservée jusqu'alors au ministre de l'Intérieur. Ce décret-loi ne fut pas appliqué au département de la Seine jusqu'au décret du

9 janvier 1861. Jusqu'en 1860, la constitution et l'organisation des bureaux de bienfaisance parisiens ne furent pas modifiées. L'administration de l'assistance publique s'efforça cependant de perfectionner l'assistance à domicile, et ses efforts se portèrent sur l'assistance aux malades. Il y avait urgence, en effet, à ce qu'elle fût réorganisée sur des bases plus sérieuses.

Par arrêté du 20 avril 1853, le directeur de l'assistance publique organise les traitements gratuits à domicile. Cette assistance peut être donnée aux personnes malades et aux femmes enceintes qui se trouvent dans l'indigence. Les malades sont inscrits sur un registre ; ils sont visités une fois par semaine par un administrateur ou un commissaire de bienfaisance qui consigne ses observations sur une feuille de traitement établie au nom du malade. Cette feuille est ensuite communiquée à une commission composée du président et du vice-président du bureau, d'un administrateur, d'un médecin, d'un commissaire de bienfaisance et du secrétaire-trésorier.

Elle prend connaissance des observations contenues dans la feuille de traitement et statue sur le secours à accorder. Elle peut aussi allouer des secours extraordinaires et des secours sur la fondation Montyon.

Enfin, cette commission est juge de l'admission à

la gratuité du traitement, si le malade n'est pas inscrit sur les contrôles des indigents.

Le même arrêté réorganise le service médical des bureaux de bienfaisance. Jusqu'alors le nombre des médecins chargés du traitement à domicile était insuffisant et par conséquent, les admissions à l'hôpital étaient nombreuses.

Pour remédier à cet état de choses, l'arrêté attribue aux médecins des indemnités fixes et annuelles de 600 et de 1.000 francs, suivant les quartiers. Il les oblige à résider à proximité du quartier où ils exercent leurs fonctions, enfin leur nombre est porté à 159. Ces médecins sont nommés pour six ans sur des listes triples présentées par le bureau de bienfaisance, et après avis du directeur de l'Assistance publique.

Les sages-femmes dont la prime est augmentée, sont nommées pour trois ans par le préfet de la Seine, après avis du directeur de l'assistance publique.

Les crédits nécessaires à l'assistance à domicile sont prélevés sur les fonds spéciaux alloués par l'administration et sur les fonds accordés par le bureau sur ces propres ressources. Ils comprennent l'ensemble de toutes les dépenses occasionnées par cette assistance.

Ces différentes modifications, à l'ordonnance de 1831, témoignaient de la nécessité d'une réglemen-

tation nouvelle, plus appropriée aux besoins de la classe pauvre et de la nouvelle organisation de la Ville de Paris. Les communes suburbaines venaient d'être rattachées à la capitale qui comprenait désormais vingt arrondissements, au lieu de douze.

Le 20 mars 1860, parut le règlement sur les secours à domicile de la Ville de Paris. Ce règlement élaboré par l'administration de l'assistance publique et approuvé par le préfet de la Seine abrogea les dispositions de l'ordonnance de 1831.

Les bureaux de bienfaisance parisiens continuent à être placés sous l'autorité du préfet de la Seine, et sous la direction du directeur de l'assistance publique de Paris.

Leur composition reste la même que sous le régime de l'ordonnance de 1831. Nous y retrouvons le maire de l'arrondissement comme président, et les adjoints comme membres de droit. Les administrateurs, au nombre de douze, sont assistés d'un nombre illimité de commissaires et de dames de charité. Un secrétaire-trésorier et des employés de différents grades sont attachés à chaque bureau.

Les administrateurs sont nommés par le ministre de l'Intérieur sur la proposition du préfet de la Seine, parmi quatre candidats dont deux sont présentés par le directeur de l'assistance publique et deux par le bureau de bienfaisance.

Cette disposition du règlement fut modifiée par le

décret du 9 janvier 1861, déclarant applicable au département de la Seine les dispositions du décret-loi du 29 mars 1852, donnant au préfet la nomination des membres des commissions administratives.

Les bureaux se renouvellent par quart chaque année ; les membres sortants sont rééligibles. Les administrateurs désignent chaque année par voix de scrutin, un vice-président, un ordonnateur, un secrétaire honoraire et un délégué pris dans leur sein.

Les commissions de bienfaisance et les dames de charité sont nommées par le bureau à la majorité des voix. Les agents salariés : secrétaire-trésorier, employés et garçons de bureau sont nommés par le préfet.

Les fonctions du bureau de bienfaisance, les pouvoirs du maire et des adjoints, les attributions du secrétaire-trésorier ne sont pas sensiblement modifiées. Pourtant, en ce qui concerne cet agent, le règlement précise nettement son rôle, le rend responsable de l'ordre et de la bonne tenue du secrétariat des maisons de secours et des services qui en dépendent. C'est à lui que sont confiées exclusivement la garde du magasin et la caisse du bureau et il est enjoint aux administrateurs et aux commissaires de rester étrangers au maniement des deniers.

Seul, le secrétaire-trésorier peut faire une dépense et, pour sauvegarder sa responsabilité, il peut arrêter le paiement des bons et mandats qui ne sont pas

régulièrement établis. C'est lui qui reçoit les fournitures et s'assure de la qualité des marchandises. En somme, il est assimilé, pour les devoirs à remplir et la responsabilité administrative et financière, aux économes des établissements hospitaliers.

Le nouveau règlement modifie les dispositions de l'arrêté du 20 avril 1853, en ce qui concerne la durée des fonctions du personnel médical. Les médecins sont nommés pour trois ans par le préfet de la Seine sur les listes triples présentées par les bureaux de bienfaisance et après avis du directeur de l'assistance publique. La circulaire du 4 janvier 1861 recommande aux bureaux de présenter de préférence des candidats, anciens internes des hôpitaux, car leurs études théoriques et le long stage qu'ils ont accompli auprès des malades offrent des garanties particulières.

La révocation des médecins est prononcée par le ministre de l'Intérieur, à la demande des bureaux de bienfaisance ou du directeur de l'assistance publique, sur l'avis du Conseil de surveillance et sur la proposition du préfet de la Seine ; mais, en cas d'urgence et sur la demande du bureau ou du directeur, le préfet peut prononcer la suspension provisoire. Cette disposition fut modifiée par le décret du 9 janvier 1861 rendant applicable au département de la Seine le décret-loi du 25 mars 1852. La nomination des médecins était attribuée au préfet.

En ce qui concerne les sages-femmes, il n'y a rien de changé ; elles sont nommées, comme auparavant, par le préfet, sur la présentation du bureau et après avis du directeur de l'assistance publique.

Le nouveau règlement concerne l'esprit de l'arrêté ministériel du 24 septembre 1831, qui donnait au délégué du Conseil des hospices, le droit d'assister aux séances du bureau et d'y être entendu sur sa demande.

Le directeur de l'assistance publique a le droit de se faire représenter aux séances par un délégué. Il n'est pas apporté de modifications essentielles, aux autres dispositions de l'arrêté ministériel de 1831 relatives au fonctionnement et à la destination des bureaux de bienfaisance.

Par différents arrêtés, le directeur de l'assistance publique avait élargi les dispositions des anciens règlements, en ce qui concerne l'aptitude à l'indigence et le taux des secours ; il avait aussi imposé un domicile de secours aux malheureux qui demandaient leur inscription, et déterminé les conditions dans lesquelles pouvaient être admis les étrangers.

On sait, qu'aux termes de l'arrêté du 18 juillet 1851, ceux-ci devaient justifier d'une résidence de dix ans dans la capitale, pour acquérir l'aptitude aux secours publics. Le nouveau règlement maintient ces diverses dispositions, mais, comme nous le

verrons par la suite, il donne plus d'extension à l'assistance à domicile.

Les secours sont ordinaires ou annuels, et extraordinaires ou temporaires. Peuvent être admis aux secours ordinaires : les aveugles, les paralytiques, les cancérés, les infirmes et les vieillards ayant accompli leur soixante-quatrième année. Les infirmités sont constatées par un certificat médical et, pour qu'elles confèrent l'aptitude au secours, elles doivent empêcher habituellement l'indigent de travailler pour subvenir à ses besoins, ou être d'un caractère incurable.

Les secours extraordinaires ou temporaires sont, comme leur nom l'indique, accordés aux individus qui, à raison de la maladie, du chômage ou de toute autre cause, se trouvent momentanément dans l'impossibilité d'assurer leur existence. Ils sont accordés aux blessés, aux malades, aux femmes en couches, à celles qui, nourrissant un jeune enfant, sont dépourvues de ressources ou ont d'autres enfants à charge ; aux enfants abandonnés et aux orphelins.

Les ménages ayant au moins trois enfants au-dessous de quatorze ans accomplis, ou deux enfants dont l'un est atteint d'une infirmité grave, peuvent être secourus temporairement.

Il en est de même pour les ménages ayant deux enfants, lorsque la femme est enceinte d'un troisième. Enfin, l'aptitude au secours extraordinaire

est également reconnue aux femmes abandonnées, aux veufs ou aux veuves ayant à leur charge au moins deux enfants au-dessus de quatorze ans accomplis, ou un enfant atteint d'une infirmité grave ; aux veuves ou femmes abandonnées qui, ayant déjà un enfant en bas âge, sont enceintes ; enfin aux personnes qui se trouvent dans des cas extraordinaires ou imprévus. Comme les ordonnances de 1816 et de 1831, l'arrêté de 1860 impose aux familles indigentes l'obligation de faire vacciner leurs enfants et de les envoyer à l'école. Les remarques que nous avons faites à ce sujet, en analysant l'ordonnance de 1831, s'appliquent aussi au règlement de 1860.

La République de 1848 a institué le suffrage universel ; l'Empire a entrepris des réformes sociales pour gagner la sympathie des classes pauvres. Il s'est efforcé d'améliorer la condition de l'ouvrier et du paysan, mais il n'a rien fait pour la protection morale de l'enfant.

L'obligation de l'enseignement primaire n'existe pas, il y a bien une loi sur le contrat d'apprentissage, mais nombre d'enfants au-dessous de treize ans sont employés dans l'industrie privée. N'aurait-il pas mieux valu que l'autorité supérieure s'occupât de protéger l'enfance malheureuse ? C'eût été assurément plus efficace, que d'imposer à des indigents l'obligation d'envoyer leurs enfants à l'école, sous peine d'être privé de secours.

Il est vrai que, sous le second Empire on croyait, comme sous le monarchie de Juillet, que la société avait le droit d'imposer des conditions à ses libéralités, et qu'elle devait seulement venir en aide aux individus qui lui paraissaient les plus dignes de sa bienveillance.

L'admission aux secours est prononcée par le bureau, en séance, sur le rapport d'une commission spéciale qui examine, au préalable, les propositions individuelles des administrateurs, ainsi que les réclamations des indigents. Chaque bureau doit tenir un contrôle sur lequel sont inscrits au fur et à mesure, les individus admis aux secours.

La radiation des contrôles doit être opérée lorsque l'indigent vient à décéder, ou bien encore, lorsque les causes qui avaient motivé son inscription ont disparu, ou qu'il fait mauvais usage du secours qui lui est accordé.

Les secrétaires-trésoriers sont tenus de faire connaître mensuellement au directeur de l'assistance publique le mouvement de la population indigente. En outre, il est procédé tous les trois ans, par les soins de l'administration, au recensement général des ménages inscrits au contrôle des indigents. Les résultats en sont soumis par le directeur à la sanction du préfet de la Seine.

Le chiffre de la population indigente ainsi arrêté, sert de base, pendant trois ans, à la répartition

entre les bureaux de bienfaisance, des secours de toute nature qui leur sont alloués par l'administration. Le recensement des vieillards, aveugles et paralytiques se fait chaque année.

Comme les ordonnances de 1816 et de 1831, le règlement de 1860 recommande aux bureaux de bienfaisance de multiplier les secours en travail et de se mettre en rapport avec les manufacturiers ou maîtres-artisans, pour procurer de l'occupation aux indigents. Nous avons déjà dit ce que nous pensions de l'assistance par le travail ainsi organisée, nous n'y reviendrons pas.

Nous ferons seulement remarquer que ces dispositions étaient particulièrement fâcheuses à une époque où, la vie devenait plus difficile pour les ouvriers parisiens. Ceux d'entre eux qui exerçaient un métier, n'avaient guère à craindre cette concurrence ; mais ceux qu'on appelle vulgairement les gagne-petit, c'est-à-dire les personnes exerçant une profession qui n'exige pas de connaissances spéciales, étaient menacées de voir leur salaire diminuer.

La concurrence était surtout redoutable pour les femmes. A cette époque, nombre de femmes âgées vivaient du produit d'un travail facile, elles étaient pour la plupart occupées à finir des vêtements à bon marché, pour les grands magasins de confections, ou à des travaux de lingerie ou de bonneterie.

Le machinisme avait déjà abaissé leurs salaires. Si

les bureaux de bienfaisance leur faisaient encore concurrence, elles étaient incapables de pourvoir à leur subsistance et obligées, en dépit d'elles-mêmes, de solliciter à leur tour l'aide de l'assistance publique.

D'après le témoignage de personnes qui ont vécu à cette époque, nombre de vieillards dans la classe ouvrière parisienne, mettaient un point d'honneur à se suffire par eux-mêmes, sans rien demander au bureau de bienfaisance. Ils regardaient l'hôpital comme un lieu de misère et leur vœu le plus cher était de mourir dans leur lit.

On retrouve encore, de nos jours, le même état d'esprit chez nombre de vieillards parisiens.

Le règlement de 1870 prescrivait aussi aux bureaux de bienfaisance de donner, autant que possible, des secours en nature. Ces secours consistaient en effets d'habillement et de couchage, en vêtements délivrés directement par le secrétaire-trésorier, sur le vu d'un bon signé par un administrateur, ou par l'intermédiaire des sœurs desservant la maison de secours. Le bureau délivrait également des secours, en comestibles et en combustibles, par l'intermédiaire des administrateurs ou des commissaires de bienfaisance. Ils étaient servis aux indigents par des fournisseurs agréés par le bureau.

Quant aux secours en argent, ils formaient l'exception. Leur quotité était déterminée par le bureau

de bienfaisance, sur rapport de l'administrateur divisionnaire.

Cependant, le règlement reconnaissait qu'il existait des misères cachées et que, par ce fait, elles étaient d'autant plus intéressantes, décidait qu'un crédit particulier pouvait être ouvert avec l'approbation du préfet aux maires et adjoints, pour être employé en secours d'urgence aux pauvres honteux.

Il pouvait être ouvert également à chacun des administrateurs un crédit facultatif sur les ressources du bureau, il ne devait pas dépasser 2 francs par ménage inscrit dans chaque division. Sur ce point, le règlement de 1860 est plus libéral que l'arrêté ministériel du 24 septembre 1831, qui fixe ce crédit à raison de 1 franc par ménage. Sur la demande des administrateurs des bureaux de bienfaisance, une décision ministérielle du 17 septembre 1858, avait élevé ce taux à 2 francs, en raison du renchérissement des loyers. Le règlement de 1860 maintient cette modification.

Les secours en argent devaient être payés par le secrétaire-trésorier, sur le vu de bons nominatifs, délivrés par les administrateurs, maires et adjoints, excepté les secours ayant pour objet l'habillement des enfants indigents, faisant leur première communion. Ces allocations pouvaient être délivrées directement aux curés ou aux supérieures des maisons de secours.

Enfin, il existait une quatrième catégorie de secours, dénommée secours divers. Ils consistaient en bandages, pessaires, jambes de bois, etc. Seuls, les indigents inscrits ou les nécessiteux, pouvaient obtenir la délivrance gratuite de ces appareils.

Les bureaux de bienfaisance délivraient également des certificats destinés à faciliter aux indigents ou aux nécessiteux, la délivrance gratuite des actes de l'état civil, dont ils pouvaient avoir besoin, l'obtention de passeports avec secours de route, la permission de brocanter ou de vendre dans les rues, l'exemption des droits de l'enregistrement ou de succession, la remise ou la modération des impôts et patentes, et enfin, la remise, dans certains cas, des effets de leurs parents, décédés dans les hôpitaux.

Ils pouvaient aussi consentir aux indigents, malades et femmes en couches, le prêt de divers appareils, et instituer, avec l'autorisation de l'administration, des secours de loyer, d'apprentissage, de veuves et d'orphelins.

Les conditions d'admission des vieillards et infirmes aux secours spéciaux restent telles qu'elles ont été déterminées par le règlement du 3 mai 1851. La seule modification qui ait été apportée à ce règlement, c'est que l'âge exigé pour obtenir ces secours, est abaissé d'une année.

Comme sous l'ancien règlement, les septuagénaires et les octogénaires peuvent cumuler le secours affé-

rent à leur catégorie, avec celui d'aveugle ou de paralytique ; toutefois le cumul est interdit pour les aveugles, déjà bénéficiaires de la pension des Quinze-Vingts, lorsque cette pension dépasse 200 francs. Si le crédit porté au budget de l'administration pour les secours spéciaux, n'est pas employé intégralement, la somme restant libre est répartie entre les vingt bureaux de bienfaisance, au prorata du nombre des vieillards de soixante-neuf à soixante-quatorze ans, constaté par le dernier recensement.

Les prescriptions de l'arrêté du 23 janvier 1850 concernant l'attribution des secours représentatifs de séjour à l'hospice restent en vigueur.

Le nouveau règlement recommande aux bureaux de bienfaisance, d'exercer une sérieuse surveillance sur les bénéficiaires de ces allocations.

Il était arrivé que des secours représentatifs avaient été payés plusieurs mois, et même plusieurs années, après le décès du titulaire.

Pour empêcher le retour de tels abus, le règlement prescrit aux administrateurs de visiter, aussi souvent que possible, les bénéficiaires du secours, domiciliés dans leurs circonscriptions ; il décide aussi que les allocations ne seront payées à l'avenir que sur une attestation de l'administrateur constatant que l'indigent existe, et qu'il a conservé son domicile dans la circonscription ; de son côté, l'admi-

nistration se réserve de faire vérifier la situation des assistés.

Elle attache une grande importance à l'institution de ce secours, car son objet est de développer l'esprit de famille et d'en resserrer les liens.

Il doit toujours être substitué à l'admission dans un hospice, lorsque le vieillard vit en famille.

Lorsqu'il est constaté que l'indigent se trouve, par l'aggravation de ses infirmités, dans l'impossibilité de demeurer au sein de sa famille, il peut être admis dans un hospice. Même s'il vit seul, le secours représentatif doit être préféré, lorsque le vieillard peut profiter de ce secours; s'il est marié sa femme peut être admise à la pension représentative, lorsqu'elle remplit elle-même les conditions exigées par le règlement, pourvu que les deux époux soient mariés depuis quinze ans au moins.

Comme le secours d'hospice, l'assistance médicale à domicile a pour objet de resserrer les liens de la famille, car elle assure au malade, dans bien des cas, les soins affectueux et empressés de ses parents ou de ses proches. A un autre point de vue, elle diminue le nombre d'admission dans les hôpitaux.

Nous avons vu que, par un arrêté du 20 avril 1853, le directeur de l'assistance publique avait institué le traitement à domicile. Le nouveau règlement met cette institution en harmonie avec les

besoins de la population indigente ; il détermine les obligations des médecins visiteurs et fixe les conditions dans lesquelles cette assistance médicale est accordée. Cette organisation subsiste encore de nos jours, au moins dans ses grandes lignes.

L'assistance médicale est donnée de deux manières : soit à la consultation où le malade se rend lui-même pour recevoir les conseils du médecin ; soit à domicile, où le malade est visité par le médecin du bureau.

Dans chaque arrondissement, des locaux sont aménagés pour y recevoir les malades qui réclament les soins du médecin. Les consultations ont lieu à des jours et à des heures déterminés. Le médecin est tenu de s'y rendre régulièrement et d'y rester tout le temps nécessaire pour donner ses consultations à toutes les personnes qui se présentent ; mais seuls, les indigents inscrits au bureau de bienfaisance ou les malades admis préalablement au traitement à domicile, ont droit aux médicaments délivrés par les maisons de secours.

Il est ouvert au secrétariat de chaque bureau de bienfaisance, un registre destiné à inscrire les demandes des indigents ou des nécessiteux non inscrits, ayant pour objet ; admission au traitement à domicile.

En cas d'urgence, le traitement des malades inscrits ou non inscrits au contrôle des indigents, peut

être commencé, soit sur leur propre demande, soit sur la réquisition du maire, d'un administrateur du bureau ou de l'administration de l'Assistance publique.

Les malades sont classés en deux catégories, d'après la nature de leur affection aiguë ou chronique. Ceux de la première catégorie sont visités au moins une fois par semaine par un employé du bureau, qui consigne ses observations sur une feuille individuelle. Cette feuille de renseignements est ensuite présentée à la commission instituée par l'arrêté du 20 avril 1853, et qui se compose du président ou de l'un des vice-présidents du bureau, d'un administrateur, d'un médecin, d'un commissaire de bienfaisance, et du secrétaire-trésorier. Cette commission se réunit chaque semaine ; elle statue sur les observations du visiteur, et accorde, s'il y a lieu, des secours ordinaires aux malades ; elle donne son avis sur les demandes de secours extraordinaires présentées par les malades, par les administrateurs et par les médecins, et propose d'office des secours lorsqu'elle le juge nécessaire.

Les secours qu'elle accorde elle-même, ne doivent avoir pour objet que de réparer le préjudice causé par la maladie, mais non de soulager des misères dues à une autre cause. Dans ce cas, c'est au bureau de bienfaisance qu'il appartient de statuer.

Cette commission a le pouvoir de provoquer

l'inscription temporaire des malades sur les contrôles des indigents, si leur maladie paraît devoir se prolonger. Enfin, elle fait cesser le traitement des malades et convalescents qui n'ont plus besoin de l'assistance médicale, soit en raison de leur état de santé, soit pour toute autre cause, signalée par le visiteur dans son rapport.

Les malades soignés à domicile peuvent, comme ceux des hôpitaux, être admis directement aux asiles de Vincennes ou du Vésinet. Les convalescents sont reçus à l'asile sur le vu d'une lettre adressée par le président du bureau de bienfaisance au directeur de l'établissement.

Ils doivent, en outre, produire un certificat médical, indiquant la nature de la maladie dont ils relèvent et constatant qu'ils sont entrés en convalescence.

En faveur des malades convalescents sortant des hôpitaux, le règlement prescrit d'employer les revenus de la fondation Montyon. Les secours de convalescence ne peuvent être accordés qu'aux malades ayant séjourné cinq jours au moins dans un hôpital. Les convalescents qui sortent d'un établissement affecté au traitement de la syphilis, et les filles-mères qui ont abandonné leur enfant à la clinique où elles ont fait leurs couches, ne peuvent bénéficier de ces secours.

Suivant les prescriptions du règlement de 1860, les

secours de convalescence doivent être, autant que possible, délivrés en nature, mais néanmoins des allocations n'excédant pas 20 francs, peuvent être accordées pour un emploi déterminé.

Lorsqu'il est nécessaire d'accorder une allocation supérieure à cette somme, c'est au directeur de l'assistance publique qu'il appartient de statuer. C'est le bureau de bienfaisance qui attribue les secours de la fondation Montyon aux malades inscrits sur les contrôles des indigents ; les secours aux convalescents non inscrits au bureau de bienfaisance sont accordés par une commission centrale, qui se réunit chaque jour au chef-lieu de l'administration.

Les ressources dont disposent les bureaux de bienfaisance pour accomplir leur mission se composent :

1° Des sommes que l'administration leur attribue sur les fonds généraux affectés au service des secours à domicile ;

2° Des dons et legs faits en faveur des pauvres ;

3° Des recettes intérieures.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, à propos du recensement des ménages et des vieillards indigents, le préfet répartit chaque année entre les bureaux, et au prorata du nombre des ménages indigents, le montant total des crédits portés au budget de l'assistance publique, pour les secours à domicile. Les dons et legs faits aux pauvres avec ou sans destination

spéciale sont acceptés ou recouverts, dans les formes déterminées, par l'assistance publique, représentant légal des pauvres, et leur montant est remis au bureau de bienfaisance chargé d'en faire l'emploi. Enfin, les recettes de la troisième catégorie comprennent le produit des quêtes, collectes et souscriptions.

Le règlement recommande aux bureaux d'augmenter leurs ressources par tous les moyens possibles ; il préconise l'organisation de bals et de fêtes de charité et promet le concours empressé de l'administration centrale, pour rendre les fêtes plus brillantes et plus fructueuses, pour la population indigente.

Comme auparavant, les bureaux de bienfaisance ont chacun leur budget propre ; mais ils ne passent plus de marchés avec les fournisseurs et n'engagent aucune dépense pour travaux de construction ou de réparation, sans autorisation préalable de l'autorité compétente. A ce point de vue, le règlement de 1860 porte atteinte à l'autonomie des bureaux de bienfaisance parisiens ; il affecte de les considérer comme de simples organes de l'administration centrale, chargés de distribuer les secours. C'est l'administration qui fournit les médicaments aux maisons de secours, qui met en adjudication les fournitures d'objets de literie, effets d'habillement destinés aux indigents.

Les marchandises adjudgées sont emmagasinées

dans un établissement du service général, le magasin central, installé dans les bâtiments de l'ancienne filature des indigents.

Le directeur du magasin central délivre les objets reçus pour le compte de chaque bureau, sur un billet d'ordre, délivré par le secrétaire honoraire trésorier.

Pour l'achat des objets qui ne peuvent être mis en adjudication, ainsi que pour la fourniture de la viande accordée aux indigents, les bureaux de bienfaisance sont autorisés à traiter de gré à gré, sauf approbation préalable de l'autorité compétente.

Il leur est aussi permis d'acheter directement les objets dont le peu de valeur ne motive pas une adjudication, ni un marché de gré à gré ; mais l'ensemble des dépenses effectuées dans le cours d'un même exercice, ne doit pas dépasser la somme de 400 francs, pour les objets de même nature.

Ainsi, tout en conservant leurs budgets particuliers, les bureaux de bienfaisance sont plus que jamais sous la dépendance de l'administration centrale. Nous sommes bien éloignés, en 1860, des revendications des bureaux de bienfaisance de 1830, qui réclamaient l'autonomie complète, et la séparation définitive de l'administration hospitalière et des services de secours à domicile.

On croit reconnaître que les secours à domicile présentent de grands avantages. Pour la collectivité ils sont moins onéreux que le secours hospitalier,

pour l'indigent, ils lui permettent de vivre dans sa famille. Il n'en est par moins vrai que, dans certaines circonstances, l'assistance hospitalière doit être préférée à l'assistance à domicile.

Pour les malades surtout, l'assistance est organisée d'une manière sérieuse ; le personnel médical est considérablement augmenté ; on lui demande des garanties professionnelles et comme il reçoit une rétribution, on exige qu'il remplisse ses fonctions d'une manière consciencieuse.

Les conditions dans lesquelles est dispensée cette assistance sont accessibles aux ménages nécessiteux, c'est-à-dire à une grande partie de la classe ouvrière parisienne. Les soins médicaux et pharmaceutiques, sont accordés aux familles nombreuses et aux individus n'ayant pour vivre qu'un faible salaire.

Mais, au point de vue social, il n'y a rien de changé. L'assistance reste facultative et conditionnelle.

La collectivité se réserve le droit de subordonner l'allocation des secours à telle condition d'ordre moral qu'il lui plaît d'imposer. C'est pourquoi nous retrouvons dans le règlement de 1860, comme dans les ordonnances de 1816 et de 1831, une disposition obligeant les familles pauvres secourues par le bureau de bienfaisance, d'envoyer leurs enfants à l'école et de les faire vacciner.

Comme nous venons de le voir, l'organisation de

l'assistance à domicile était réglementée par un simple arrêté du directeur de l'assistance publique, approuvé, à la date du 28 juillet 1860, par le préfet de la Seine.

Cette situation dura jusqu'au 29 septembre 1870. Un décret du gouvernement de la défense nationale, enleva à l'administration des hospices et des hôpitaux le service des secours à domicile, non, il est vrai, pour rendre ce service indépendant, mais pour le confier exclusivement à l'autorité municipale.

Les hôpitaux et les hospices formaient une administration distincte, sous l'autorité d'un conseil d'administration, qui portait le titre de Conseil général des hospices du département de la Seine. Un agent général des hospices devait faire exécuter les arrêtés du Conseil général, dont la composition fut déterminée par le décret du 18 février 1871. Aux termes de ce décret, le Conseil général était composé, ainsi qu'il suit :

Deux membres du Conseil municipal de Paris, élus par leur conseil.

Deux maires ou adjoints d'arrondissements, élus par leurs collègues des vingt arrondissements nouveaux.

Un maire ou adjoint de l'arrondissement de Saint-Denis, élu par ses collègues de l'arrondissement.

Quatre administrateurs des comités d'assistance

des arrondissements municipaux de la ville de Paris, élus par leurs collègues.

Deux administrateurs des bureaux de bienfaisance des arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, élus par leurs collègues, à raison de un par arrondissement.

Deux médecins des hôpitaux et hospices de la ville de Paris, élus par leurs collègues.

Deux chirurgiens des hôpitaux, élus par leurs collègues.

Un professeur de la Faculté de Médecine de Paris, élu par la Faculté.

Un médecin élu par la réunion des médecins des bureaux de bienfaisance de la ville de Paris.

Un membre de la Cour de cassation, élu par la Cour.

Un conseiller d'État ou un maître de requêtes, élu par le Conseil.

Un membre de la Chambre du commerce.

Un membre de la Chambre des notaires.

Un membre du conseil des prud'hommes, élu par ses collègues.

Quatre membres n'appartenant à aucune des catégories ci-dessus indiquées, et qui seront choisis à la majorité des voix par le Conseil général, composé comme il vient d'être dit (1).

1. *Recueil des arrêtés, instruction et circulaire concernant l'administration générale de l'assistance publique, 1871-1880.*

Les membres du conseil étaient renouvelables par tiers tous les ans. Le préfet de la Seine présidait, et, à son défaut, c'était un vice-président, élu tous les ans par le conseil.

Cette organisation eut une courte durée, car Thiers, qui était alors président du Conseil, chef du Pouvoir exécutif, par un arrêté du 10 juin 1871, dont la légalité pouvait être contestée (le chef du Pouvoir exécutif n'avait pas le droit de rapporter les décrets-lois du gouvernement de la défense), remit en vigueur la loi de 1849.

Cette irrégularité fut rapidement réparée, car la loi du 21 mai 1873, concernant les commissions administratives des établissements de bienfaisance, confirmait l'abrogation des décrets du 29 septembre 1870 et du 18 février 1871, et par son article 2, elle décide que la loi de 1849 régirait de nouveau l'assistance publique.

Le règlement de 1860 continua de nouveau cependant à être appliqué, les médecins des bureaux n'étaient nommés ni au concours, ni à l'élection.

Le Conseil municipal finit par s'émouvoir de l'application de la loi à ce point de vue particulier, aussi le préfet de la Seine, par un arrêté en 1879, modifiait-il l'arrêté de 1860 : en vertu de cet arrêté, les médecins devaient être nommés à l'élection.

D'autre part, le Conseil municipal avait été frappé de la mauvaise organisation des bureaux de bienfai-

sance. Sur un rapport présenté par M. Sigismond-Lacroix, le Conseil municipal émit le vœu que le ministre de l'Intérieur présentât dans le plus bref délai, au Conseil municipal, puis au Conseil d'État, un projet de règlement d'administration publique, sur l'organisation de l'assistance à domicile à Paris.

Le 4 Mai suivant, le Président de la République nommait une commission chargée de cette étude. Le projet du règlement, préparé par la commission fût approuvé, à Mont-sous-Vaudrey, par M. Jules Grévy le 12 Août 1886. Nous n'analyserons pas ici ce décret qui est annexé en entier à la fin de ce travail.

Nous nous contenterons d'en faire simplement la critique.

CHAPITRE VIII

CRITIQUE DU DÉCRET DE 1886

Le décret de 1886, dans son application n'eut pas les résultats attendus, aussi provoqua-t-il de nombreuses critiques. Dans son rapport sur les dépenses du service des secours à domicile, inscrits au budget spécial de l'Assistance publique pour 1889, le Dr Deschamps, résumait l'opinion et protestait au nom du Conseil municipal, dont les desiderata avaient été insuffisamment suivis.

« Loin de nous serait la pensée de nous plaindre de la longue période d'incubation de ce règlement d'administration publique, si les dispositions nouvelles qu'il édicte, et qui ont déjà pu être jugée par la pratique, avaient été conformes aux désirs exprimés par le Conseil municipal.

» Bien souvent, notre regretté collègue et ami, M. Robinet a protesté énergiquement avec nous contre ce décret, et nos critiques, si elle étaient vives n'étaient que trop justifiées. Il y a quelque chose d'étrange, et comme une sorte d'ironie, à être obligés

de nous plaindre d'un décret qui a été rendu sur notre initiative.

» Le premier reproche que nous sommes en droit de faire à ce décret, c'est que, contrairement à l'esprit de la loi de 1849, il a diminué dans une certaine mesure, l'action légitime que le Conseil municipal, aussi bien que le conseil de surveillance de l'Assistance publique doivent, en droit et en équité, exercer sur les bureaux de bienfaisance (1).

Ce n'était pas un décret de clôture, mais un décret d'ajournement. »

De son côté, M. Daumas a écrit : « Le nouveau règlement n'est qu'un rapièçage dans lequel se trouvent toutes les imperfections, les inégalités, les injustices de l'ancien règlement, et aucune des améliorations votées par le conseil (2). »

Nous allons exposer les principaux griefs faits à ce décret.

Le premier reproche s'adresse à sa forme ; l'on considère qu'un décret ne doit contenir que les grandes lignes, et que les détails doivent faire l'objet de règlements de service.

1. Rapport présenté au Conseil municipal par M. Pierre Deschamps sur les dépenses du service des secours à domicile, inscrites au budget spécial de l'Assistance publique pour 1889 (1888 n° 149).

2. Rapport présenté au nom de la V^e Commission sur les délibérations prises par le Conseil municipal au sujet de l'Assistance publique 1889-n° 70, page 33.

Le décret de 1886 s'occupe de détails trop minutieux. Il est rédigé en quatre-vingt-six articles, retombant en cela dans le défaut de l'arrêté de 1860 pris par le Directeur de l'Assistance publique ; cet arrêté contenait cent cinquante sept articles ; on l'aurait voulu plus bref.

Le Conseil municipal était sacrifié par le décret : Cependant en raison de la subvention importante qu'il vote annuellement pour le fonctionnement de l'Assistance publique à Paris, il était en droit d'espérer que le décret le doterait de certaines attributions.

La subvention, à cette époque, était de plus de 18 millions et sur cette somme l'administration, sur ses fonds généraux, allouait aux bureaux de bienfaisance les 4 à 5 millions qui leur étaient nécessaires ; l'importance de cette somme aurait dû assurer au Conseil municipal, responsable de l'emploi des deniers des contribuables, une part effective dans le contrôle des bureaux de bienfaisance.

Or, d'après le décret de 1886 ; la commission administrative de chaque bureau était composée :

1° du maire, président de droit.

2° des adjoints, membres de droit.

3° de douze administrateurs, au minimum.

Les administrateurs étaient nommés par le Préfet de la Seine, sur la proposition du Directeur de l'Assistance publique. Ils étaient choisis sur une liste

triple présentée par le maire de l'arrondissement.

Le Conseil municipal reste absolument étranger à ces nominations, et le droit du Directeur est restreint aux noms portés sur la liste, dressée par le maire, qui n'est qu'un fonctionnaire du gouvernement.

Le décret de 1886, en n'accordant pas au Conseil municipal, une participation à la nomination des administrateurs, et en écartant également de ces nominations le Directeur de l'Assistance publique, a mis la commission administrative dans un état d'indépendance qui a créé un antagonisme entre la commission et l'administration ; la commission voulant agir comme bon lui semblait et l'administration voulant réagir pour faire appliquer les règlements.

Il y eut un exemple assez caractéristique : le droit de présentation aux fonctions de sage-femme des bureaux, et de surveillantes dans les maisons de secours, était donné aux commissions par le décret.

L'on a pu voir plusieurs commissions administratives s'opposer à la demande faite par le Conseil municipal, de laïciser les maisons de secours (1), et d'agréer toutes les sages-femmes qui se présenteraient pour faire les accouchements dans les bureaux de bienfaisance. Les commissions s'attribuaient le droit de choisir (2).

1. Conseil municipal, séance du 25 décembre 1887.

2. Conseil municipal, séance du 30 juillet 1887.

Si l'on compare la situation des bureaux de bienfaisance parisiens avec ceux de la province, l'on remarque que, chez ces derniers, la situation du Conseil municipal est toute autre.

Les commissions administratives en province sont composées, en vertu de la loi du 5 août 1879, du maire et de six membres renouvelables. Sur ces six membres, deux sont élus par le Conseil municipal, et le maire président est lui-même un élu du Conseil municipal. L'assemblée communale se trouve donc représentée par trois membres sur sept dans la commission.

Nous verrons que le décret de 1895, en s'inspirant de la loi de 1879, a donné aux conseillers municipaux certaines attributions dans le fonctionnement des bureaux de bienfaisance.

Si nous considérons maintenant les commissions administratives, en tant que rouage, nous constatons qu'elles n'ont pas eu l'unité de vue et d'action nécessaires, qu'agissant séparément et différemment dans chaque arrondissement, elles avaient des tempéraments si divers, qu'il résultait un manque complet d'uniformité dans la distribution, la nature, le taux des secours à domicile dans Paris.

Les administrateurs ont toujours formé dans les commissions un groupement ayant un esprit de corps. Ils ont toujours été jaloux de leurs prérogatives, et désireux de les étendre, ils ont toujours

mal supporté l'autorité à laquelle ils étaient subordonnés.

La nomination des administrateurs en 1886 était défectueuse. M. Poubelle le met bien en évidence dans un de ses discours au Conseil municipal en 1888. Nous n'aurions qu'à citer le passage nous intéressant :

« On se plaint, disait-il, que les administrateurs des bureaux de bienfaisance, actuellement nommés par les maires, représentent seulement l'opinion des maires, et que l'influence qui résulte de la distribution des secours faite par eux, profite surtout à leur opinion personnelle.

» On demande donc qu'un autre mode de nomination de ces administrateurs soit employé, et qu'il permette d'assurer dans chaque bureau de bienfaisance la représentation des différentes opinions politiques de l'arrondissement, afin que chaque administrateur, étant porté à favoriser les électeurs de la même opinion que lui, les distributions de secours profitent aux besogneux de tous les partis.

» Eh bien ! messieurs, je ne crois pas que ce soit dans cet ordre d'idées, que les administrateurs des bureaux de bienfaisance doivent fonctionner et être nommés. Il convient que ces administrateurs restent en dehors de la politique.

» S'ils s'en préoccupent, s'ils abusent de l'influence que leur donne la distribution des secours pour

favoriser une opinion au détriment d'une autre, s'ils subordonnent l'octroi des secours à une profession de foi politique quelconque, ils manquent à leur devoir le plus impérieux.

» Croyez-vous, messieurs, que si les administrateurs des bureaux de bienfaisance manquaient, ce que je conteste, d'impartialité, vous les rendriez plus impartiaux en leur substituant, ou en plaçant à côté d'eux, d'autres personnes d'opinions politiques plus ardentes ; je ne le pense pas, et vos adversaires diront peut-être que vous vous plaignez, non pas de ce que les administrateurs fassent de la politique, mais qu'ils ne fassent pas votre politique.

Les secours doivent être accordés aux malheureux en dehors de toute considération de cet ordre ; pour cela, il faut que les administrateurs soient également choisis en dehors de toute influence politique militante (1). »

C'est un des graves reproches que l'on adressait au système de 1886, il est inadmissible qu'on puisse distribuer des secours en vue de favoriser des intérêts politiques ou électoraux, à l'exclusion d'indigents dont les opinions différeraient de ceux des administrateurs.

Il est regrettable de constater que, parmi les

1. *Bulletin municipal officiel* du 24 novembre 1888.

administrateurs, il s'en trouvait d'assez oublieux de leur devoir, pour mériter ce reproche.

Le décret de 1886 avait limité le nombre des administrateurs à dix-huit par arrondissement. Si l'on considère le nombre considérable d'indigents et de nécessiteux dont avait à s'occuper chaque administrateur, l'on peut se rendre compte qu'ils étaient en nombre insuffisant.

En 1886, la gratuité des fonctions d'administrateur commissaire et dame de bienfaisance était de règle, comme maintenant encore. En compensation de cette charge, ces fonctionnaires trouvaient certains avantages : la popularité qu'ils acquéraient auprès des gens qu'ils visitaient, et quelques décorations.

Cette gratuité a de graves inconvénients et M. Vée a montré, dans un ouvrage très documenté (1), que l'on ne pouvait guère compter sur des services gratuits, c'est-à-dire entièrement libres et spontanés que pour des fonctions qui ne demandent à leurs titulaires que peu d'assujettissement et de travail personnel ; ce qu'il faut exiger de ces fonctions, c'est une direction morale et une surveillance, sans cela elles seront mal remplies.

Comment exiger et espérer, en effet, qu'un homme

1. *Du Paupérisme et les secours publics dans la ville de Paris*, 2^e édit. Guillaumin, 1849.

qui veut bien s'occuper de cette partie du service public, néglige ses affaires personnelles, et oublie ses habitudes de plaisir, de voyage, de campagne, pour se tenir constamment à la disposition des pauvres : c'est pour ainsi dire impossible. Pendant l'époque des vacances, il y eut un arrondissement, où, sur douze administrateurs, dix se trouvaient à la fois absents de la capitale ; le malheur ne prend cependant pas de vacances.

Si le nombre des administrateurs avait été plus élevé, on aurait pu assurer momentanément le service, malgré un certain nombre d'absences.

En temps ordinaire, il était difficile de parvenir jusqu'à eux, car ils visitaient rarement les pauvres à domicile ; c'est à la maison de secours qu'ils les recevaient, tout au plus une fois par semaine, et parfois moins. Ces réceptions étaient contraires au vrai principe.

C'est chez lui que le pauvre doit être vu, car c'est à domicile que l'administrateur se rendra vraiment compte de la pauvreté des gens ; mais alors, si les administrateurs doivent visiter les pauvres chez eux, les dix-huit administrateurs sont insuffisants pour mener à bien cette besogne.

Malgré le zèle et l'abnégation dont certains administrateurs ont fait preuve, ils ont échoué dans leur mission ; leur dévouement est resté impuissant devant le trop grand nombre de pauvres, qui devaient

être vus et secourus à domicile. Un grand nombre de commissaires de bienfaisance étaient obligés de s'occuper de cinquante, soixante et jusqu'à cent ménages pauvres ; il y avait une impossibilité matérielle à ce qu'ils puissent les visiter assez fréquemment pour apprécier convenablement leurs besoins. Il arrivait qu'un quart de la population indigente de Paris se trouvait sans secours convenables, et sans autre surveillance que de rares occasions de contact avec les bienfaiteurs officiels.

En Allemagne, le système d'Elberfeld, dû à l'initiative de M. Daniel Von den Heydt, multiplie les administrateurs qui prennent le nom des curateurs.

Ce système qui est applicable aux indigents et aux nécessiteux a eu d'heureuses conséquences : aucun pauvre ne mendie plus, ni dans la rue, ni dans les maisons. Tout individu, quand il a été reconnu comme indigent, reçoit ce qui lui est nécessaire pour sa nourriture, ses vêtements, son logement et sa santé.

La principale mesure qui a permis d'arriver à ce résultat a été de restreindre à un tout petit quartier, et à un petit nombre de malheureux, la surveillance et la responsabilité de chaque curateur.

Ce système qui a donné en Allemagne les meilleurs résultats, a été appliqué depuis 1895, en partie dans le III^e et le XI^e arrondissements.

RÉGIME FINANCIER

En 1886, les bureaux de bienfaisance avaient leur autonomie financière. Ils possédaient un ordonnateur qui avait la surveillance de la comptabilité, et était chargé de signer les mandats de paiement, destinés à mettre les fonds à distribuer à la disposition des maires, adjoints et administrateurs. Il était, en outre, chargé de délivrer les ordres de retrait de l'argent placé en compte courant au Trésor public. L'ordonnateur visait le journal général à la fin de chaque mois, et établissait la situation de la caisse et des magasins.

Le secrétaire-trésorier était chargé de faire les paiements, il avait la garde de la caisse, il était tenu de présenter à toutes réquisitions des ayants droit, les registres et documents qu'ils avaient à consulter.

Le secrétaire-trésorier était assujéti à toutes les obligations imposées aux comptables de deniers publics, il était assimilé pour les devoirs à remplir et les responsabilités administratives et pécuniaires, aux receveurs et économes des établissements hospitaliers.

Ce système manquait d'unité, l'indépendance financière de chaque bureau nuisait à l'égalité dans les secours distribués, car ces secours étaient pro-

portionnels à la richesse de chaque arrondissement. A un autre point de vue, la répartition des secours était défectueuse.

Jusqu'au décret de 1895, le territoire de chaque arrondissement était divisé et réparti entre les administrateurs ; chacun d'eux avait la responsabilité absolue des indigents et des nécessiteux résidant dans sa circonscription, dans laquelle il était le maître ; les nécessiteux ne dépendaient que de lui.

Les administrateurs avaient en leur possession des carnets à souches pour chaque nature de crédit, dont ils disposaient à leur guise pour l'attribution des secours ; ils avaient ainsi des pouvoirs personnels, dont ils se servaient parfois dans des buts qui auraient dû rester étrangers à la charité. Quelques-uns étaient enclins à ne secourir que les indigents faisant montre d'opinions politiques, dont ils étaient partisans.

De plus, il arrivait parfois à un administrateur de disposer de ses crédits, en faveur de personnes qui n'étaient pas dignes d'intérêt ; les secours attribués aux indigents ou aux nécessiteux vraiment dignes d'aide se trouvaient ainsi diminués. Les allocations et les distributions de secours étaient faites d'une façon défectueuse et cela tenait à plusieurs raisons.

Comment procédait-on en 1886, pour répartir entre les vingt bureaux, les subventions que l'administration allouait pour les dépenses variables, pour les secours représentatifs de séjour à l'hospice, ainsi

qu'à la fixation de la part revenant à chaque bureau, dans la fondation Montyon, soit une somme totale de 6.013.645 francs.

On s'était efforcé d'obvier aux inconvénients des différents systèmes de répartition qui avaient été adoptés en 1860-1877 et 1879. Dans ces systèmes, reposant sur le chiffre de la population indigente et sur celui des malades traités à domicile, il arrivait que les administrateurs étaient incités à inscrire au rôle, le plus grand nombre d'individus possible, pour toucher une part plus forte dans la répartition.

Les auteurs du décret voulaient éviter de retomber dans le même défaut, et ne pouvant plus se baser sur les mêmes principes de répartition, puisque le rôle des indigents avait été considérablement réduit, ce qui ne permettait plus de fixer la mesure approximative de la pauvreté de l'arrondissement, décidèrent que, dorénavant, la subvention serait répartie pour un cinquième, proportionnellement à la population de chaque arrondissement ; pour deux cinquièmes en raison inverse du montant de la contribution personnelle et mobilière de chaque arrondissement, divisé par le nombre d'habitants. Les deux derniers, cinquièmes devaient être répartis entre les arrondissements les plus pauvres, d'après l'avis des délégués des bureaux de bienfaisance.

Ce système qui, théoriquement, semblait bon,

donna des résultats incohérents. Pour la distribution des deux derniers cinquièmes, que fallait-il faire ?

Il était malaisé de répartir les deux derniers cinquièmes d'après la pauvreté des arrondissements, puisque le critérium de la pauvreté devenait d'autant plus difficile à définir, que l'étendue du rôle des indigents était diminué.

L'on ne pouvait ajouter aux indigents les nécessiteux, puisque le nombre de ces derniers varie avec la quotité des secours que l'on délivre, car si l'on diminue de moitié la quotité du secours, on double le chiffre des secours. De plus, en tenant compte des nécessiteux, les bureaux se voyaient obligés de disséminer les secours qui devenaient infimes.

Mais puisque, d'après l'esprit du décret, il fallait que la répartition se fit d'après une base fixe, on ne pouvait prendre que le nombre des indigents, comme élément de calcul ; dans la répartition des deux derniers cinquièmes, cette base manquait de justesse, puisque dans les différents arrondissements, le nombre des indigents variait avec celui des nécessiteux.

Si nous consultons le recensement de la population indigente en 1889 (1), nous constatons que :

1. Page 19 du recensement 1889.

« Étant donné que le chiffre seul des indigents doit indiquer la pauvreté d'un arrondissement, pour établir le degré comparatif de la pauvreté des arrondissements, il faut diviser le chiffre de la population indigente de l'arrondissement par le nombre des habitants. On trouve que la moyenne générale des indigents (42.464) comparée aux habitants (2.260.945) est de 1.87 par habitant.

» On peut tenir pour pauvres les arrondissements qui dépassent la moyenne de 1.87 par 100 habitants. Les deux arrondissements les plus pauvres sont le XX^e qui a 3,42 indigents, et le XIII^e qui a 3,04. »

Si nous étudions maintenant l'exercice de 1890 (1) nous constaterons que :

« Pour tout Paris, la proportion pour cent des indigents et des nécessiteux est de :

» Indigents 54,35 ;

» Nécessiteux 45,65.

» Treize arrondissements comptent moins de 50 0/0 de nécessiteux et sept dépassent cette proportion, 70,46, chiffre maximum pour les 15 arrondissements.

» Pour arriver à répartir un peu plus exactement, on a fictivement mis en fond commun, le montant des rentes, soit 589.910 fr. 23. »

1. Répartition des fonds subventionnels, 1890, p. 9.

La répartition entre les 20 bureaux de bienfaisance donnaient des résultats peu équitables, car pour arriver à un résultat appréciable, il aurait fallu tenir compte, comme élément de calcul, du nombre de nécessiteux et des recettes intérieures ; et si nous considérons la répartition, pour les trois premiers cinquièmes, nous avons vu, qu'en vertu du décret, ils étaient répartis d'une façon inexacte.

Les bureaux bénéficiaient donc de leurs recettes intérieures qui sont, dans chaque arrondissement, en raison inverse des misères à secourir.

Nous voyons que le IX^e, qui avait à cette époque 1907 indigents, prévoyait comme recette intérieure 108.750 francs, alors que le XX^e qui en compte 4.839 ne prévoyait que 29.665 francs.

M. le D^r Deschamp, le fait très justement remarquer (1) ;

« Et alors, grâce à ses recettes propres, tel bureau de bienfaisance pourra secourir plus largement ses indigents, et il sera possible d'assister à ce spectacle étonnant, qu'à Paris un indigent reçoit des secours plus ou moins importants, suivant qu'il habite les maisons des numéros pairs ou impairs de la même rue. »

Le Conseil municipal s'était prononcé contre un système susceptible de produire des résultats aussi

1. Rapport budget, 1889.

bizarres. Mais le décret l'a maintenu, dans la crainte de diminuer les libéralités faites par les particuliers, aux bureaux de bienfaisance.

Le décret de 1886 a voulu néanmoins faire disparaître, autant que possible, les écarts trop grands qui pourraient exister dans les moyens de secours distribués, et il a imaginé un mode trop compliqué : celui des fonds alloués par le budget de l'Assistance.

On se trouve alors en présence d'un dilemme, ou le mode de répartition indiqué par le décret rétablira l'égalité des moyennes, et alors les libéralités faites spécialement à un bureau n'augmenteront pas ses ressources ; ou bien le mode réglementaire de répartition ne produisant pas le résultat cherché, ce mode de calcul compliqué n'a plus de raison d'être, et laisse subsister le gros inconvénient d'une distribution inégale de secours, entre les citoyens habitant un même arrondissement et payant les mêmes impôts. Ces citoyens ne comprendront jamais que les effets de la solidarité sociale ne soient inégaux que pour l'infortune.

Le système de l'unité de caisse était plus large, et n'était pas empreint de cet esprit de clocher, de quartier, d'arrondissement, indigne de la grande cité parisienne si franchement démocratique.

Cette question que le Dr Deschamps soulevait : « l'unité de caisse », fut très discutée en 1886, mal-

gré de chauds partisans, le décret ne l'adopta pas ; nous avons montré les désavantages qu'il en résulta pour la répartition. Le décret de 1895 s'y rallia, nous en reparlerons plus loin.

PERSONNES SECOURUES

Nous lisons dans le texte du décret que les secours annuels ne pouvaient être accordés qu'aux indigents incapables de satisfaire à leurs besoins, par le travail. Le décret de 1886 distinguait trois sortes d'indigents :

1° Les personnes atteintes d'infirmité ou de maladies chroniques ;

2° Les vieillards âgés de soixante-quatre ans révolus ;

3° Les orphelins âgés de moins de treize ans.

Les infirmes et les vieillards ne peuvent être secourus d'une manière intermittente.

S'il est reconnu d'une façon avérée qu'ils ne peuvent satisfaire à leurs besoins, qu'ils n'ont pas de moyens de subsistance, et que leur famille est incapable de satisfaire à leurs besoins.

Pour les secourir, l'on avait recours aux secours continus qui ont, sur les rentes viagères, le très grand avantage d'être révocables si les circonstances le permettent. Grâce à ce système disparaissaient les

indigents inamovibles, qui sont de véritables rentiers de l'assistance.

Ce système permettait de varier le secours, suivant que l'indigent est valide ou invalide. Si l'on secourt à titre permanent des indigents valides, par exemple des indigents chargés de famille, on ne doit le faire qu'en entourant l'admission sur les contrôles de l'assistance, de garanties les plus sérieuses.

Un inconvénient du décret de 1886 était justement d'admettre avec une trop grande facilité les demandes d'admission aux secours annuels. Plus les moyens d'enquête et de contrôle sont rudimentaires, plus le nombre de participants aux secours annuels est considérable.

Avant 1895, l'administrateur était le vrai dispensateur des secours annuels ; il pouvait à sa guise créer des indigents, c'est-à-dire des nécessiteux secourus périodiquement.

Devant cette affluence de quémandeurs, et cette facilité d'admission, les recours s'émiettaient, et l'on ne pouvait arriver à obtenir comme résultat ce que l'on aurait été en droit d'attendre, avec d'autres moyens.

Ainsi, à Paris, l'on considère qu'un vieillard qui reçoit une mensualité de trente francs par mois, peut organiser sa vie.

Une ancienne statistique nous apprend que sur 2.677 vieillards, âgés de plus de quatre-vingt ans,

1.367 seulement recevaient 30 francs par mois, les autres touchaient des secours de 20, 10, 8, 5, et même 3 francs dans certains arrondissements. Des secours minimes de 3 à 5 francs étaient accordés à un certain nombre d'indigents valides, affectés, par exemple de douleurs rhumatismales, sciatiques chroniques, hernies inguinales, névralgie sciatique, etc. Ce petit secours n'était pour eux qu'un supplément de salaire, une gratification municipale.

Au lieu de donner à ces indigents, qui sont assurément dignes d'intérêt, un secours régulier, mais dérisoire, il vaudrait bien mieux les aider, en cas de besoin, au moment des crises, d'une façon effective et complète.

Cette pseudo-indigence était la plaie des bureaux ; c'était elle qui diminuait la part des vrais infirmes et des vieillards.

Le décret de 1886 avait supprimé de sa liste de secours d'indigence, les ménages chargés de famille, dont le chef était valide. Ils étaient exclus, en vertu du principe suivant : c'est qu'il était regrettable de voir des hommes dans la force de l'âge, considérer le secours du bureau comme une rente due.

Il était pénible de voir des hommes valides rangés dans une classe à part où leurs capacités politiques étaient diminuées ; car ceux qui reçoivent des secours

du bureau de bienfaisance, n'ont pas le droit d'être nommés conseillers municipaux (1).

Les instigateurs du règlement de 1886 jugeaient que leur énergie était amoindrie par l'abaissement de leur dignité.

En admettant dans une certaine mesure la valeur de ces arguments, on devait convenir qu'ils ne pouvaient servir contre les femmes seules, chargées d'enfants.

NATURE DES SECOURS

Nous venons d'indiquer les personnes aptes en 1886 à recevoir des secours; examinons maintenant la nature des secours accordés aux indigents.

Il y avait deux sortes de secours :

1° En nature ;

2° En argent.

Les secours en nature sont des objets mobiliers, vêtements, chaussures, etc., ou des bons représentatifs de pain, de viande ou de combustible, etc...

Les pauvres acceptent volontiers les objets dont la provenance n'est pas apparente, mais ils montrent une répugnance justifiée à accepter et à porter des objets dont le type uniforme, les fait reconnaître, comme étant à la charge de l'assistance.

Quant aux bons de pain et aux bons de paiement,

1. Loi du 5 avril 1884.

en général, les pauvres ont tout autant de répugnance à s'en servir, parce que la présentation de ces bons montre, qu'ils sont des clients du bureau de bienfaisance, et, par suite, leur fait perdre tout crédit chez les fournisseurs. De plus, les fournisseurs n'hésitent souvent pas à mal servir les nécessiteux qui paient avec des bons, convaincus que les indigents hésiteraient à se plaindre.

Alors, qu'arrive-t-il ? les bons et les objets mobiliers sont vendus à vil prix ; ce sont des tiers qui bénéficient de ce système de secours.

Il y a une double perte :

1° Pour l'indigent qui ne reçoit pas la valeur du secours qu'il était en droit d'attendre, et qui était représentée par le bon ;

2° Il y a également perte pour le bureau, puisque le bon déprécié ne représente plus la valeur qui lui était attachée.

Ces secours en nature avaient un autre inconvénient, c'est qu'ils nécessitaient une comptabilité très compliquée ; en outre, les objets mobiliers que les bureaux devaient garder en magasins, se détérioraient, et sur la masse, il se produisait d'importants déchets, ce qui représentait une perte sèche pour l'administration.

En 1895, on ne donne plus que des secours en argent, et exceptionnellement en nature. L'on considère que si l'indigent veut faire un mauvais usage

de son argent, il peut se procurer aussi bien de l'argent en vendant son bon.

Pourquoi montrer vis-à-vis des pauvres une défiance blessante, pourquoi leur infliger cette sorte de tutelle morale, c'est ce qu'a compris le décret de 1895.

TRAITEMENT MÉDICAL

Il nous reste à examiner maintenant le service médical et le traitement à domicile. Sous l'empire du décret du 12 août 1886, les médecins des bureaux de bienfaisance étaient recrutés au concours ; le ministre de l'Intérieur était chargé de statuer par un arrêté, sur les formes du concours et la nature des épreuves : c'est lui qui instituait les médecins.

L'organisation et le fonctionnement du traitement médical à domicile relevaient d'une commission dite du service médical, formée du président ou du vice-président de la commission administrative, d'un administrateur et d'un médecin désignés par la commission administrative, et du secrétaire-trésorier.

Il en résultait que chaque arrondissement pouvait avoir une organisation différente de celles des autres arrondissements, et qu'aussi aucune uniformité, aucune unité d'action et de vue ne présidait au fonctionnement du traitement médical à domicile, dans Paris.

La commission médicale qui se réunissait une fois par semaine avait, en outre, dans ses attributions, l'allocation des secours aux malades ; les nécessiteux, qui ne l'ignoraient pas, demandaient souvent le médecin du bureau de bienfaisance, pour des maladies plus ou moins fictives, dans l'espoir d'obtenir des secours de maladie ; aussi, ces secours avaient-ils pris une extension quelque peu abusive.

Chaque arrondissement était divisé en un certain nombre de circonscriptions médicales, dix à douze environ, dont le service de chacune était assuré par un médecin désigné par la commission administrative. Les malheureux domiciliés dans une circonscription, n'avaient pas le choix, c'était le médecin, ainsi désigné, qui était seul chargé de les consulter ou de les traiter à domicile.

M. Rochard, dans un discours (1), a montré quelle pouvait être la cruauté de ce procédé :

« C'est une cruauté d'obliger une mère à aller chercher pour son enfant malade, un médecin qu'elle croit responsable de la mort d'un de ses autres enfants. Il faut, si possible, que le pauvre comme le riche ait au moins la consolation d'appeler un médecin en qui il a foi. »

Certains médecins abusaient de cette situation qui leur était faite dans leur circonscription.

1. Conseil de surveillance. Séance du 20 décembre 1888, p. 190.

Lorsqu'ils étaient convoqués, ils se contentaient d'une première visite, à la suite de laquelle, pour se dispenser de gravir des étages, ils avaient une propension très grande à renvoyer à leur consultation à la maison de secours, des malades qui étaient souvent hors d'état de s'y rendre.

Qu'arrivait-il ? Craignant d'indisposer le médecin s'ils se trouvaient dans l'impossibilité de se rendre à la consultation, ils envoyaient des amis, des enfants, des voisins qui se présentaient à leur place.

Le décret de 1886 chargeait, en effet, chaque médecin, en outre du traitement à domicile, du service de consultation dans les maisons de secours. Cette double attribution présentait encore un inconvénient.

Pendant les heures de consultation, le médecin ne pouvait se rendre au domicile des personnes qui l'avaient demandé par voie de bienfaisance ; dans les cas urgents, des conséquences graves pouvaient s'ensuivre.

D'autre part, les médecins ne donnant qu'une consultation par semaine, si le malade était trop faible pour se présenter à la consultation, ou si pour une autre raison il en était empêché, il était remis à huitaine !

Pour éviter les réclamations des malades qu'ils visitaient de moins en moins, les médecins délivraient des médicaments avec une trop grande facilité. Des

habitué des maisons de secours, qui connaissaient à force de les pratiquer, la manière de s'y prendre, faisaient le tour des consultations, dans l'espoir de se faire remettre des médicaments, dont ils tiraient des bénéfices immédiats en les revendant.

D'autre part, aucune disposition du décret ne prévoyait les conditions dans lesquelles, les médecins des bureaux de bienfaisance seraient indemnisés.

L'administration leur allouait des indemnités à taux fixe, sans tenir compte du nombre de visites faites par chacun d'eux ; aussi arrivait-il que la rémunération moyenne par visite, variait suivant les circonscriptions médicales, et suivant les arrondissements. Ici, la rémunération était suffisante, là, elle était dérisoire.

Ces indemnités, suivant les arrondissements, étaient de 1.200, 1.500 ou 2.000 francs par an. Cette façon de faire était peu encourageante, et laissait la porte ouverte à la négligence de praticiens peu consciencieux.

Le décret laissait encore aux commissions administratives, le soin de proposer au préfet de la Seine des sages-femmes des bureaux de bienfaisance. Aux termes de l'article 30 du décret, les sages-femmes qui étaient à cette époque au nombre de 213, étaient nommées par le préfet de la Seine, sur la proposition des commissions administratives. Elles ne pouvaient

être révoquées que par le préfet, après avis de ces mêmes commissions.

Elles étaient tenues à la résidence dans l'arrondissement où elles exerçaient leurs fonctions.

Elles recevaient une prime d'accouchement de 15 francs.

Elles ne pouvaient avoir comme clientes que les femmes enceintes résidant dans le ressort des circonscriptions délimitées pour chacune d'elles, par la commission administrative.

Ce système était défectueux : qu'arrivait-il ? Chaque sage-femme ayant sa clientèle assurée (puisque les femmes enceintes ne pouvaient s'adresser qu'à l'une d'elles spécialement) : leur zèle n'était pas stimulé, et les bureaux n'avaient à leur disposition que des opératrices souvent négligentes.

Le Conseil municipal (1) avait demandé que les personnes qui demanderaient à être soignées par des sages-femmes de leur choix, offrant des garanties professionnelles, et acceptant les conditions de prix réglementaires, fussent satisfaites.

L'administration avait insisté pour que la réalisation de ce vœu fut prise en considération.

Certains bureaux créèrent bien de nouveaux emplois de sages-femmes, mais par esprit de routine,

1. Séance du 30 juillet 1887.

aucun d'eux n'avait consenti à ce que toutes les sages-femmes, sans distinction, eussent des droits égaux.

Enfin, l'article 56 du décret de 1886, disposait que le service de santé dans les maisons de secours, devait comporter des consultations et des soins médicaux donnés aux indigents.

Le décret ne précisait pas suffisamment sur ce point, et laissait une trop grande latitude aux commissions administratives.

Aussi, trop souvent, celles-ci négligeaient-elles d'assurer les soins médicaux dans les maisons de secours, et lorsqu'elles le faisaient, aucune méthode, aucune règle uniforme ne présidait à cette organisation, et d'un arrondissement à l'autre, c'était une pratique différente et presque toujours insuffisante.

En résumé, on reprochait au décret de 1886 :

1° Son mode de recrutement des administrateurs, auquel les conseillers municipaux restaient étrangers, et qui ne laissait au directeur de l'assistance publique qu'un rôle de transmission au préfet ; d'où il résultait une certaine indépendance en faveur des commissions administratives, ainsi encouragées à se dresser souvent contre l'administration ;

2° La latitude qu'avaient celles-ci d'attribuer aux indigents des secours d'une nature et d'un taux variable, suivant les arrondissements ;

3° Les pouvoirs personnels qu'en tirait chaque

administrateur et qui engendraient de nombreux abus ;

4° La pluralité des caisses (une par arrondissement) et le mode défectueux de répartition des subventions allouées aux vingt bureaux, d'où il résultait cette incohérence : le montant des ressources était plus faible proportionnellement, dans les arrondissements les plus malheureux ;

5° L'autonomie que possédait chaque commission administrative dans le fonctionnement du traitement médical à domicile ; aussi ce fonctionnement ne procédant d'aucune règle uniforme (de même que dans la distribution des secours), variait-il par arrondissement, était-il plus ou moins assuré et manquait-il de l'unité nécessaire.

CHAPITRE IX

DÉCRET DU 15 NOVEMBRE 1895

Les imperfections du décret de 1886 ne pouvaient lui assurer une existence de longue durée.

Les critiques violentes qui se manifestaient à juste titre appelaient une réforme, une refonte des règlements contenus dans le décret de 1886.

Cette réforme se fit attendre neuf ans, et ce ne fut que le 15 novembre 1895, que fut promulgué le nouveau décret, apportant dans l'organisation de l'assistance à domicile d'importants changements.

La composition des bureaux de bienfaisance est modifiée :

Les catégories des personnes à inscrire sur la liste des indigents ne sont plus les mêmes.

La distribution des secours, et plus particulièrement des secours temporaires, auront lieu d'après un mode nouveau.

Le régime financier des bureaux de bienfaisance sera établi sur d'autres bases ; et l'égalité de secours entre tous les indigents, sera réalisée aussi complètement que possible.

L'assistance médicale enfin, formera désormais un service particulier.

Reprenons ces différentes modifications, et voyons en quoi elles consistent.

Le décret de 1895, a répondu dans une certaine mesure aux desiderata et aux doléances de l'Assemblée municipale, que le décret de 1886 avait négligée, et écartée de l'administration des bureaux de bienfaisance.

D'après le décret de 1895, chacun des bureaux de bienfaisance se compose :

- 1° Du maire ;
- 2° D'adjoints ;
- 3° De conseillers municipaux ;
- 4° D'administrateurs au nombre de quatre, un par quartier ;
- 5° De secrétaire-trésorier.

Le décret laisse aux municipalités d'arrondissement, la plus grande latitude pour dépasser le nombre de quatre administrateurs par quartier, et de seize par arrondissement.

Ces chiffres ne sont qu'un minimum. Il est évident que le nombre des administrateurs qui sont chargés de veiller à la distribution des secours, doit être proportionnel au nombre des personnes à secourir, et que si ce nombre d'administrateurs est trop restreint, les personnes à secourir en pâtiront.

Sous le régime de 1895, un progrès a été réalisé ;

car au lieu de deux cent trente-sept administrateurs que nous trouvons sous le régime de 1886, en 1895, nous atteignons le chiffre de quatre cent cinquante-sept, parmi lesquels nous trouvons onze administratrices.

La nomination des femmes, comme administratrices des bureaux de bienfaisance est une heureuse innovation. Les femmes sont à leur place, lorsqu'il s'agit de pratiquer la bienfaisance.

Le législateur juge que les femmes sont plus aptes que les hommes à remplir certaines fonctions de charité ; et que, sans vouloir écarter les hommes d'un domaine où ils ont fait leurs preuves, il convient d'attacher à l'exercice de la bienfaisance, la délicatesse féminine, en lui donnant la valeur qui lui appartient.

Les instigateurs du décret de 1895 ont considéré que la femme française a toutes les qualités requises pour remplir noblement et généreusement son rôle de bienfaitrice, et qu'elle ne doit pas être localisée dans les modestes fonctions de garde-malades et de dames patronesses, mais que l'administration même des œuvres d'assistance publique et privée doit leur être accordée.

Nous en trouvons de remarquables exemples dans la valeur et le mérite des fondatrices et directrices d'établissements particuliers.

L'éloge de M^{mes} Jules Simon, de Pressencé,

de M^{me} Béquet de Vienne, de M^{me} Charpentier, de M^{mes} E. Manuel, Marie Laurent, Bogelot et de M^{me} Louise Koppe, n'est plus à faire, et tout le monde reconnaît leur haute compétence. Jusqu'en 1895, les femmes pouvaient seulement être commissaires et dames patronesses des bureaux de bienfaisance de Paris.

A partir du décret de 1895, elles peuvent être administratrices. En 1898, le ministre de l'intérieur leur a ouvert plus grandes les portes des commissions administratives des hospices et des bureaux de bienfaisance de province, en invitant le préfet des Bouches-du-Rhône à ne pas provoquer l'annulation de délibérations de Conseils municipaux, élisant des femmes comme administratrices.

Si la loi du 5 août 1879, en effet, permettait au préfet de nommer quatre membres des commissions administratives sans distinction de sexe, elle ne laissait pas la même faculté aux assemblées communales.

Les malheureux auront tout avantage à voir se développer la compétence et le rôle des femmes dans la philanthropie.

L'homme est impuissant à soulager l'immense quotité de misères et de souffrances qui nous environnent. Il est temps que les trésors de dévouement et d'ingéniosité dont dispose la femme, soient utilisés par la charité,

PERSONNES SECOURUES

Les bureaux de bienfaisance ont dans leurs attributions, la distribution des secours aux différents ayant-droits.

Le décret de 1895 les répartit en deux catégories :
1^o Les indigents ; 2^o les nécessiteux.

L'indigent est secouru périodiquement ou d'une façon permanente ; le nécessiteux, au contraire, n'est secouru que temporairement et accidentellement. L'article 23 du chapitre IV du décret, nous dit :

« Sont secourus temporairement comme nécessiteux, les individus valides ou malades :

» 1^o Qui ne peuvent momentanément pourvoir à leur subsistance.

» 2^o Qui, étant inscrits comme indigents, ont besoin de secours exceptionnels. »

Nous avons vu, en critiquant le décret de 1886, qu'il excluait des secours d'indigence, les ménages chargés de famille.

Le décret de 1895, beaucoup plus libéral et plus large, ayant tenu compte des protestations soulevées par le précédent décret, donne dans son article 21 une formule plus rationnelle.

« La liste des indigents comprend les personnes de nationalité française, domiciliées à Paris depuis

trois ans au moins, et incapables par leur âge et leur invalidité, de pourvoir à leur subsistance par le travail. »

Les conditions d'admission étaient plus strictes. Sous l'ancien régime, la facilité d'admission sur la liste avait été indignement exploitée : M. Louis Gallet citait, un jour, l'exemple d'une municipalité de province qui, pour se débarrasser de ses malades, les expédiait en grande vitesse à l'hôpital Lariboisière. L'on retrouvait le même fait pour les secours à domicile.

Les maires, peu consciencieux, encourageaient leurs pauvres et infirmes à émigrer à Paris où, grâce à la complaisance d'un parent, d'un ami ou d'un concierge, ils tournaient la règle du domicile de secours.

L'article 21 n'a eu qu'un succès relatif car, d'après une statistique de 1899, l'on constate que sur cent indigents secourus par les bureaux de bienfaisance, le département de la Seine n'était représenté que par 22,85, les départements étaient représentés par 75,70 et les indigents d'origine étrangère par 1,45.

Le domicile effectif et le temps de séjour n'étaient pas suffisamment contrôlés.

« Les femmes veuves, séparées, divorcées, ou abandonnées ayant des charges exceptionnelles

de famille, et qui remplissent les conditions ci-dessus de nationalité et de domicile sont secourues ainsi que les pères de familles chargés d'enfants qui sont veufs, divorcés ou dont la compagne a disparu, ne reçoivent pas de secours réguliers. Ils sont obligés tous les mois de solliciter des secours accidentels.

Nous venons de voir que la clientèle des bureaux se composait de plusieurs éléments.

1° Les indigents sont les personnes qui sont définitivement incapables, ou reconnues comme telles, de subvenir en tout ou en partie à leur subsistance.

Il faut que ces malheureux remplissent une ou plusieurs des conditions prévues par les règles administratives, pour l'inscription sur le livre de la bienfaisance publique.

Ces conditions sont l'âge et l'infirmité.

Les orphelins ne pourront plus recevoir de secours annuels et ne devront plus figurer sur la liste des indigents ; ils seront, dorénavant et naturellement, à la charge du service des enfants assistés.

La liste des indigents sera celle de la population indigente recensée le 30 avril précédent.

Le décret de 1886 fixait à soixante-quatre ans l'âge des vieillards pouvant être inscrits sur la liste. Celui de 1895 laisse aux bureaux d'assistance, le soin de proposer l'admission aux secours permanents sous condition ; d'âge ce système est plus rationnel. En effet, tel vieillard de soixante ans par exemple, sera

plus invalide, que tel autre de soixante-quatre ans.

La liste est définitive, et pour être admis en cours d'année, les indigents ne pourront l'être qu'en raison des vacances qui surviennent, pour des causes diverses.

2° Les nécessiteux sont les individus qu'une circonstance imprévue et exceptionnelle, oblige à avoir recours à l'assistance publique, d'une façon passagère.

Ces miséreux sont les victimes du machinisme moderne, de la spécialisation et de la réglementation du travail.

Ces différents facteurs ont contribué à écarter de l'atelier et du travail régulier, les ouvriers dont les forces diminuent et dont la production s'affaiblit pour une raison ou pour une autre.

Ces travailleurs cherchant à se procurer des ressources par une occupation quelconque, forment une population flottante, qui finit toujours par tomber à la charge de l'assistance publique.

Il existe une autre catégorie de miséreux. Ce sont les ménages qui sont chargés d'un grand nombre d'enfants, et pour lesquels la modicité du salaire du père est insuffisant, pour subvenir à la subsistance de la famille.

Les bureaux de bienfaisance ont pour mission d'intervenir régulièrement et périodiquement, pour empêcher la ruine complète de la famille.

3° Certains travailleurs réguliers auxquels sont des-

tinées certaines allocations dans un but déterminé.

Ce sont les travailleurs qui ont dû interrompre leur travail régulier pour une cause quelconque, et qui, s'étant endettés pendant leur chômage, ont besoin d'une intervention unique, grâce à laquelle, le préjudice qui leur a été causé par leur cessation de travail, pourra être réparé.

Ces ouvriers pourront reprendre le cours normal de leur travail et ne tomberont pas au rang des nécessiteux.

Pour aider ces chômeurs involontaires, le Conseil municipal de Paris vote des allocations spéciales pour le paiement des loyers, et des indemnités de chômage, principalement en cas de sinistres importants, en faveur de ces miséreux accidentels.

En quatrième lieu, nous trouvons les nomades ; ce sont des gens qui vivent au jour le jour, tantôt mendiant, tantôt travaillant dans des œuvres de bienfaisance par le travail.

Ces pauvres gens qui n'ont pas d'ailleurs de domicile fixe, sont tombés à l'extrême limite de la misère, ils portent leur maigre avoir sur eux, et couchent le plus souvent à l'endroit où ils se trouvent.

Les bureaux de bienfaisance, pour aider ces malheureux d'un genre spécial et que l'on considère à juste titre comme incurables, leur délivre des bons de logement grâce auxquels ils auront un lit pour

quelques jours. Pendant les hivers trop rigoureux, on leur distribue à bureaux ouverts, des bons de fourneaux.

Parmi ces miséreux et ces indigents, il s'en trouve de particulièrement intéressants ; ce sont les vieillards et les infirmes proprement dits.

En 1898, le Dr Napias, dans un mémoire très documenté, montrait qu'il existait à cette époque à Paris 15.856 vieillards de plus de soixante-dix ans, qui étaient à la charge des bureaux de bienfaisance, sans compter les 3.080 personnes pensionnées, qui recevaient une allocation de 30 francs par mois.

Les vieillards qui se trouvent dans des conditions de détresse absolue, peuvent recevoir le secours représentatif du séjour à l'hospice, qui s'élève à 30 francs par mois, ou bien, ils sont admis dans un hospice de vieillards.

Si nous considérons la situation de ces vieillards, non plus au point de vue théorique, mais pratique, nous verrons d'après des chiffres empruntés au mémoire de M. le Dr Napias, que sur les 15.586 vieillards âgés de plus de soixante-dix ans, la majorité reçoit des secours de 3, 5, 8, 10, 20 francs par mois.

Ces secours ne sont que des secours d'appoint, dont la valeur est insuffisante pour faire vivre leur titulaire.

Antérieurement au décret de 1895, le nécessaire était secouru par l'administrateur dans la circons-

cription duquel il résidait. L'administrateur décidait en entière liberté des sommes qui devaient être distribuées aux nécessiteux de leur division.

Le décret de 1895 s'est rallié à un autre système. C'est le bureau de bienfaisance tout entier qui doit statuer sur la proposition d'inscription des indigents, appelés à prendre place, sur la liste annuelle ; il se réunit deux fois par mois.

Une délégation permanente, qui siège chaque jour, composée de quatre administrateurs, un par quartier, sous la présidence du maire, ou à son défaut de l'adjoint, est chargée, en cas d'urgence, des affaires courantes de bienfaisance. Elle examine la situation nouvelle faite à chacun des inscrits, et leur accorde, en plus de la carte mensuelle, un secours extraordinaire, de manière que la mise en vigueur du nouveau décret (1895) ne se manifeste pas pour les secourus, par une diminution de secours.

Les administrateurs devront porter les cartes mensuelles à domiciliaire, et c'est en exerçant cette mission qu'ils devront se renseigner sur les besoins des indigents, afin de pouvoir signaler à leurs collègues de la délégation permanente, les situations justifiant l'allocations d'un secours extraordinaire. C'est la délégation permanente qui est chargée de l'attribution des secours temporaires.

Aux nécessiteux valides ou malades qui ne peuvent momentanément pourvoir à leur subsistance, cette

nouvelle institution permet de donner promptement suite aux demandes de secours qui lui sont soumises, dès que l'enquête est terminée.

De cette façon, le principe de la séparation de l'enquête et de l'attribution du secours, se trouve réalisé.

Le service d'enquête doit être fortement organisé. Pour éviter d'avoir recours à des agents salariés, les commissaires et les dames patronesses devront être aussi nombreux que possible. Les agents d'information, d'enquête et de distribution étant multipliés, les demandes de secours seront rapidement et sûrement solutionnées.

La délégation, grâce aux renseignements fournis, pourra proposer pour l'inscription sur la liste des indigents, les noms des nécessiteux susceptibles d'y être inscrits.

Les secours annuels seront payés sur la signature de l'administrateur apposée sur la carte de l'indigent. Pour les bons de secours temporaires accordés par la délégation permanente, c'est sur la signature du maire, président du bureau de bienfaisance, ou de son adjoint délégué par lui, qu'ils seront payés.

Le secrétaire-trésorier dresse un procès-verbal des séances de la délégation permanente ; il y mentionne également le nom et le domicile des personnes, ainsi que la valeur du secours qui lui a été accordé.

RÉGIME FINANCIER

Le décret de 1895 a substitué le régime de l'unité de caisse à l'ancien régime de la pluralité des caisses.

Sous le décret de 1886, les pauvres recevaient des secours plus ou moins importants, suivant qu'ils appartenaient à des arrondissements plus ou moins riches, ou plus ou moins populeux.

En vue de faire disparaître cette anomalie, on avait pensé d'abord à faire une seule masse de toutes les ressources des vingt bureaux de bienfaisance, et de diviser le montant total desdites ressources, par le nombre total des indigents des vingt arrondissements.

En multipliant ensuite le quotient ainsi obtenu par le nombre des indigents de chaque arrondissement, on aurait obtenu le chiffre des crédits à mettre à la disposition de chaque bureau, et l'on aurait ainsi réalisé théoriquement tout au moins, l'égalité de secours par tête d'indigent quel que fût l'arrondissement où il résidât.

Mais ce système aurait présenté des inconvénients graves et aurait pu avoir des conséquences déplorables. L'institution de la caisse commune eut fait profiter tous les pauvres de Paris, de toutes les ressources des bureaux, sans distinction d'arrondissements.

Les partisans de la pluralité des caisses préten-

daient que les personnes charitables entendaient que les dons qu'elles faisaient, devaient revenir aux pauvres de l'arrondissement qu'elles habitent; d'autre part, les administrateurs sachant que le produit de leurs quêtes ne seraient pas affectés uniquement à leurs arrondissements respectifs, n'auraient plus le même stimulant, pour s'efforcer de réaliser des collectes abondantes.

Le décret de 1895 a pris un moyen terme en instituant l'unité de caisse. Chaque bureau conserve, comme antérieurement, ses revenus propres et ses recettes intérieures. De plus, il a une part proportionnelle à sa population indigente, qui lui est attribuée sur le produit du droit des pauvres.

Enfin, le complément des ressources nécessaires au fonctionnement des bureaux, est prélevé sur le montant de la subvention municipale.

Étudions les différents budgets des bureaux de bienfaisance en 1895.

Le total des dépenses des vingt bureaux s'élève à 7.003.949 fr. 58.

Les ressources des bureaux de bienfaisance, défalcation faite de la part de subvention municipale ordinaire, se montaient à 212.674 francs.

Les dépenses s'élevant, comme nous venons de le voir à 7.003.949 fr. 58, c'est donc une somme de 4.877.185 francs qui devra être prélevée sur la subvention municipale.

Arron- dissements	ART. 2. — SECOURS MUTUELS (INDIGENTS)					ART. 3. — SECOURS TEMPORAIRES (NÉCESSITEUX, VALIDES OU MALADES)					TOTAL	Nombre d'indigents	Moyenne de secours par unité indigente					
	Frais d'administration					Secours de 20 francs	Secours de 10 francs	Secours de 8 francs	Secours de 4 francs	Fête du 14 juillet				Secours individuels	Secours de grossesse	Secours d'allaitement	Secours aux accouchées	Secours de maladie
	ARTICLE PREMIER																	
1 ^{er}	26,500	12,420	12,420	3,236	19,970	1,204	18,583	1,294	2,200	4,394	4,889	107,200	685	133,387	133,387	685	133,387	133,387
2 ^e	28,500	14,060	14,060	3,664	22,610	1,466	21,643	1,466	2,491	4,975	5,536	119,871	685	133,387	133,387	685	133,387	133,387
3 ^e	33,000	25,860	25,860	6,728	41,556	2,692	38,652	2,692	4,578	9,142	10,175	200,935	1,259	133,387	133,387	1,259	133,387	133,387
4 ^e	36,000	37,300	37,300	9,720	59,975	3,885	55,817	3,886	6,607	13,189	14,685	278,365	1,817	133,387	133,387	1,817	133,387	133,387
5 ^e	40,500	55,560	55,560	14,464	89,318	5,778	83,158	5,788	9,736	19,645	21,870	401,447	2,706	133,387	133,387	2,706	133,387	133,387
6 ^e	32,000	24,940	24,940	6,496	40,104	2,598	37,331	2,598	4,418	8,822	9,819	194,066	1,213	133,387	133,387	1,213	133,387	133,387
7 ^e	30,500	33,700	33,700	8,776	54,165	3,508	50,387	3,508	5,987	11,915	13,203	249,378	1,641	133,387	133,387	1,641	133,387	133,387
8 ^e	22,500	14,500	14,500	3,776	23,303	1,508	48,626	1,508	2,568	5,127	5,706	143,622	706	171,56	171,56	706	171,56	171,56
9 ^e	24,500	24,500	24,500	6,376	39,378	2,552	36,630	2,552	4,338	8,662	9,643	183,631	1,193	133,387	133,387	1,193	133,387	133,387
10 ^e	37,500	42,660	42,660	11,104	68,556	4,442	63,804	4,422	7,554	15,079	16,786	314,517	2,077	133,387	133,387	2,077	133,387	133,387
11 ^e	33,500	102,680	102,680	26,744	165,070	10,696	153,587	10,596	18,190	36,303	40,424	720,572	5,001	133,387	133,387	5,001	133,387	133,387
12 ^e	16,500	50,520	50,520	13,152	81,231	7,636	75,622	7,636	12,985	25,917	28,853	364,267	2,401	133,387	133,387	2,401	133,387	133,387
13 ^e	48,500	73,300	73,300	19,088	117,837	8,604	109,41	8,604	12,985	25,917	28,853	524,693	3,570	133,387	133,387	3,570	133,387	133,387
14 ^e	42,500	53,800	53,800	14,008	86,480	5,604	80,455	5,604	9,529	19,021	21,175	391,976	2,620	133,387	133,387	2,620	133,387	133,387
15 ^e	39,000	46,280	46,280	12,048	74,399	4,828	69,214	4,828	8,198	16,364	18,217	339,656	2,254	133,387	133,387	2,254	133,387	133,387
16 ^e	29,500	23,220	23,220	6,048	37,331	2,416	34,744	2,416	4,113	8,212	9,142	180,363	1,131	133,387	133,387	1,131	133,387	133,387
17 ^e	36,500	41,460	41,460	10,788	66,609	4,316	61,967	4,316	7,339	14,651	16,310	305,676	2,015	133,387	133,387	2,015	133,387	133,387
18 ^e	48,000	95,680	95,680	24,912	153,815	9,964	143,124	9,964	16,946	33,834	37,663	669,585	4,660	133,387	133,387	4,660	133,387	133,387
19 ^e	47,000	72,720	72,720	18,936	116,912	7,756	108,797	7,756	12,881	25,714	28,627	519,459	3,542	133,387	133,387	3,542	133,387	133,387
20 ^e	48,325	114,880	114,880	29,920	184,077	11,966	171,818	11,966	20,349	40,623	45,225	794,629	5,595	133,387	133,387	5,595	133,387	133,387
	740,325	960,000	960,000	249,984	1,543,296	100,000	1,463,001	100,000	170,000	339,445	377,898	7,003,949	46,756	133,387	133,387	46,756	133,387	133,387
	3,813,280					2,450,344 58					7,003,949 58							

Les recettes des bureaux de bienfaisance se décomposent ainsi :

Revenus mobiliers et immobiliers

Loyers de maisons.....	21.000	
Rentes sur l'État.....	585.817	
Intérêts d'actions.....	<u>26.473</u>	
		633.352.58

Recettes intérieures éventuelles

Troncs, quêtes, collectes.....	773.522	
Dons recueillis par les bureaux....	<u>42.305</u>	
		815.827
Droit des pauvres.....		<u>307.785</u>
		1.123.612
Subvention municipale spéciale au 14 juillet.....		100.000
Subvention de grossesse.....		100.000
Subvention départementale pour secours d'allaitement.....		<u>170.000</u>
		2.126.764.58
Prélèvement de la subvention muni- cipale.....		<u>4.877.185</u>
		<u>7.003.949.58</u>

Les bureaux de bienfaisance prennent chacun dans les revenus immobiliers et mobiliers (633.352 fr. 58) la part qui leur revient en propre. Pour la part qui revient à l'ensemble des vingt bureaux dans le produit du droit des pauvres (307.785), elle est

proportionnelle à la population indigente de chaque bureau.

C'est également suivant le nombre des indigents inscrits dans chaque bureaux, que les subventions spéciales, allouées par la ville de Paris et les départements (370.000 fr.) sont réparties.

Enfin, la somme de 4.877.185 francs revenant à l'ensemble des vingt bureaux de bienfaisance sur la subvention municipale ordinaire, a été répartie entre eux, conformément à l'article 16 du décret.

« En tenant compte pour chaque bureau du nombre des indigents qu'il a à secourir, et des ressources permanentes ou variables dont il dispose, de façon à assurer une répartition aussi égale que possible des secours publics, entre tous les indigents de Paris. »

Si nous répartissions les 6.263.624 fr. 58 qui représentent le total des ressources des vingt bureaux, en défalquant les recettes correspondant aux frais d'administration (740.325), entre les 46.756 indigents portés sur la liste de 95, nous trouvons que chaque indigent, si l'on ne tient pas compte des nécessiteux recevra une moyenne de secours annuels de 133 fr. 95. Mais, d'autre part, sur tous les arrondissements, seul le bureau du VIII^e arrondissement, grâce à ses propres ressources peut allouer à ses indigents une moyenne de secours qui s'élève à 171 fr. 56, aussi ne reçoit-il pas de subvention municipale.

Si maintenant du total des recettes 7.003.949 fr. 58 on défalque les recettes du VIII^e arrondissement (143.622) et le montant des frais d'administration des 19 autres arrondissements (713.825), il reste une

Arrondissements	Revenus immobiliers et mobiliers	RECETTES INTÉRIEURES		Droits sur les spectacles	SUBVENTIONS MUNICIPALES SPÉCIALES		SUBVENTION DÉPARTEMENTALE SPÉCIALE	Secours d'allaitement	Part attribuée aux Bureaux dans la subvention municipale ordinaire	TOTAL
		Dons recueillis par les maires et adjoints	Produit des troncs quêtes, collectes et fêtes de bienfaisance		Fête du 14 juillet	Secours de grossesse				
1 ^{er}	22.727	»	44.585	3.981	1.294	1.294	2.200	31.119	107.200	
2 ^e	14.458	2.695	63.928	4.506	1.466	1.466	2.491	28.861	119.871	
3 ^e	17.004	965	41.748	8.282	2.692	2.692	4.578	122.974	260.935	
4 ^e	38.276	1.399	23.065	11.953	3.886	3.886	6.607	189.293	278.365	
5 ^e	32.771	2.554	30.971	17.801	5.788	5.788	9.796	295.978	401.447	
6 ^e	43.557	»	46.175	7.993	2.598	2.598	4.418	86.727	194.066	
7 ^e	20.917	850	37.027	10.795	3.508	3.508	5.967	166.817	249.389	
8 ^e	65.874	3.008	64.511	4.645	1.508	1.508	2.568	»	143.622	
9 ^e	64.825	1.560	74.965	7.848	2.552	2.552	4.338	24.991	183.631	
10 ^e	30.388	7.595	49.447	13.664	4.442	4.442	7.554	197.015	314.547	
11 ^e	32.381	4.187	32.820	32.899	10.696	10.696	18.190	578.703	720.572	
12 ^e	14.854	»	25.785	16.190	5.264	5.264	8.900	287.960	364.267	
13 ^e	16.171	1.063	26.060	23.485	7.636	7.636	12.985	429.657	524.693	
14 ^e	26.381	»	18.983	17.236	5.604	5.604	9.529	308.639	391.976	
1 ^{re}	26.278	4.467	14.730	14.828	4.828	4.828	8.198	261.499	339.656	
16 ^e	31.973	1.258	77.386	7.440	2.416	2.416	4.113	53.361	180.363	
17 ^e	12.636	6.487	34.443	13.276	4.316	4.316	7.339	222.863	305.676	
18 ^e	85.330	»	25.285	30.656	9.964	9.964	16.949	491.437	669.585	
19 ^e	17.928	1.680	22.080	23.301	7.576	7.576	12.881	426.437	519.459	
20 ^e	18.623,58	2.537	19.528	36.806	11.966	11.966	20.349	672.874	794.629,58	
633.352,58		42.305	773.522	307.585	100.000	100.000	170.000	4.877.185	7.003.949,58	

somme totale de 6.146.502 francs à diviser par le nombre d'indigents qui était de 49.071 pour ces

19 autres arrondissements, soit une moyenne de secours de 133.387 par unité indigente.

La différence entre ce produit et le montant de ses ressources propres (revenus immobiliers et mobiliers, recettes intérieures, part dans le droit des pauvres et subvention spéciale) donne la part qui lui revient dans la somme de 4.867.185 francs, prélevée sur la subvention municipale ordinaire.

Établi d'après ce mode de calcul, le tableau fera ressortir le total des ressources, dont disposait, lors de la première année d'application du décret de 1895, chacun des arrondissements.

Passons maintenant à une autre innovation ; l'article 18, du nouveau décret, décide que les recettes sont centralisées par le receveur de l'administration, qui pourvoit à toutes les dépenses des bureaux de bienfaisance ; il reste seul justiciable de la Cour des Comptes.

Les secrétaires-trésoriers deviennent, par le décret, des régisseurs et sont, au point de vue comptable, dans la même situation que les économes des établissements hospitaliers.

Ce receveur de l'administration fait-il aux secrétaires-trésoriers, une avance de fonds qui ne pourront dépasser le douzième des sommes figurant au crédit budgétaire du bureau de bienfaisance, le secrétaire-trésorier devra produire à l'administration centrale les pièces justificatives des dépenses qu'il

a faites. Cette avance de fonds ne pourra être faite que sur mandat du Directeur de l'administration de l'assistance publique.

Les secrétaires-trésoriers pourront et auront encore à faire des dépenses sur les crédits à la disposition de l'administration centrale, pour secours à domicile.

L'avance qui leur est faite sera calculée sur l'ensemble des crédits dont ils auront à faire l'emploi, soit pour le compte de leurs bureaux de bienfaisance, soit pour le compte de l'administration.

L'on voit, d'après cet exposé, que ces fonctionnaires ont des fonctions qui diffèrent complètement de celles qu'ils avaient sous le régime de 1886.

Le décret de 1895, en vue d'apporter de l'unité et de l'uniformité dans le fonctionnement des bureaux de bienfaisance, centralisa les opérations financières ; c'est le receveur de l'administration qui est devenu le personnage principal dans la gestion des deniers ; il est seul responsable devant la Cour des comptes.

Les secrétaires-trésoriers ne sont plus que des gérants auxquels on se contente de demander une caution.

Le service médical a été lui-même remanié. Le nouveau règlement s'inspira de la loi de 1893, sur l'assistance médicale, qui n'était pas appliqué à Paris.

Cette loi a créé dans chaque commune un bureau d'assistance, organe autonome destiné à l'applica-

tion de la réglementation délibérée par le Conseil général, sur le fonctionnement de l'assistance médicale à domicile.

Ce bureau prépare la liste de tous les indigents ou nécessiteux, qui sont susceptibles d'être inscrits à l'assistance médicale.

Cette liste est arrêtée par le Conseil municipal en comité secret, afin d'éviter de divulguer en public la situation des postulants.

En vue de garantir au véritable malheureux son droit d'inscription, et de prévenir, d'autre part, des abus, la loi de 1893 a créé une commission cantonale, devant laquelle l'intéressé, le préfet, le sous-préfet ou les contribuables pourront réclamer l'inscription ou la radiation d'une personne indûment omise ou indûment portée sur la liste.

A Paris, il serait difficile d'établir cette liste, à moins d'y inscrire la moitié de la population ; aussi, les auteurs du décret de 1895, ne purent-ils que s'inspirer de l'esprit de la loi du 15 juillet 1893.

En 1895, l'organisation et la direction de l'assistance médicale et des services qui en dépendent, furent confiées au directeur de l'assistance publique ; les bureaux de bienfaisance deviennent des organes d'exécution, concourent, sous l'autorité du directeur, au fonctionnement de ces services et demeurent chargés de visiter et d'assister les pauvres malades.

Les maisons de secours sont remplacées par des

dispensaires où les pauvres peuvent venir consulter tous les jours, et recevoir les premiers soins. Les malades qui sont inscrits sur la liste des indigents, ou reconnus comme nécessiteux par la commission permanente, ont seuls droit à l'assistance médicale gratuite, sauf les cas d'urgence.

Les médecins, attachés aux dispensaires, sont chargés uniquement des consultations. Les visites à domicile sont faites par d'autres médecins. Ainsi se trouve réalisée la séparation du service des consultations et du service du traitement à domicile.

Voulant, dans la mesure du possible, donner aux malades indigents le choix de leur médecin, le décret de 1895 leur donna le droit de requérir l'un de ceux chargés du traitement à domicile dans leur quartier.

Les femmes enceintes ne se voient plus imposer une sage-femme ; elles ont maintenant la faculté de choisir parmi celles, qui sont préposées au service médical de l'arrondissement.

Ainsi, les femmes enceintes s'adresseront de préférence à celles qui auront la meilleure réputation comme praticiennes, en raison des soins qu'elles procurent à leurs clientes. De cette façon, une émulation heureuse pourra naître au profit de celles-ci.

Aux termes du décret de 1895, le directeur de l'assistance publique procède à leur nomination à l'exclusion du préfet de la Seine qui en était titulaire précédemment. Les sages-femmes qui lui sont pro-

posées, doivent remplir deux conditions pour pouvoir être nommées. Elles doivent être de première classe ; elles sont, en outre, tenues d'habiter ou de résider dans l'arrondissement où elles exercent leurs fonctions.

Le décret de 1895 a prescrit l'installation, dans les dispensaires, de pharmacies, approvisionnés par la Pharmacie centrale des hôpitaux.

Trop souvent, en effet, on avait pu constater que la fourniture des médicaments par les pharmacies de la ville était défectueuse ; certains d'entre eux se montraient, à cet égard, peu scrupuleux envers la clientèle indigente.

Toutefois le décret de 1895, ne voulant pas être exclusif, a autorisé, exceptionnellement, la fourniture des médicaments par les pharmaciens de la ville, dans les arrondissements où ce mode de distribution offrirait de réels avantages, par exemple, dans les arrondissements riches où les dispensaires étant rares, obligeaient les pauvres à faire de trop grands déplacements pour se fournir de médicaments, et lorsque dans ces arrondissements le nombre des indigents est relativement peu élevé.

Les pharmaciens sont nommés par le directeur de l'assistance publique, ils reçoivent un traitement fixe, car ils ne peuvent prélever aucun bénéfice sur les produits pharmaceutiques qu'ils délivrent ; ils

sont, en outre, astreints à habiter le dispensaire, car ils doivent assurer constamment le service.

Sous le décret de 1886, les médecins attachés aux bureaux de bienfaisance recevaient des indemnités, dont le taux était variable suivant l'importance de leur circonscription.

Le règlement de 1895 institue une règle nouvelle ; les médecins de l'assistance médicale reçoivent une indemnité fixe ; toutefois les médecins qui sont chargés du traitement à domicile, reçoivent une indemnité variable qui est proportionnelle au nombre de visites, qu'ils ont faites pendant l'année.

Mais, depuis la séparation du service des consultations et du service du traitement à domicile, on est revenu à un système analogue à celui de 1886, c'est-à-dire que les médecins reçoivent des indemnités fixes, mais dont le taux est plus ou moins élevé, suivant l'importance de leur service.

CHAPITRE X

CRITIQUE DU DÉCRET DU 15 NOVEMBRE. 1895

Dans son texte, le décret de 1895 a apporté des modifications importantes au régime antérieur des bureaux de bienfaisance parisiens.

La nouvelle réglementation a-t-elle eu les conséquences attendues et a-t-elle remédié aux imperfections du décret de 1886 ?

A cette question, il n'est pas possible de répondre aussi affirmativement qu'on aurait pu l'espérer.

Il faut reconnaître que les auteurs du décret de 1895, comme ceux du décret de 1880, n'ont pas été guidés par le même esprit que celui qui avait inspiré le législateur du 10 janvier 1849, dont les prescriptions règlent encore actuellement le fonctionnement de l'assistance publique à Paris.

Avant 1849, deux collectivités, l'une le conseil général des hospices, chargée de la direction générale des affaires, l'autre une commission exécutive, chargée de faire appliquer les délibérations de la

première, administraient les hôpitaux et hospices et les bureaux de bienfaisance dans Paris.

Cette dualité présentait des inconvénients : elle ne fixait pas la responsabilité, elle était un obstacle à l'unité d'action.

Aussi le législateur de 1849 jugea-t-il bon de placer à la tête de l'administration de l'assistance publique à Paris, un directeur, unique administrateur et seul responsable ; il est vrai qu'il mit auprès de lui un conseil de surveillance ; mais cette assemblée n'a que des attributions consultatives et ne fait jamais acte de gestion.

Il n'est pas contestable qu'en raison de l'évolution politique, l'organisation de 1849 puisse paraître surannée, cependant elle survit encore.

Elle avait posé le principe de la direction unique en écartant de l'administration des secours publics dans Paris (secours hospitaliers ou secours à domicile) toute collectivité.

Il est vrai qu'en ce qui concerne l'organisation des bureaux de bienfaisance, la loi de 1849 n'avait fait que prescrire la rédaction d'un règlement d'administration publique, en vue du fonctionnement des secours à domicile, mais il est permis de supposer, que si ce règlement eût été fait à cette époque, ses auteurs se fussent inspirés des mêmes principes que ceux qui avaient servi de base à la loi de 1849 et que, par suite, les bureaux de bienfaisance pari-

siens auraient été administrés et auraient fonctionné d'après des règles semblables à celles concernant les hôpitaux et hospices, qui ont à Paris, une mission autrement importante, et un budget dont le total atteint un chiffre considérablement supérieur au leur.

Comme nous l'avons exposé d'autre part, depuis 1849 le fonctionnement des bureaux de bienfaisance parisiens était réglementé par des arrêtés intérieurs, approuvés par le préfet de la Seine. Celui-ci semblait tirer ses pouvoirs à leur égard du décret du 25 mars 1852, rendu par la loi du 24 juillet 1867, applicable à la ville de Paris, mais cet état de choses était irrégulier, puisque les prescriptions de la loi de 1849 n'avaient pas été observées. Ce n'est qu'après « l'ordre moral » que le Conseil municipal parisien s'émut de cette situation, et réclama du pouvoir central la réglementation légale des secours à domicile dans Paris.

Le gouvernement mit la question à l'étude. Cette étude dura plusieurs années et pendant ce délai, les préparateurs du décret de 1886 oublièrent le principe dominant de la loi de 1849 ; les auteurs du décret de 1895 commirent le même oubli.

Et, sans donner satisfaction au Conseil municipal, ils continuèrent les anciens errements. Ils eurent le grand tort, d'où vient tout le mal, de faire décréter une organisation des bureaux de bienfaisance pari-

siens, se rapprochant de celle des bureaux de bienfaisance des communes de province, mais distincte de celle-ci sur des points importants.

Les commissions administratives de province, bien que soumises à la tutelle administrative, n'en possèdent pas moins une autonomie dont sont privés les bureaux de bienfaisance parisiens. Elles administrent elles-mêmes le service des secours à domicile et établissent leurs règlements intérieurs ; elles peuvent, en outre, avec l'approbation de l'autorité supérieure, accomplir des actes de gestion et de disposition.

Les bureaux de bienfaisance parisiens, au contraire, sont placés sous l'autorité du directeur de l'Assistance publique, et n'ont que des pouvoirs limités dans l'allocation et la distribution des secours à domicile. Aussi supportent-ils mal le joug de l'administration, et sont-ils enclins à le secouer pour s'en délivrer. De son côté, l'administration ne regarde pas toujours d'un œil très sympathique ces administrateurs bénévoles, qui conservent une certaine indépendance, et à l'égard desquels, elle ne jouit pas de moyens d'action, dont elle dispose envers son personnel de fonctionnaires.

Aussi, quelle que soit la manière dont seront proposés et nommés les administrateurs des bureaux de bienfaisance, il subsistera fatalement entre eux et l'administration une hostilité plus ou moins appa-

rente, plus ou moins latente, qui ne pourra qu'être nuisible au bon fonctionnement du service.

A ce titre, le décret de 1895 n'a guère amélioré la situation, nous serions tentés de dire qu'il l'a empirée, en réalisant pourtant une réforme heureuse, par laquelle il a enlevé à chaque administrateur individuellement, les pouvoirs d'attribution de secours, que lui laissait le décret de 1886.

Désormais, c'est le bureau qui désigne les bénéficiaires de secours permanents, c'est la délégation permanente, qui désigne ceux des secours temporaires. Cette réforme, dont nous avons légitimé l'opportunité, a fait à son apparition jeter les hauts cris aux administrations, qui ne parlaient rien moins, que de démissionner en masse, sous prétexte qu'elle froissait leur dignité.

Mais s'ils ne donnèrent pas suite à cette idée de grève d'un nouveau genre, ils n'en conservèrent pas moins un nouveau motif de mauvaise humeur contre l'administration.

D'ailleurs, cette réforme n'importe pas avec elle toute la réalité désirable.

Ce sont bien deux collectivités (le bureau et la délégation permanente) qui sont maintenant chargées de désigner les bénéficiaires des secours, et qui devraient, selon l'esprit du décret de 1895, faire cette désignation sans rechercher si les postulants résident dans une circonscription ou dans une autre.

Mais en pratique, et cela est humain, les administrateurs se feront des concessions réciproques, de façon à se ménager dans leur ressort respectif la part d'influence personnelle qu'ils tiennent à se réserver.

Aussi la disposition du décret de 1895, en vertu de laquelle les secours représentatifs du séjour à l'hospice (30 francs par mois) seraient, à l'avenir, répartis par la commission centrale; le placement dans les hospices, sans distinction d'arrondissement, a-t-elle été encore pour eux un sujet de mécontentement.

La réforme capitale du décret de 1895 a été l'institution de l'unité de caisse. Grâce à elle, on espérait faire disparaître l'anomalie qui résultait du régime financier établi par le règlement de 1886, et d'après lequel un indigent, selon qu'il habitait un arrondissement ou un autre, recevait un secours d'un taux parfois très différent.

Par le système de répartition de la part de subvention municipale, que nous avons expliqué plus haut, on arrivait bien à doter chaque arrondissement d'un nombre (proportionnel à sa population indigente), de cartes mensuelles de secours de 20, 10, 8 et 4 francs, mais s'ensuivait-il que tous les indigents étaient traités de la même façon, selon qu'ils résidaient ici ou là ? Il faut bien reconnaître que non, la répartition de la subvention, en effet, ne tenait compte

que des indigents, laissant à l'écart les nécessiteux. Or, le nombre de ceux-ci, de même que le nombre et le taux des secours qui leur sont accordés, est éminemment variable.

Tel arrondissement qui compte beaucoup d'indigents comptera peu de nécessiteux et inversement ; parfois, au contraire, un autre arrondissement aura à secourir un nombre considérable de malheureux de ces deux catégories. De sorte que certains bureaux de bienfaisance pourront allouer à leurs indigents des secours extraordinaires, d'un taux bien supérieur au taux de ceux qui pourront être accordés par d'autres bureaux.

Nous ne pousserons pas plus avant la critique du décret du 15 novembre 1895. Il convient, en effet, avant d'aller plus loin et d'examiner la situation actuelle des bureaux de bienfaisance parisiens, de montrer la répercussion sur ce règlement de la loi du 14 juillet 1905.

Cette loi ainsi que celle du 15 juillet 1893, toutes deux lois d'assistance obligatoire ont modifié profondément la physionomie de l'assistance publique en France.

Veut-on bien comprendre actuellement l'organisation des secours publics, il importe de connaître l'œuvre de la troisième République, en assistance publique.

Nous nous proposons donc d'exposer, dans ses

grandes lignes, l'organisation de l'assistance communale à la veille de 1870, nous indiquerons ensuite les causes qui ont fait éclore l'assistance obligatoire, et enfin, nous préciserons la situation actuelle des bureaux de bienfaisance parisiens.

CHAPITRE XI

NOTIONS SOMMAIRES SUR L'ORGANISATION DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE EN FRANCE

L'assistance publique vient en aide par l'un ou l'autre mode de secours (assistance à domicile ou assistance hospitalière) aux cinq catégories de malheureux : *nécessiteux, malades, vieillards, infirmes et incurables, aliénés et enfants assistés.*

Avant 1870, les aliénés étaient, comme ils le sont encore, secourus par deux services départementaux : (asiles d'aliénés et service des enfants assistés) quant aux malheureux des trois autres catégories, sans parler des neuf établissements nationaux de bienfaisance, de quelques établissements cantonaux, ni des fondations municipales et départementales, ils étaient secourus par les hôpitaux et hospices, les bureaux de bienfaisance, et à Paris par l'administration générale de l'assistance publique, constituant des personnes morales autonomes dans la commune.

En vertu de la loi du 5 août 1879, à la tête des bureaux de bienfaisance, et des hôpitaux et hospices

des communes de province se trouvent des commissions administratives présidées par le maire et comprenant six administrateurs, dont quatre nommés par le préfet, et deux élus par le conseil municipal.

Ces commissions administrent et gèrent ; mais, en général, elles ne peuvent accomplir les actes de gestion, qu'après avis, tantôt consultatif, tantôt conforme du Conseil municipal, et après approbation de l'autorité supérieure. Les établissements de province tirent leurs ressources des revenus de leur dotation, ou de leur patrimoine constitué à la suite de libéralités, de droits attribués, tels que le droit des pauvres, de produits intérieurs, tels que dons manuels, quêtes, etc., et parfois enfin de subventions municipales purement facultatives.

Nous avons déjà dit qu'en vertu de la loi du 10 janvier 1849, l'assistance publique à Paris était administrée par un directeur, assisté d'un conseil de surveillance, appelé seulement à donner des avis consultatifs sur les actes importants de la gestion.

Les attributions du directeur sont les mêmes que celles des commissions administratives des hôpitaux et hospices de province, et s'exercent dans les mêmes conditions de tutelle administrative. Les ressources de l'administration de l'assistance publique à Paris, sont de même nature que celles des hospices des autres communes ; toutefois il est admis que le vote de la subvention municipale ordinaire qui

s'élève actuellement à plus de 26 millions, est obligatoire pour le Conseil municipal parisien, cette obligation aurait son origine dans la loi du 27 vendémiaire an VII, qui en autorisant la ville de Paris. à créer un octroi, prescrivait que la principale partie du produit de cet octroi serait affectée à l'assistance publique.

Nous avons encore dit qu'en dépit d'une disposition de la loi de 1849, aucun règlement d'administration publique n'avait été établi, pour organiser les secours à domicile dans Paris, et que jusqu'à la troisième République, les bureaux de bienfaisance parisiens fonctionnaient d'après les arrêtés intérieurs du directeur, approuvés par le préfet de la Seine.

La troisième République ne modifia pas l'organisation des établissements communaux autonomes, mais son œuvre d'assistance obligatoire, porta atteinte aux attributions des administrateurs de ces établissements.

Avant d'analyser cette œuvre, il est utile, si l'on veut en comprendre l'importance, d'en rechercher les causes, c'est-à-dire celles de la misère, et par suite celles d'une intervention plus efficace de la collectivité.

CAUSES DE LA MISÈRE

Une des principales causes de la misère a été le développement de la liberté individuelle.

Au moyen-âge, le serf qui faisait fructifier le patrimoine du seigneur, était en retour nourri et entretenu par lui. Aussi, après l'abolition du servage, l'individu sans ressources, vit-il son degré de misère s'accroître dans la mesure du degré de liberté qu'il avait acquise ; il avait perdu en sécurité ce qu'il avait acquis en indépendance.

C'est alors que les communes émancipées, fondèrent des établissements d'assistance publique, et que les différents corps de métier fondèrent des associations.

La première Révolution, assura à l'homme son entière liberté, mais en supprimant toutes les corporations, elle l'isola et lui fit perdre sa sécurité ; sous le nouveau régime qu'elle instaurait, le nécessaire restait désarmé dans son isolement, c'est pourquoi elle dût décréter le droit au secours.

Dans les temps modernes, d'autres causes sont venues accroître le degré de misère des malheureux ; l'évolution économique, la transformation des conditions du travail en sont les facteurs principaux.

Le développement du machinisme a révolutionné l'industrie et a engendré la division du travail.

Autrefois, avant d'être nommé compagnon, l'apprenti devait faire un long apprentissage, mais cet apprentissage terminé, il connaissait toutes les branches de son métier ; aussi trouvait-il facilement du travail. Aujourd'hui l'ouvrier, la plupart du temps, se spécialise et s'il se produit une crise dans son métier, s'il est débauché, il trouvera difficilement à se faire employer.

Le machinisme a fait naître la surproduction. Un patron veut-il l'éviter, veut-il limiter sa production, il se voit obligé de débaucher une partie de ses ouvriers ; ou s'il ne le fait pas, il risque de courir à la faillite ; dans un cas ou dans l'autre, c'est le chômage partiel ou total des ouvriers.

L'association des capitaux a été encore une cause productive de misère, les grands magasins, les grandes sociétés ont porté un coup fatal au petit commerce, à la petite industrie, nombre de faillites en ont été la conséquence ; les petits patrons ainsi que leurs employés et leurs ouvriers en ont été les victimes.

De nos jours, le nombre, la facilité, la rapidité des moyens de transport, relativement peu coûteux, ont fait affluer dans les grands centres une masse de travailleurs, attirés par le taux des salaires ; mais si les campagnes se dépeuplent, les villes rengorgent

d'un surcroît de population qui, souvent n'y trouve pas le travail nécessaire à sa subsistance.

L'instruction et le service militaire obligatoires ont également contribué à détacher des travaux de la terre le fils du paysan.

L'instruction, qui lui permet des lectures plus ou moins comprises, le porte parfois au mépris de la ferme natale, et le pousse vers la ville, où l'attendent trop souvent la maladie et le chômage. A sa sortie du régiment, le jeune campagnard, qui a fréquenté des citadins, oublie parfois le chemin de sa chaumière, et se laisse attirer par le miroitement trompeur des cités.

Il n'est pas jusqu'aux expositions qui ne soient, elles aussi, une cause de misère. Elles amènent dans les grandes villes des ouvriers de province qui, certes, gagnent de larges salaires pendant la durée des travaux de ces expositions, mais qu'ensuite, s'ils n'ont pas eu la prudence de retourner chez eux, ne retrouvent pas toujours à s'employer.

Sans nous étendre plus longtemps sur les conséquences de l'évolution sociale et économique, exposons les motifs qui ont déterminé le législateur à lutter contre la misère, et à organiser l'assistance obligatoire.

La première loi d'assistance obligatoire date du 15 juillet 1893. Jusqu'à cette époque l'assistance

médicale était assurée, dans les communes, par les bureaux de bienfaisance.

Mais, très peu de communes possédaient un hôpital ; et même un grand nombre d'entre elles n'avaient pas de bureaux de bienfaisance, malgré les facilités que leur avait ouvertes la loi du 7 frimaire, an V.

Il résultait de cet état de choses, que les nécessiteux malades, ne recevaient pas toujours les soins nécessaires.

Il y avait là un péril, qui fut reconnu plus menaçant le jour où les découvertes de la science, les théories pastoriennes sur la propagation des maladies, vinrent ouvrir les yeux du législateur.

Il fallait se défendre contre la contagion, il fallait encore ne pas laisser inutilisé le capital social que représente l'adulte malade ; il fallait enfin lui rendre la santé, pour que sa descendance fut saine et robuste.

L'intérêt général était en cause ; le législateur de 1893 dut organiser l'assistance médicale gratuite, et imposer aux communes et aux départements, l'obligation d'en couvrir les frais, avec l'aide de subventions de l'État.

La seconde loi d'assistance obligatoire est celle du 14 juillet 1905 ; elle concerne les vieillards âgés de soixante-dix ans au moins et les infirmes ou incurables, incapables de subvenir par le travail aux nécessités de l'existence. Jusqu'en 1905, ces malheu-

reux étaient secourus à domicile par les bureaux de bienfaisance, ou recueillis dans les hospices ; mais ces derniers établissements étaient en très petit nombre et, comme nous l'avons déjà dit, beaucoup de communes n'avaient pas de bureaux de bienfaisance.

Aussi l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables était-elle insuffisante. Depuis 1897, la loi de finances prévoyait bien que l'État contribuerait au paiement des pensions créées en leur faveur, par les communes et les départements, mais, malgré cet encouragement, les Conseils municipaux et les Conseils généraux ne montrèrent aucun empressement à accéder au désir du législateur.

Cependant un intérêt supérieur était en jeu ; il s'agissait de poursuivre la solution de cet éternel problème : la répression du vagabondage et de la mendicité.

Certes, le Code pénal prescrit des peines contre les vagabonds et les mendiants, mais, parmi ces derniers il en était, contre qui il était difficile de sévir. On n'aurait pu, sans inhumanité et sans soulever l'indignation, mettre des vieillards, des infirmes sans ressources et incapables de travailler dans l'alternative de la prison ou de la mort par la faim.

Les dépôts de mendicité étaient, d'autre part, en nombre insuffisant pour les recueillir ; aussi, était-il de toute justice de leur assurer le minimum de

secours nécessaire, avant de leur appliquer les sanctions du Code pénal.

C'est le but que s'est proposé d'atteindre le législateur de 1905.

D'autres considérations l'avaient encore déterminé à décréter le droit à l'assistance des malheureux de cette catégorie. Il aurait été dangereux pour l'ordre social de ne laisser au travailleur d'autre perspective que la misère pour ses vieux jours ; c'est la même pensée qui préside à la loi sur les retraites ouvrières.

CHAPITRE XII

ORGANISATION DE L'ASSISTANCE OBLIGATOIRE

Mais l'application des lois du 15 juillet 1893 et du 14 juillet 1905 ne pouvait être confiée aux hôpitaux et hospices et aux bureaux de bienfaisance, pour cette raison primordiale, que, dans beaucoup de communes, ces établissements n'existaient pas.

Y en eut-il un dans chaque commune qu'ils n'eussent pu remplir cette mission. Si l'on veut, en effet, imposer une obligation à un établissement, il faut lui donner les moyens de se procurer les ressources suffisantes pour lui permettre de remplir l'obligation à laquelle il est soumis.

Or, les hôpitaux et hospices et les bureaux de bienfaisance ne disposent que de ressources limitées. Il ne pouvait être question de donner à des établissements autonomes, le droit de recourir à l'impôt.

Seuls, l'État et ses démembrements, départements et communes pouvaient user de cette faculté.

Il ne s'agissait donc plus que de déterminer la col-

lectivité territoriale à laquelle incomberait le soin d'appliquer les lois d'assistance obligatoire.

S'il est des règles générales posées par le législateur dont l'application doit être uniforme sur toute l'étendue du territoire ; il en est d'autres, au contraire, dont il convient d'adopter l'application aux conditions économiques des différentes régions.

Il est bien évident, par exemple, que la réglementation des services d'assistance médicale gratuite, ne peut pas être la même de département à département. Il faut tenir compte, en effet, d'une foule d'éléments divers, tels que le nombre d'hôpitaux, de médecins, de pharmaciens, de sages-femmes, tels que le prix de la vie, etc...

Aussi l'État, placé si loin, ne saurait-il apprécier à leur juste mesure, la valeur des éléments. Il convenait donc de faire œuvre de décentralisation en pareille occurrence.

La commune dont, en général, le champ est trop restreint, et les ressources de toutes natures presque toujours insuffisantes, ne pouvait être choisie pour réglementer l'application des règles d'assistance obligatoire ; c'est donc tout naturellement le département qui a été désigné à cet effet.

C'est ainsi que les législateurs du 15 juillet 1893 et du 14 juillet 1905 ont chargé les Conseils généraux de régler dans les départements, les services d'assistance médicale gratuite et d'assistance obliga-

toire aux vieillards, infirmes et incurables ; services départementaux sans personnalité propre.

Cependant, la loi du 15 juillet 1893 a donné le jour à une nouvelle personne morale dans chaque commune, nous voulons parler du bureau d'assistance.

Si le Conseil général peut, au cours des ses sessions, délibérer sur la réglementation des services d'assistance, il ne serait pas apte à l'application quotidienne de ses délibérations.

De son côté, le Conseil municipal a une mission suffisante pour que le législateur n'ait pas songé à lui confier une nouvelle tâche, qui doit être remplie sans interruption. Aussi, a-t-il été nécessaire de créer un organe spécial, ayant pour mission d'assurer le fonctionnement de l'assistance obligatoire dans le champ communal.

Si toutes les communes avaient été pourvues d'un bureau de bienfaisance, cette création n'eût pas probablement été envisagée ; nous en trouvons la preuve dans la disposition de la loi de 1893, en vertu de laquelle le bureau d'assistance est appelé à jouer le rôle du bureau de bienfaisance, à défaut de celui-ci.

En résumé, le législateur a posé la règle ; le département en fixe les conditions d'application sur son territoire ; le bureau d'assistance en assure l'exécution dans la commune, celle-ci désigne les bénéficiaires de l'assistance obligatoire, qui ont un domi-

cile de secours communal et enfin l'État, directement ou par déconcentration, c'est-à-dire par l'intermédiaire de ses agents, les préfets, exerce son contrôle et sa surveillance sur le fonctionnement des services départementaux.

Cette organisation de l'assistance obligatoire n'a pas touché, en principe, à celle des hôpitaux et hospices et des bureaux de bienfaisance, mais elle a eu pour conséquence, de diminuer les attributions des commissions administratives de ces établissements.

Il semble cependant que les attributions qu'elles ont perdues d'un côté, elles les retrouvent, en partie, de l'autre, puisque d'après la loi de 1893, elles forment la commission administrative du bureau d'assistance. Cependant, on doit constater que les hôpitaux et hospices et bureaux de bienfaisance ont subi le contre-coup des lois d'assistance obligatoire, et il est intéressant d'indiquer dans quelle mesure.

RÉPERCUSSIONS DES LOIS DU 15 JUILLET 1893 ET 14 JUILLET 1905 SUR LES HOPITAUX ET HOSPICES ET BUREAUX DE BIENFAISANCE

Avant la promulgation et l'application de ces lois, les commissions hospitalières prononçaient seules l'admission à l'hôpital ou à l'hospice des malades,

vieillards, infirmes et incurables. Il n'en est plus de même aujourd'hui.

La loi de 1893 dispose que le Conseil général désignera les hôpitaux auxquels seront rattachées les communes qui en sont dépourvues ; celle de 1905 donne à l'assemblée départementale le droit de désigner les hospices publics, où devront être admis les bénéficiaires de l'assistance obligatoire, et charge le préfet de fixer le nombre de lits qui, dans chacun de ces établissements, doit être réservé aux vieillards, infirmes et incurables. Il résulte de ces dispositions, que les commissions administratives ne sont plus libres comme auparavant de fixer à leur guise la répartition des lits des établissements hospitaliers, ni d'en désigner les bénéficiaires.

D'autre part, le législateur a prescrit que les hôpitaux et hospices doivent reverser aux budgets de l'assistance médicale gratuite et de l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables, les revenus des fondations et libéralités sans affectation spéciale, faites en faveur des malheureux de ces deux catégories.

Conséquemment, ces établissements qui étaient maîtres de leur budget, sauf approbation préfectorale, sont aujourd'hui astreints à des obligations pécuniaires qui portent atteinte à leur ancienne autonomie financière.

Aussi pourrait-on dire qu'ils ne sont plus, en

quelque sorte, que des annexes et des rouages, destinés à l'application des lois de 1893 et de 1905.

Certes, ils conservent leur personnalité morale, mais celle-ci ne s'exerce plus que dans un champ bien restreint.

Si les attributions des commissions hospitalières ont été ainsi diminuées, celles des commissions administratives des bureaux de bienfaisance l'ont été dans une plus large mesure.

Ainsi que nous l'avons vu, ils restent désormais étrangers au fonctionnement de l'assistance médicale à domicile ; ils ne gardent, à l'égard des malades, que la faculté de leur accorder des secours en argent ou en nature.

La loi de 1905, leur a encore enlevé une grosse clientèle, celle des vieillards âgés de soixante-dix ans au moins, et celle des infirmes et incurables incapables de subvenir par le travail aux nécessités de l'existence ; à l'égard de ces vieillards et de ces infirmes, les bureaux de bienfaisance n'ont plus à intervenir en aucune façon ; il ne leur reste que la charge de payer les allocations mensuelles aux bénéficiaires de la loi du 14 juillet 1905 (déc. du 14 avril 1906).

Comme les hôpitaux et hospices, ils sont tenus de reverser aux services de l'assistance obligatoire, les revenus des fondations et libéralités, sans affectation spéciale, mais qui étaient destinés à l'assistance à

domicile des malades, des vieillards, infirmes et incurables.

De plus, le préfet peut prélever sur leurs ressources propres une part qui sera versée aux budgets des services d'assistance obligatoire. Cette disposition de la loi était équitable ; avant les lois de 1893 et de 1905, les bureaux de bienfaisance avaient la charge de l'assistance médicale à domicile, de l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, comme celle de l'assistance aux nécessiteux.

N'ayant plus, dorénavant, qu'à secourir les nécessiteux, ils devaient logiquement concourir en proportion de leurs ressources propres, aux frais de l'assistance obligatoire.

C'est pour le même motif que le préfet, qui fait la répartition du produit du droit des pauvres, entre les hôpitaux et hospices et les bureaux de bienfaisance, pourra allouer une partie de ce produit, ou même ce produit tout entier aux bureaux d'assistance.

CHAPITRE XIII

SITUATION ACTUELLE DES BUREAUX DE BIENFAISANCE PARISIENS

Nous venons d'indiquer les modifications que les lois du 15 juillet 1893 et du 14 juillet 1905 avaient apportées dans le fonctionnement des hôpitaux et hospices et bureaux de bienfaisance de province. Il convient maintenant d'examiner si ces lois ont eu une répercussion semblable sur l'assistance publique à Paris, et en particulier sur les bureaux de bienfaisance parisiens.

Signalons de suite que la loi du 15 juillet 1893 n'est pas appliquée à Paris, et que les pouvoirs publics n'ont pas cru devoir insister pour que la ville de Paris se conformât à ses prescriptions.

La raison en est que le législateur se préoccupait surtout d'instituer l'assistance obligatoire en faveur des malades dans les communes ou les départements de province, dans lesquels les malheureux ne recevaient pas, en général, les soins médicaux que nécessitait leur état de santé. A Paris, au contraire,

l'assistance médicale a toujours été assurée dans des conditions, et avec une efficacité que ne comporte peut-être pas l'application de la loi de 1893.

Il n'y avait donc aucun intérêt pour le gouvernement à exiger que le Conseil général de la Seine réglementât le service de l'assistance médicale selon les termes de la loi de 1893, ni qu'en l'absence de cette délibération, il s'armât des pouvoirs que lui confère ladite loi pour provoquer un décret en Conseil d'État destiné à la remplacer.

Toutefois, si la loi du 15 juillet 1893 n'est pas appliquée à Paris dans sa lettre, il est bon de dire que son esprit préside au fonctionnement des hôpitaux, comme à celui de l'assistance médicale à domicile.

Un arrêté directorial du 2 mars 1895, approuvé par le préfet de la Seine, a en effet, stipulé que chacun des quartiers de Paris, et chacune des communes du département de la Seine seraient rattachées à un hôpital déterminé.

D'autre part, comme nous l'avons indiqué plus haut, le décret du 15 novembre 1895 a, en ce qui concerne le traitement médical à domicile, visé la loi de 1893, et a centralisé son organisation en la confiant au directeur de l'assistance publique, alors que sous le régime du décret du 12 août 1886 elle était disséminée dans chaque arrondissement.

A l'image de la loi de 1893 qui prescrit que,

chaque année, une liste doit être dressée des personnes qui, en cas de maladie, doivent être admises à l'assistance médicale, le décret de 1895 prévoit que les malades inscrits sur la liste des indigents, ou reconnus nécessiteux par la délégation permanente, ont seuls droit, en principe, à l'assistance médicale gratuite.

Il en résulte que si la loi de 1893 n'a pas eu d'action directe sur les bureaux de bienfaisance parisiens, le règlement du 15 novembre 1895 a diminué leurs attributions en ce qui concerne le fonctionnement de l'assistance médicale à domicile, tout en utilisant leurs concours dans cette partie du service.

Les administrateurs ont, en effet, la mission d'exercer leur surveillance sur les médecins, soit du traitement à domicile, soit du service de consultations dans les dispensaires ; ils sont, en outre, chargés de visiter et d'assister les malades nécessiteux. Aussi, bien que diminué, le rôle des bureaux de bienfaisance n'en reste pas moins important à cet égard.

La loi du 14 juillet 1905 a eu, sur leurs attributions, des effets plus directs. Cette loi est appliquée à Paris et le décret du 20 mars 1907 en a réglementé l'application.

En vertu de ce décret, au cours du dernier trimestre de l'année, chaque bureau de bienfaisance

dresse la liste des vieillards, des infirmes et incurables qui, domiciliés dans l'arrondissement et remplissant les conditions requises par la loi de 1905, ont fait valoir dans une demande écrite leurs titres à l'admission à l'assistance obligatoire. Le bureau propose en même temps, le mode d'assistance qui convient à chaque postulant, et si ce mode de secours est l'assistance à domicile, il indique la quotité de l'allocation mensuelle à leur accorder.

Cette liste est arrêtée provisoirement par le directeur de l'administration générale de l'assistance publique à Paris et définitivement par le Conseil municipal ; mais le bureau de bienfaisance a le droit de réclamer l'inscription ou la radiation des personnes omises, ou indûment portées sur cette liste.

Ces réclamations sont soumises à une commission spéciale, présidée par un conseiller de préfecture, qui comprend, en outre de trois conseillers de préfecture, six conseillers généraux de la Seine, six délégués du Conseil de surveillance de l'assistance publique, trois délégués des sociétés de secours mutuels de Paris et six administrateurs des bureaux de bienfaisance.

Les bureaux de bienfaisance sont encore chargés du paiement de l'allocation aux bénéficiaires.

Avant 1907, ceux-ci figuraient sur les contrôles des bureaux de bienfaisance à titre d'indigents ; la liste en était proposée par les bureaux et arrêtée

par le directeur de l'administration ; mais ensuite, c'étaient les bureaux qui leur allouaient les secours mensuels de 20, 8 ou 4 francs, tandis qu'aujourd'hui, ces mêmes bureaux ne peuvent plus que faire des propositions relatives au mode d'assistance, et au taux de l'allocation mensuelles et ces propositions sont susceptibles de modifications.

Théoriquement, les bureaux ont ainsi perdu une grande partie de leurs attributions, mais en pratique, il leur reste une charge importante.

Si l'administration exerce un contrôle rigoureux sur les listes qu'ils ont dressées, c'est en vue surtout de s'assurer que les postulants à l'assistance obligatoire remplissent bien les conditions requises par la loi de 1905 et elle tient, en général compte dans une large mesure des propositions des bureaux de bienfaisance, qui constituent des rouages indispensables à l'application de la loi.

Enfin, il faut signaler le concours financier que les bureaux de bienfaisance doivent apporter aux dépenses de l'assistance obligatoire.

Le décret du 30 mars 1907 stipule qu'ils sont tenus de consacrer à l'exécution de la loi de 1905, en se conformant à la volonté des donateurs, la totalité des revenus des fondations ou des libéralités dont ils disposent et qui ont été spécialement affectés à l'assistance à domicile des vieillards, des infirmes et des incurables ou à leur hospitalisation.

Le chiffre de cette contribution a été fixé à la suite d'une convention intervenue avec le ministre de l'Intérieur et approuvée par le Conseil de surveillance de l'Assistance publique et le Conseil municipal ; il s'élève à 338.022 francs (arrêté préfectoral du 24 mars 1909) prélevés sur les ressources propres des bureaux de bienfaisance.

La part à verser par chacun des vingt bureaux est indiquée dans le tableau ci-après des prévisions de dépenses pour l'exercice 1911.

Au point de vue financier, l'application de la loi de 1905 a encore eu pour effet de diminuer considérablement la part de la subvention municipale ordinaire attribuée aux bureaux de bienfaisance. Au budget de l'exercice 1896 le montant de cette part avait été de 4.877.485 francs ; au projet de l'exercice 1911, elle n'est plus que de 1.166.834 francs, c'est donc une différence en moins de plus de 3.700.000 fr.

Si l'on ajoute à ce chiffre la contribution de 338.022 francs dont nous venons de parler, l'on voit que les recettes des bureaux ont diminué de plus en plus de 4 millions ; ce qui signifie que le montant de leur budget s'est abaissé dans la même proportion. Quant aux indigents loin de voir le taux de leurs secours descendre parallèlement, le plus grand nombre d'entre eux, qui n'étaient bénéficiaires que de cartes de secours mensuels de 20 ou 10 francs,

touchent actuellement chaque mois une allocation de 30 francs.

Il est vrai que cette allocation est diminuée, conformément à la loi de 1905, en proportion des ressources qu'ils peuvent avoir, mais en moyenne, cette diminution ne dépasse pas 4 à 5 francs.

L'examen des tableaux ci-dessous fait ressortir, d'une part, que les bureaux de bienfaisance paient annuellement aux bénéficiaires de la loi du 14 juillet 1905 une somme d'au moins 14 millions, et d'autre part que cette somme figure au budget de l'assistance obligatoire et non au leur, qui, aujourd'hui, défalcation faite des frais généraux et de la contribution au service de l'assistance obligatoire, ne dispose plus guère que de 2.550.000 fr. en faveur des nécessiteux et des indigents relevant de l'assistance facultative.

Quoi qu'il en soit, depuis l'application de la loi de 1905, il est réparti chaque année à Paris, soit en allocations mensuelles aux vieillards, infirmes et incurables, soit en secours facultatifs aux autres catégories de malheureux, une somme de près de 17 millions, c'est-à-dire supérieure de 10 millions à celle qui était distribuée auparavant.

Au 1^{er} avril 1909, les bénéficiaires de l'assistance obligatoire étaient au nombre de 48.822 ; à la même date, les indigents inscrits sur les contrôles des bureaux de bienfaisance se comptaient au chiffre de 6.527 au budget de 1896, première année d'appli-

Mensualités payées par arrondissement et par mois pendant

Arrondissements	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
1 ^{er}	15.811 81	15.786 81	15.681 81	15.451 81	15.268 48
2 ^e	12.847 15	13.060 50	12.855 50	12.939 50	12.842 50
3 ^e	34.602 60	34.831 50	34.370 50	34.328 50	34.045 50
4 ^e	36.842 01	36.939 34	36.834 14	36.880 76	36.866 01
5 ^e	67.903 72	68.423 22	68.465 22	68.525 22	68.954 22
6 ^e	28.876 39	28.834 06	29.067 06	28.644 75	29.361 08
7 ^e	27.842 57	27.764 81	28.098 31	28.030 71	27.975 36
8 ^e	11.667 80	11.722 80	11.603 80	11.722 10	11.898 10
9 ^e	23.642 13	23.558 05	23.404 05	23.337 37	23.125 38
10 ^e	52.924 47	52.695 97	52.358 97	52.845 14	52.789 14
11 ^e	136.560 58	137.649 23	137.538 88	138.612 23	138.518 58
12 ^e	56.812 66	56.892 66	56.682 16	56.722 16	56.599 16
13 ^e	93.361 66	93.077 32	92.928 66	93.254 »	93.808 »
14 ^e	62.745 50	63.305 50	62.284 »	62.714 75	62.868 75
15 ^e	78.111 »	78.155 33	78.678 50	78.459 41	78.563 41
16 ^e	24.642 39	24.943 39	24.945 89	24.715 14	24.734 79
17 ^e	56.391 50	57.045 50	56.963 83	56.384 90	56.426 90
18 ^e	146.241 17	145.981 31	145.665 66	145.077 83	145.605 »
19 ^e	96.924 16	96.908 66	96.595 66	97.119 »	96.836 50
20 ^e	119.814 20	120.343 35	120.224 »	120.763 50	120.796 »
TOTAUX.....	1.184.565 47	1.187.919 31	1.185.246 60	1.186.528 78	1.187.882 86
Moyenne des mensualités..	25 144	25 084	25 031	24 982	24 915

l'année 1909 aux Bénéficiaires de l'Assistance obligatoire

Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
15.307 82	15.405 14	15.158 23	15.118 23	14.919 23	15.143 23	14.848 23
12.647 15	12.745 50	12.615 50	12.538 50	12.500 50	12.566 »	12.486 50
34.413 50	34.285 50	34.434 50	34.543 50	34.958 50	34.478 50	34.119 50
37.032 01	36.912 01	36.540 12	36.871 98	37.168 65	36.567 65	36.582 65
68.887 22	68.547 22	68.860 89	69.123 89	69.256 89	69.384 39	68.937 56
29.127 58	29.067 58	29.091 58	29.042 58	29.060 58	28.579 58	28.765 58
28.071 36	27.483 36	27.497 53	27.729 53	27.048 53	27.419 03	27.534 03
12.033 10	11.951 10	12.031 10	12.358 40	12.034 40	11.959 40	12.014.40
23.148 38	23.114 65	23.246 05	23.356 05	22.941 05	23.120 05	23.135 05
52.719 81	52.456 96	52.173 81	52.316 81	52.144 65	51.877 65	51.365 65
139.714 58	139.039 23	139.889 8	140.074 88	140.111 35	140.106 38	139.211 38
57.169 16	57.439 16	57.312 66	57.866 66	57.262 66	56.896 66	56.750 66
93.131 33	93.938 »	94.257 »	93.888 »	93.387 »	92.563 66	92.192 »
63.134 75	64.224 95	63.756 35	63.794 35	63.781 35	64.244 35	63.374 35
77.641 41	78.698 41	79.351 41	78.925 41	79.117 41	79.421 91	79.237 06
24.854 14	24.719 14	25.066 14	25.369 14	25.266 14	25.112 14	25.133 14
55.912 90	56.472 90	56.937 90	57.043 90	56.739 90	56.550 90	56.738 90
143.653 »	142.591 33	142.599 »	142.145 »	141.850 33	141.278 »	140.583 »
97.343 50	98.298 50	98.265 50	98.359 »	98.379 50	98.528 »	97.711 »
121.703 »	123.116 »	124.045 »	124.723 »	124.865 85	124.232 »	124.033 65
1.188.345 70	1.190.506 64	1.193.169 85	1.195.188 81	1.193.394 50	1.190.029 48	1.184.764 29
24 845	24 740	24 690	24 634	24 611	24 584	24 550

Dépenses des Bureaux de Bienfaisance (Projet de budget de l'exercice 1911)

	ART. 1 FRAIS D'ADMINISTRATION			ART. 2. — SECOURS ANNUELS					ART. 3. — SECOURS TEMPORAIRES					Total de l'article 3	ART. 4 — Ressources pro- pres à affecter au service de l'Assist. oblig.	ART. 5 — Fête du 14 juillet	ART. 6 — Secours péro- menages aux diques aux de familles	TOTAL GÉNÉRAL
	Personnel	Matériel et dépenses diverses	Total de l'art. 1	FEMMES CHARGÉES D'ENFANTS					Total de l'art. 2	Secours de grossesse	Secours d'allaitement	Secours individuels	Diverses fonda- tions à destina- tion spéciale					
				250 secours de 25 fr. par mois	1.400 sec. de 15 fr. par mois	1.700 sec. de 10 fr. par mois	Infirmités et chro- niques non admises à l'Assistance obligatoire											
1 ^{er}	24.230	4.205	28.435	900	4.500	1.920	1.482	8.802	2.061	4.485	25.781	1.315	33.642	21.362	198	280	92.719	
2 ^e	26.650	4.300	30.950	900	2.880	2.400	2.482	8.662	1.841	3.095	23.082	1.025	29.943	17.366	331	840	88.092	
3 ^e	29.600	5.000	34.600	1.500	5.220	4.200	5.929	16.849	2.616	5.695	30.887	1.847	41.045	7.300			105.025	
4 ^e	34.175	4.400	38.575	2.100	6.300	4.200	11.445	24.045	3.719	8.100	47.217	4.743	63.779	10.000	791	4.440	142.605	
5 ^e	36.920	5.000	41.920	3.000	9.000	7.920	9.687	29.607	4.764	10.365	57.356	2.294	74.779	11.200	1.202	6.360	165.158	
6 ^e	32.250	4.500	36.750	1.500	6.300	4.080	10.410	22.290	3.223	7.030	43.690	4.470	58.413	14.631	1.388	1.560	135.062	
7 ^e	30.165	4.700	34.865	1.500	4.140	3.000	3.516	12.156	2.544	5.545	30.705	1.628	40.422	10.600	469	2.400	100.912	
8 ^e	24.730	2.300	27.030	900	3.600	2.640	3.447	10.587	2.921	6.355	81.772	2.440	93.488	27.466	460	480	159.511	
9 ^e	26.500	4.000	30.500	1.500	5.940	3.720	8.067	19.227	3.966	8.620	52.085	1.270	65.941	68.291	1.075	960	185.994	
10 ^e	39.280	5.550	44.780	3.000	8.640	7.440	7.032	26.112	3.899	8.180	46.370	2.984	61.733	14.200	938	5.280	148.843	
11 ^e	47.775	8.500	56.275	8.100	23.400	21.720	33.920	87.140	10.184	22.170	123.748	7.070	163.172	10.000	4.523	19.800	345.110	
12 ^e	34.750	4.700	39.450	3.600	12.780	10.080	12.844	39.284	4.520	9.845	62.957	2.503	87.388	9.500	712	24.600	221.993	
13 ^e	52.050	4.800	56.850	6.600	20.700	10.800	5.343	43.443	6.908	15.020	56.437	1.467	75.155	8.500	1.227	15.240	202.236	
14 ^e	41.210	20.500	61.710	4.500	15.300	11.400	9.204	40.404	5.436	11.815	56.437	1.686	67.788	6.500	1.710	11.880	165.427	
15 ^e	48.130	4.300	52.430	7.500	23.400	20.880	11.480	63.260	5.624	12.235	48.243	962	63.480	6.500	1.530	27.000	218.508	
16 ^e	27.280	8.000	35.280	1.800	7.020	5.640	9.032	23.492	3.931	8.555	50.032	962	72.385	49.376	1.204	3.120	175.952	
17 ^e	40.800	5.000	45.800	2.100	10.980	10.920	16.133	34.402	4.325	9.400	55.082	3.578	72.385	17.500	2.151	6.840	174.809	
18 ^e	53.750	8.000	61.750	9.000	31.500	23.400	21.752	85.652	9.482	20.640	105.751	3.939	139.812	7.500	2.900	22.440	330.054	
19 ^e	47.550	5.000	52.550	7.200	22.500	22.560	26.854	79.114	8.359	18.185	83.075	4.782	114.401	10.200	3.380	34.200	294.045	
20 ^e	62.200	7.300	69.500	7.800	27.900	25.080	14.961	75.741	9.677	21.065	69.207	2.824	102.773	10.500	1.995	57.600	318.109	
759.995	120.005	880.000	75.000	252.000	204.000	225.000	225.000	756.000	100.000	217.600	1.144.068	54.474	1.516.142	338.022	30.000	250.000	3.770.164	

Recettes des Bureaux de Bienfaisance (Projet de budget de l'Exercice 1911)

Arrondissements	REVENUS MOBILIERS ET IMMOBILIERS				Droit des pauvres	Recettes intérieures	SUBVENTIONS MUNICIPALES					TOTAL GÉNÉRAL		
	Loyers de mai-sons	Rentes sur l'Etat	Intérêts				TOTAL	pour secours d'allaitement	pour secours de grosse	pour se-cours aux femmes chargées de famille	Fête du 14 juillet		Ordinaire	TOTAL
			d'obligat.	d'actions et										
1 ^{er}	19	23.865	575	24.459	10.686	34.000	4.485	2.061	3.433	13.397	23.574	92.719		
2 ^e	17	16.115	280	16.412	9.546	35.500	3.995	1.841	4.184	16.283	26.634	88.092		
3 ^e	31	23.285	345	23.661	13.564	22.500	5.695	2.616	7.294	28.904	45.300	105.035		
4 ^e	39	46.350	550	46.939	19.283	22.000	8.100	3.719	7.294	33.744	54.383	142.665		
5 ^e	64	36.700	1.535	38.299	24.701	28.500	10.365	4.764	13.945	43.292	73.658	165.158		
6 ^e	35	47.095	665	47.795	16.711	30.500	7.030	3.223	7.080	21.335	40.056	135.062		
7 ^e	25	23.540	1.155	24.720	13.191	35.000	5.575	2.544	5.363	14.080	28.001	100.912		
8 ^e	15	71.470	1.425	72.910	15.145	57.000	6.355	2.921	4.720	»	14.456	159.511		
9 ^e	27	65.900	305	66.232	20.564	59.500	8.620	3.966	6.651	19.386	39.698	185.994		
10 ^e	46	33.385	645	34.076	20.216	31.000	8.480	3.899	13.194	37.040	63.551	148.843		
11 ^e	136	40.190	1.980	42.306	52.804	33.000	22.170	10.184	38.403	141.720	217.000	345.110		
12 ^e	59	18.175	760	18.991	23.406	18.000	9.845	4.520	17.807	71.115	104.997	165.427		
13 ^e	108	22.665	1.460	24.233	35.818	24.000	15.020	6.908	19.094	96.208	137.942	221.993		
14 ^e	30.065	15.685	1.275	47.025	28.186	17.000	11.815	5.436	20.167	1.227	71.380	202.286		
15 ^e	75	16.930	580	17.585	29.161	16.500	12.235	5.624	36.794	1.530	99.079	155.262		
16 ^e	5.566	24.725	2.940	33.211	20.382	72.000	8.555	3.931	9.976	1.204	26.693	50.359		
17 ^e	54	16.570	490	17.114	22.425	27.500	9.400	4.325	19.309	2.151	72.585	107.770		
18 ^e	133	70.115	10.900	81.148	49.164	32.000	20.640	9.482	41.192	2.900	93.528	174.869		
19 ^e	116	22.805	1.285	24.206	43.342	29.000	18.185	8.359	39.797	3.580	167.742	330.054		
20 ^e	130	24.235	1.540	25.905	50.175	25.500	21.665	9.677	44.363	127.576	197.497	294.045		
	36.740	659.800	30.690	727.230	518.500	650.000	217.600	100.000	360.000	139.489	216.529	318.109		
										30.000	1.165.834	1.874.434		
												3.770.164		

cation du décret du 15 novembre 1895 : un crédit de 3.713.280 francs était prévu pour la distribution de secours mensuels de 20, 10, 8 et 4 francs à 46. 756 indigents.

Telles sont les conséquences financières, qu'a eues l'application de la loi de 1905 sur le fonctionnement des bureaux de bienfaisance parisiens.

Il nous faut maintenant dire comment et à quelles catégories de personnes sont alloués les secours payés sur les crédits ouverts aux budgets des bureaux.

Sauf les modifications que nous venons de signaler, le décret du 15 novembre 1895 est toujours en vigueur. Mais la plus grosse partie de la clientèle indigente est passée au service de l'assistance obligatoire, de sorte qu'il ne reste plus comme indigents qu'un petit nombre d'infirmes et de chroniques, ne remplissant pas les conditions requises par la loi de 1905, et les femmes seules chargées d'enfants. Celles-ci bénéficient de cartes de secours mensuels de 25, 15 et 10 francs, ceux-là touchent 20, 10, 8 ou 5 francs par mois. Le crédit prévu au projet de budget de 1911, pour le paiement de ces secours permanents, s'élève à 756.000 francs.

Un crédit de 250.000 francs est affecté à l'allocation de secours trimestriels de 3 francs, aux ménages chargés d'enfants.

Quant aux nécessiteux, il leur est alloué des secours temporaires ou accidentels, dont le montant

s'élève à 1.516.142 francs au projet de budget de 1911.

Le total de ces dépenses, ainsi que nous l'indiquions plus haut, est en chiffres ronds de 2.552.000 fr.

Elles sont couvertes, en dehors des recettes propres et intérieures des bureaux, de leur part sur le produit du droit des pauvres et des subventions municipales spéciales, par une subvention municipale ordinaire de 1.166.834 francs. Nous savons déjà qu'à chaque bureau reviennent ses ressources propres et intérieures. En analysant le décret de 1895, nous avons expliqué comment étaient réparties entre les vingt bureaux la part du produit du droit des pauvres et les subventions spéciales, ainsi que la subvention ordinaire.

D'après ce mode de répartition, plus un arrondissement avait d'indigents, mieux il était doté. Rien ne semble plus naturel au premier abord, mais dans la pratique ce procédé donnait lieu à des abus.

Chaque année, avant le recensement des indigents fait par l'administration au mois d'avril, les bureaux, en vue de faire augmenter leurs crédits proposaient, en général, l'inscription du plus grand nombre possible de personnes sur les contrôles des indigents. Sur la porte des bureaux de bienfaisance de certains arrondissements, on aurait presque pu afficher à cette époque de l'année :

Ici on demande des indigents

Aussi, ce système de répartition avait-il été l'objet de critiques justifiées, mais les bureaux, le Conseil de surveillance de l'assistance publique et l'administration n'avaient pu s'entendre, pour établir une base plus conforme aux besoins des arrondissements, et de nature à empêcher cette course annuelle aux indigents, qui ne pouvait que développer la mendicité.

On aurait pu espérer, qu'après l'application de la loi de 1905, qui avait retiré aux bureaux la moyenne partie de leur clientèle indigente, ce mode de répartition avait définitivement vécu.

La question fut mise à l'étude, divers systèmes furent proposés. Les uns portaient sur le nombre de loyers au-dessous de 300 francs, le nombre de logements garnis, d'autres sur le nombre des naissances rapportées au chiffre de la population, ou sur le nombre de malades traités à domicile, d'autres enfin sur le nombre total des naissances d'enfants vivants ou sur la valeur de la cote mobilière personnelle dans chaque arrondissement.

Mais tous ces procédés, envisagés isolément ou combinés, auraient abouti à une répartition des crédits entre les bureaux dans des proportions, qui ont paru au Conseil de surveillance de l'assistance publique, de nature à mettre certains d'entre eux dans une situation financière difficile. Aussi la solution du problème a-t-elle été ajournée, et la réparti-

tion des subventions se fait-elle sur des bases peu différentes de celles sur lesquelles elle était faite antérieurement, en tenant compte des besoins de chaque bureau.

Mais, de cette manière, la question est loin d'être résolue ; on ne peut, en effet, évaluer les besoins des bureaux que d'après leurs dépenses des derniers exercices ; or, chaque bureau n'a dépensé qu'en proportion des crédits dont il disposait ; il s'ensuit que ses dépenses peuvent n'avoir aucune corrélation avec ses besoins.

Il eût été d'autant plus désirable de changer l'ancien mode de répartition que, depuis l'application de la loi de 1905, le montant des secours aux nécessiteux a pris, par rapport au montant des secours aux indigents encore assistés sur les fonds des bureaux de bienfaisance, une importance considérable.

Les tableaux, ci-dessus insérés, nous montrent en effet, que les crédits affectés aux secours temporaires s'élèvent à 1.516.142 francs, alors que ceux destinés à l'allocation de secours annuels n'atteignent que le chiffre de 756.000 francs.

Et, nous le répétons, les nécessiteux qui résident dans des arrondissements riches seront toujours plus largement secourus que ceux qui sont domiciliés dans des arrondissements pauvres ; ces derniers ne

pouvant proportionner le nombre et le taux de leurs secours qu'aux ressources dont ils disposent.

Nous ne nous étendrons pas plus longtemps sur ce point, et nous terminerons ce chapitre en faisant simplement ressortir, d'après les tableaux ci-dessus, le montant des différents secours alloués aux indigents et aux nécessiteux.

A. — *Secours annuels*

2° Montant des secours à allouer pendant l'année aux infirmes et chroniques non admis à l'assistance obligatoire.....	225.000 fr.
---	-------------

B. — *Secours temporaires pour l'année*

1° Secours de grossesse.....	100.000 fr.
2° Secours d'allaitement.....	217.600 —
3° Secours individuels.....	1.144.068 —
4° Secours distribués sur diverses fondations : Bréon-Guérard : bons de pain. Divers : secours de loyer. Ville : habillement et couvertures aux vieillards, etc.....	54.474 —

A ces crédits, il faut ajouter celui de 250.000 francs pour secours aux ménages chargés de famille, et enfin une subvention municipale spéciale de 30.000 francs, pour distribution aux indigents, à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet.

Ajoutons que le Conseil municipal de Paris vote

actuellement l'allocation d'une somme de 300.000 fr. à distribuer chaque trimestre par les bureaux de bienfaisance en secours de loyers, mais cette somme ne figure pas à leur budget.

Enfin, les bureaux disposent d'un crédit de 175.000 francs prélevés sur les revenus de la fondation Montyon, dont 100.000 francs sont affectés à des secours en argent, et 75.000 francs à la délivrance de bandages et appareils orthopédiques aux convalescents nécessiteux.

Cette somme de 175.000 francs, qui ne figure pas aux budgets des bureaux, est répartie entre eux proportionnellement à leurs besoins.

Les dépenses propres des bureaux de bienfaisance comprennent, en plus, de celles relatives aux secours qu'ils distribuent sur leur budget, une dépense de 338.022 francs, qui constitue leur contribution au service de l'assistance obligatoire, et enfin une dernière dépense de 880.000 francs correspondant aux frais d'administration. L'importance de ce chiffre de 880.000 francs paraît choquante à première vue, si on le compare au total des dépenses de 3.770.164 fr., mais il faut se hâter de dire qu'il se rapporte également aux frais généraux qu'entraîne l'application de la loi de 1905, c'est-à-dire à l'allocation et à la distribution de 14 millions à 48.822 bénéficiaires :

Les ressources dont disposent les bureaux pour

couvrir les dépenses payées sur leur budget au total de 3.770.164 francs sont :

1° Revenus mobiliers et immobiliers.....	727.230 fr.
2° Part du produit au droit des pauvres.....	518.500 —
3° Recettes intérieures.....	650.000 —
4° Subventions municipales.....	<u>1.874.434 —</u>
Total.....	3.770.164 fr.

Il ressort de ces chiffres, que le total des subventions municipales est sensiblement égal à celui des trois autres catégories de ressources.

Notre exposé ne serait pas complet si nous ne parlions pas des dépenses du service des secours, qui fonctionne au siège de l'administration.

Ce service constitue en quelque sorte un bureau central de bienfaisance, qui distribue des secours aux nécessiteux de tout Paris, sans distinction d'arrondissements.

L'article 27 du décret de 1895 prévoit que le directeur peut accorder d'urgence un secours aux personnes nécessiteuses, et met à sa disposition pour le paiement de ces secours une somme qui ne pourra dépasser 30 o/o du crédit affecté annuellement aux nécessiteux. Au projet de budget de l'exercice 1911, une somme de 65.000 francs est inscrite à cet effet. Le service des secours dispose encore de 26.000 fr., pour secours de route, de 180.000 francs pour allo-

cation aux malades sortant des hôpitaux avant guérison, et pour secours représentatifs du séjour à l'hôpital.

Il alloue 12.800 francs de secours aux femmes accouchées chez les sages-femmes agréées. Enfin, il fait l'emploi d'une somme de 479.935 francs, provenant de fondations faites en faveur des secours à domicile. Signalons que, sur les fonds affectés aux secours à domicile, 30.000 francs sont mis à la disposition du préfet de la Seine.

Le service des secours est encore chargé de centraliser les listes d'inscription à l'assistance obligatoire, dressées par les bureaux de bienfaisance. Après examen des dossiers qu'accompagnent les demandes des personnes inscrites sur lesdites listes, il prépare les propositions relatives au mode d'assistance et au taux de l'allocation mensuelle que le directeur de l'administration arrête provisoirement en vertu du décret du 30 mars 1907.

Le service des secours est enfin l'organe au moyen duquel le directeur de l'assistance publique exerce les pouvoirs que lui confère la loi du 10 janvier 1849 sur les bureaux de bienfaisance. Il liquide leurs dépenses, prépare leurs budgets, établit leurs comptes.

Une fois par semaine, les secrétaires-trésoriers des bureaux se réunissent en commission présidée par le

chef du service des secours. Tous les faits intéressant la marche des bureaux sont exposés, discutés et commentés dans cette commission, où les trésoriers reçoivent également les instructions de l'administration.

CHAPITRE XIV

DE L'INDIVIDUALITÉ ET DE LA CAPACITÉ

DES BUREAUX DE BIENFAISANCE

Les bureaux de bienfaisance parisiens ont-ils, comme les bureaux de bienfaisance de province, une personnalité civile propre ? Sous le régime du décret du 12 août 1886, la section de l'intérieur du Conseil d'État s'est prononcée pour l'affirmative, basant son avis sur les considérants suivants :

« Vu la loi du 7 frimaire an V, vu la loi du 10 janvier 1849, vu le décret du 12 août 1886, considérant que les lois et décrets susvisés ont formellement reconnu aux bureaux de bienfaisance parisiens la faculté d'accepter des dons et legs ; qu'ils peuvent aussi se constituer un patrimoine propre, sur lequel ils ont des droits privatifs, et que les ressources en provenant ne sauraient être confondues avec les fonds mis à leur disposition par l'administration générale de l'assistance publique ; qu'il suit de là que lesdits bureaux ont une personnalité civile distincte de cette administration ; que si, en vertu de

l'article 3 de la loi du 10 janvier 1849, les dons et legs faits aux bureaux de bienfaisance de Paris doivent être acceptés par le directeur de l'administration générale de l'assistance publique, qui en est ainsi désigné comme le représentant légal, cette acceptation doit être faite par celle-ci au nom de ces établissements ; que dès lors l'immatriculation des titres de rentes provenant des dons et legs, doit avoir lieu au nom de l'établissement légataire ou donataire : est d'avis de répondre à la question posée dans le sens des observations qui précèdent. » (1)

Le décret du 15 novembre 1895 ne contient aucune disposition précise sur la question. Cependant il stipule, que chaque bureau de bienfaisance aura ses ressources propres, c'est-à-dire un patrimoine propre ; c'est le point capital, un établissement ne saurait être doté de la personnalité civile, s'il n'avait la faculté de posséder.

Mais, pour que cette personnalité soit complète, d'autres conditions sont nécessaires. Il faut que l'établissement ait la faculté d'accomplir par lui-même tous les actes relatifs à la gestion de son patrimoine ; il faut encore qu'il ait l'individualité financière, c'est-à-dire qu'il ait un budget et des comptes distincts, qu'il prépare et établit lui-même ; il faut enfin qu'il

1. V. *Revue des établissements de bienfaisance*, 1890, p. 170.

ait une représentation personnelle pour ester en justice.

Ces conditions, dont la réunion est indispensable pour l'exercice de la personnalité civile complète, nous les trouvons formulées dans l'article 11 de la loi du 15 juillet 1893 en faveur des bureaux d'assistance :

« Le président du bureau d'assistance a le droit d'accepter, à titre conservatoire, des dons et legs et de former, avant l'autorisation toute demande en délivrance ».

» Le décret du Président de la République ou l'arrêté du préfet qui interviennent ultérieurement ont effet du jour de cette acceptation.

» Le bureau d'assistance est représenté en justice et dans tous les actes de la vie civile par un de ses membres que ses collègues élisent, à cet effet au commencement de chaque année.

» L'administration des fondations, dons et legs qui ont été faits aux pauvres ou aux communes, en vue d'assurer l'assistance médicale, est dévolue au bureau d'assistance.

» Les bureaux d'assistance sont soumis aux règles qui régissent l'administration et la comptabilité des hospices, en ce qu'elles n'ont rien de contraire à la présente loi. »

Sous le régime du décret du 12 août 1886, les bureaux de bienfaisance parisiens possédaient bien

leur individualité financière, puisque chacun d'eux avait son ordonnateur et son receveur.

Le décret de 1895 leur a enlevé cette autonomie, puisque leurs recettes et leurs dépenses forment seulement des sous-chapitres dans le budget de l'assistance publique ; les secrétaires-trésoriers ne sont plus que des sous-comptables du receveur de l'assistance publique, seule justiciable de la Cour des Comptes, et puisque le directeur de l'administration est maintenant l'unique ordonnateur des 20 bureaux.

D'autre part, le décret de 1895 ne donne à ceux-ci aucune attribution dans l'administration de leurs biens et la gestion de leur patrimoine ; au contraire, les hôpitaux et hospices, les bureaux de bienfaisance de province, ainsi que les bureaux d'assistance sont chargés de cette administration et de cette gestion.

Le bureau de bienfaisance parisien ne peut prendre aucune délibération, ni même émettre un avis sur les actes de la vie civile qui le concernent ; c'est le directeur de l'assistance publique qui agit pour son compte. Le bureau n'a même pas à se prononcer sur l'acceptation d'une libéralité faite à son profit.

Enfin le décret de 1895 ne prévoit pas pour lui comme l'a fait la loi de 1893 pour le bureau d'assistance, la faculté de désigner un de ses membres pour le représenter en justice.

C'est encore, d'après la loi du 10 janvier 1849, le directeur de l'administration générale de l'assistance

publique qui le représente. Mais ici, une question se pose. Qu'arriverait-il, si un conflit s'élevait entre un bureau de bienfaisance parisien et l'administration hospitalière.

Par exemple, dans le cas d'un legs charitable qui, en raison de l'imprécision des termes d'un testament pourrait être revendiqué, à la fois, par l'assistance publique et par un bureau de bienfaisance ?

Il est bien évident que le directeur de l'administration ne pourrait représenter devant le tribunal, en même temps les hospices parisiens et le bureau de bienfaisance. En pareille circonstance, on conçoit que le bureau serait admis à désigner un de ses membres chargé de défendre sa cause.

Mais ce n'est que dans des cas analogues, c'est-à-dire lorsque les intérêts de l'administration seraient en opposition avec ceux des bureaux de bienfaisance, que ceux-ci seraient fondés à avoir accidentellement une représentation en justice. Encore convient-il de remarquer que si nous avons envisagé une telle hypothèse, nous nous sommes placés plutôt au point de vue théorique, car en pratique la réalisation de cette hypothèse sera bien rare.

On peut donc conclure que, si les bureaux de bienfaisance parisiens ont la personnalité civile, ils n'en jouissent d'une façon bien incomplète et ne possèdent qu'une capacité excessivement restreinte.

En dehors du concours qu'ils prêtent au fonctionnement de l'assistance médicale à domicile et à l'application de la loi du 14 juillet 1905, leur unique mission consiste dans la distribution des secours aux indigents et aux nécessiteux.

CONCLUSION

Conviera-t-il d'ailleurs de doter les bureaux de bienfaisance parisiens d'une personnalité civile aussi complète que celle des bureaux de bienfaisance de province ? Ce serait retomber dans des errements, aggravés encore, du décret du 12 août 1886 ; ce serait rompre tout lien, entre les bureaux et les arrondissements.

Dans chacun de ceux-ci, les indigents et nécessiteux seraient traités d'une façon parfois très différente. Il ne semble pas qu'il soit possible de pratiquer un tel système dans une ville où les malheureux changent si fréquemment de quartier et d'arrondissement.

Peut-être, cependant, pourrait-on l'adopter, si les bureaux n'avaient plus à secourir que des nécessiteux, et le jour n'est peut-être pas éloigné où il en sera ainsi. Le Parlement est, en effet saisi de propositions de loi tendant à instituer l'assistance obligatoire en faveur des femmes enceintes et des ménages

chargés de famille. Si ces propositions étaient votées par les Chambres, il se passerait pour l'assistance des femmes enceintes et des ménages chargés d'enfants, ce qui s'est passé pour celle des vieillards, infirmes et incurables, c'est-à-dire qu'elle ferait l'objet d'un service départemental, et que les budgets des bureaux de bienfaisance seraient soulagés des dépenses relatives à cette nouvelle assistance obligatoire.

Certes, les bureaux seraient, sans doute, appelés à jouer un rôle semblable à celui qui joue dans l'application de la loi du 14 juillet 1905, mais ils n'en seraient pas moins privés de la plus grosse partie de la clientèle indigente qui leur reste.

Au projet de budget de l'exercice 1911, nous relevons pour les femmes chargées d'enfants un crédit	
de.....	531.000 fr.
pour secours de grossesse, un crédit	
de.....	100.000 fr.
pour secours d'allaitement, un crédit	
de.....	217.600 fr.
enfin pour les ménages chargés de	
famille, un crédit de.....	250.000 fr.
soit au total.....	<u>1.098.600 fr.</u>

Si l'on défalquait ce chiffre du total des dépenses des 20 bureaux, 3.770.164, le budget de ces bureaux se trouverait réduit à..... 2.671.564 fr.

somme servant à couvrir les frais d'administration :	
.....	880.000 fr.
la contribution au service de l'assis-	
tance obligatoire aux vieillards,	
infirmes et incurables.....	338.022 fr.
	<u>1.218.022 fr.</u>

Les dépenses de secours aux néces-
siteux..... 1.144.142 fr.
et enfin 225.000 francs de secours permanents
alloués encore à des infirmes et chroniques, non
admis à l'assistance obligatoire.

Si l'on remarque, d'autre part, que les ressources
propres et la part du produit du droit des pauvres
s'élèvent à 1.895.730 francs, on voit que pour payer
leurs dépenses, il ne faudrait aux bureaux qu'une
subvention de 800.000 francs environ. Encore y
a-t-il lieu de faire observer, que pour assurer la seule
distribution des secours aux nécessiteux, point ne
serait besoin d'un crédit de 880.000 francs pour
couvrir leurs frais d'administration ; la plus grosse
partie de cette somme serait, en effet, consacrée au
paiement des dépenses imposées par le fonctionne-
ment de l'assistance obligatoire.

Il s'ensuivrait que les bureaux pourraient presque
se suffire à eux-mêmes. Dans ces conditions, et étant
donné qu'on ne peut songer à uniformiser le taux des
secours aux nécessiteux dont la quotité et le nombre

sont essentiellement variables, il serait possible de concevoir que chaque bureau possédât une autonomie complète, tout en restant soumis aux règles de la tutelle administrative, comme les bureaux de bienfaisance de province.

On pourrait envisager d'autres systèmes. Le gouvernement de la défense nationale, nous l'avons signalé dans la partie historique de cette étude, avait municipalisé les secours à domicile ; le décret du 29 septembre 1870 avait placé les bureaux d'assistance sous l'autorité municipale et les avait séparés de l'administration hospitalière.

Celle-ci s'étendait à tout le département de la Seine et avait à sa tête une collectivité, un Conseil général des hospices de la Seine. Mais cette organisation ne fut, pour ainsi dire, qu'éphémère.

Si pareille réforme était faite aujourd'hui, elle comblerait les vœux de l'assemblée communale, mais serait-elle véritablement avantageuse ? En réalité, elle ne ferait que déplacer l'autorité sous laquelle seraient placés les bureaux de bienfaisance ; elle substituerait celle du préfet à celle du directeur de l'administration. Il est vrai que les comptes et les budgets des bureaux étant municipalisés, seraient l'objet d'un contrôle plus direct et plus effectif de la part des membres du Conseil municipal, qui verrait ainsi ses attributions s'élargir dans une grande mesure : au lieu de ne donner que des avis sur le fonction-

nement des bureaux, il délibérerait, fixerait le mode de répartition et de distribution des secours, et voterait le budget de l'assistance à domicile dans les mêmes conditions qu'il vote les budgets des autres services de la ville.

Il en résulterait que les bureaux de bienfaisance seraient probablement dotés de crédits supérieurs, mais il y aurait à craindre que, parfois, certains conseillers municipaux ne se servissent de leurs nouvelles attributions dans un but électoral. En tout cas, le système de la municipalisation des secours à domicile ne résoudrait pas les difficultés que nous avons signalées dans le fonctionnement actuel des bureaux de bienfaisance, et qui surgiraient du fait de la collaboration des administrateurs.

Sur ceux-ci, l'autorité administrative ne sera jamais complètement efficace, qu'elle soit exercée par le préfet, ou qu'elle le soit par le directeur de l'assistance publique. Il sera toujours difficile d'astreindre à des règles administratives des personnes qui ne sont ni des fonctionnaires, ni des employés, et qui n'encourent que la peine de la révocation, peine qui ne porte pas atteinte à leurs intérêts personnels. La collaboration des administrateurs équivaut, dans une certaine mesure, à l'union de la bienfaisance privée et de l'assistance publique. Mais l'une et l'autre sont de tempéraments divers, ont un champ d'action différent, et si elles peuvent se rendre de mutuels

services en se côtoyant, elles ne peuvent se pénétrer.

Aussi sommes-nous disposé à répudier tout système dans lequel l'élément privé sera combiné avec l'élément administratif. Nous estimons donc qu'une réforme est nécessaire, et nous préfererions l'autonomie complète des bureaux de bienfaisance à toute combinaison de ce genre.

Depuis l'institution de l'assistance obligatoire, les établissements communaux autonomes ont perdu nombre de leurs attributions, ainsi que la plus grosse partie de leur clientèle. Nous avons vu combien le budget des bureaux de bienfaisance parisiens était réduit, et combien il le sera encore le jour où les femmes et les ménages chargés d'enfants, et les femmes enceintes bénéficieront aussi de l'assistance obligatoire. En somme, en province comme à Paris, les bureaux de bienfaisance n'ont d'attributions propres que dans la distribution des secours aux nécessiteux. Les ressources dont ils disposent sont restreintes, et sont destinées à l'assistance facultative, qui relève plutôt de la bienfaisance privée.

Aussi ne craindrions-nous pas de voir ces représentants de l'assistance facultative jouir à Paris de l'autonomie, dont jouissent les administrateurs des bureaux de bienfaisance des communes de province. Leur zèle n'en pourrait être que stimulé ; ils s'efforceraient avec plus d'ardeur de faire affluer dans leurs caisses les libéralités privées.

Enfin, il est un autre système dont nous voulons dire quelques mots. C'est celui d'un service central des secours à domicile dans Paris ; il aurait pour conséquence la suppression des administrateurs. Dans le plus grand nombre d'arrondissements, ce sont les employés des bureaux qui sont chargés des enquêtes relatives aux demandes de secours formées par les nécessiteux.

Si, généralement, les enquêtes concernant l'inscription sur le contrôle des indigents sont faites par les administrateurs, elles ne portent, aujourd'hui, que sur un nombre bien réduit d'indigents.

D'autre part, le service des secours de l'administration centrale dispose d'un corps important de visiteurs qui, non seulement instruisent les demandes des personnes secourues directement par l'administration, mais encore procèdent au recensement des indigents, et vérifient les titres de ces derniers à l'admission aux secours permanents.

Ainsi, l'administration, par ses propres moyens, sans le concours des administrateurs et des commissaires, peut aisément assurer le service des enquêtes ; il lui serait tout aussi aisé de procéder à l'allocation des secours. Il en résulterait certains avantages : uniformité complète dans la distribution des secours, impartialité dans la désignation des bénéficiaires, régularité absolue dans le service, et responsabilité effective du personnel.

Mais l'adoption d'un de ces systèmes emporterait avec elle la revision de la loi du 10 janvier 1849. Aussi bien cette revision est-elle nécessaire. La loi du 10 janvier 1849 n'est pas en harmonie avec les conditions politiques et économiques actuelles. Elle avait pour but de fixer la responsabilité de la gestion, qu'il était difficile de déterminer dans les deux collectivités, qui, avant 1849, étaient à la tête de l'administration de l'assistance publique à Paris. Elle permettait encore l'unité de vue et l'unité d'action nécessaires au bon fonctionnement des services hospitaliers et des services de secours à domicile.

Pendant la période du Second Empire c'était, pour ainsi dire, la même pensée qui présidait à ce fonctionnement. Le pouvoir central nommait, en effet, le directeur de l'administration, les membres du conseil de surveillance, ainsi que les membres du Conseil municipal.

Ayant une origine commune, ces trois organes s'entendaient facilement, et la marche des services de l'assistance publique n'était pas entravée par des conflits, qui fussent nés de conceptions différentes.

Mais depuis 1871, les choses ont changé de face, les conseillers municipaux à Paris sont élus par le suffrage universel, pouvoir nouveau, qui est venu se dresser devant le pouvoir central et son représentant le préfet. Le Conseil n'a, il est vrai, que des

avis à donner, mais il vote une grosse subvention, plus de 26 millions aujourd'hui : de ce chef, son influence est considérable.

Il ne partage pas toujours la manière de voir du conseil de surveillance de l'assistance publique. Aussi, le directeur de l'administration se trouve-t-il parfois dans une position difficile, lorsque les deux conseils consultés lui donnent sur la même question deux avis différents. Il doit se préoccuper constamment de mettre d'accord ces assemblées et de tenir son équilibre entre elles deux.

Cette préoccupation ne peut qu'être une gêne dans son administration. Si l'on ajoute qu'il doit encore tenir compte de l'opinion publique reflétée par la presse, que souvent, il doit discuter avec le corps médical des hôpitaux, qui n'entrevoit pas toujours l'utilité des réglemens administratifs, on voit combien son rôle est difficile à remplir.

D'autre part, depuis 1849, le budget de l'assistance publique s'est enflé dans des proportions considérables, il s'élève actuellement à plus de 50 millions.

Le nombre des lits d'hôpitaux et d'hospices a suivi la même progression ; le nombre des fondations a également augmenté. Le directeur de l'administration exerce encore la tutelle des enfants assistés de la Seine, dont il administre le service sous l'autorité du préfet.

En outre de ces charges déjà si lourdes, il a à assurer le fonctionnement de services généraux importants : service du domaine, service du contentieux, service de l'exploitation et du matériel, service des travaux. Il a ainsi un rôle multiple à remplir, lorsque pour bien faire, il devrait se consacrer exclusivement et uniquement au soulagement de la misère. A cette besogne écrasante, le décret du 30 mars 1907 vient encore d'en ajouter une nouvelle.

Si nous considérons, d'autre part, que le budget de l'assistance publique tire, la plus grosse partie de ses ressources, des subventions de la ville, on incline à trouver légitime les revendications du conseil municipal. Il paraîtrait logique que les représentants de Paris, au lieu de n'avoir que des avis à donner, fussent à même d'exercer un contrôle plus direct et plus efficace sur l'emploi des fonds que les contribuables mettent à la disposition de l'assistance publique.

Pour toutes ces raisons, la révision de la loi du 10 janvier 1849 s'impose, elle entraînerait celle du décret du 15 novembre 1905.

Vu : le Président de thèse,
H. BERTHÉLEMY

Vu : le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

ANNEXES

DÉCRET

*portant règlement d'administration publique sur
l'organisation des secours à domicile dans la ville de Paris*

Du 12 août 1886

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur ;

Vu l'article 8 de la loi du 10 janvier 1849 ;

Vu l'avis du conseil de surveillance de l'assistance
publique du 22 février 1883 ;

Vu l'avis du Conseil municipal de Paris du 7 avril 1884 ;

Le Conseil d'État entendu.

DÉCRÈTE :

CHAPITRE PREMIER

DE L'ORGANISATION DES BUREAUX DE BIENFAISANCE

ARTICLE PREMIER. — Dans chacun des arrondissements de la ville de Paris, un bureau de bienfaisance est chargé du service des secours à domicile.

ART. 2. — Chaque bureau est administré par une commission composée :

- 1^o Du maire de l'arrondissement, président de droit ;
- 2^o Des adjoints, membres de droit ;
- 3^o De douze administrateurs au minimum ;
- 4^o D'un secrétaire-trésorier qui a voix consultative dans les séances du bureau.

Le nombre des administrateurs est fixé par arrêté du préfet de la Seine. Il peut être porté jusqu'à dix-huit.

ART. 3. — Il est attaché à chaque bureau :

- Des commissaires et des dames de bienfaisance ;
- Des docteurs en médecine ;
- Des sages-femmes de première classe ;
- Des employés, agents et auxiliaires.

Les cadres du personnel médical et administratif sont fixés, pour chaque bureau de bienfaisance, par arrêté du préfet de la Seine.

ART. 4. — Les administrateurs sont nommés par le préfet de la Seine, sur la proposition du directeur de l'administration de l'assistance publique. Ils sont choisis sur une liste triple de candidats présentés par le maire de l'arrondissement.

Leurs fonctions sont gratuites.

Ils ne peuvent être révoqués que par le ministre de l'Intérieur, sur la proposition du préfet de la Seine, après avis du conseil de surveillance et du directeur de l'administration de l'assistance publique.

Les commissions administratives ne peuvent être dissoutes que suivant les formes prévues au paragraphe précédent.

ART. 5. — Les divisions sont, pour le renouvellement des

administrateurs, réparties en quatre séries par voie de tirage au sort.

Chaque année, il est procédé au renouvellement des administrateurs d'une série.

Les administrateurs sortants peuvent être renommés.

Lorsqu'il y a lieu de remplacer un administrateur avant l'expiration de son mandat, le nouvel administrateur ne reste en exercice que pour la durée du mandat de celui qu'il remplace.

A titre de mesure transitoire, les administrateurs actuels resteront en fonctions jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle ils ont été nommés.

ART. 6. — Après vingt ans de services, les administrateurs et les médecins peuvent recevoir du ministre de l'Intérieur, à la demande de la commission du bureau de bienfaisance auquel ils sont attachés, le titre d'administrateur et de médecin honoraire.

ART. 7. — Les commissions administratives désignent chaque année parmi leurs membres et par la voie du scrutin :

Un vice-président ;

Un administrateur secrétaire ;

Un ordonnateur ;

Un délégué près l'administration de l'assistance publique.

ART. 8. — Les commissaires et les dames de bienfaisance sont nommés par la commission administrative au scrutin et à la majorité des voix, sur la présentation de l'administrateur de la division à laquelle ils doivent être attachés.

Leurs fonctions sont gratuites.

Ils ne peuvent être révoqués que par le préfet de la Seine, sur la proposition de la commission administrative.

ART. 9. — Le secrétaire-trésorier, les employés et agents du bureau de bienfaisance sont nommés par le préfet de la Seine, conformément aux dispositions de l'article 6 du règlement d'administration publique du 24 avril 1849.

Le préfet de la Seine pourvoit, sur la présentation des commissions administratives, aux nominations du personnel affecté aux maisons de secours.

10. — La commission administrative ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente.

11. — Il est tenu chaque année une assemblée, composée : 1^o de la commission administrative ; 2^o des commissaires et des dames de bienfaisance ; 3^o des médecins et des sages-femmes. Il est rendu compte dans cette réunion des travaux de l'année précédente, des recettes et des dépenses de l'exercice.

Les personnes appelées à cette séance peuvent présenter leurs observations ; le procès-verbal de la séance est adressé au directeur de l'administration de l'assistance publique.

12. — Il est établi dans la circonscription de chaque bureau autant de maisons de secours que les besoins du service l'exigent, sans préjudice des autres établissements charitables qui seraient entretenus par les bureaux de bienfaisance.

Les maisons de secours sont exclusivement affectées à la réception des indigents par les administrateurs, au service

médical et pharmaceutique et au service des distributions et des prêts. Leur personnel y est logé.

CHAPITRE II

FONCTIONNEMENT DES BUREAUX DE BIENFAISANCE

13. — Les commissions administratives font la répartition et l'emploi de tous les secours mis à leur disposition par l'administration de l'assistance publique ou par la bienfaisance des particuliers; elles surveillent les établissements charitables entretenus par les bureaux, en particulier les maisons de secours.

14. — Le maire préside la commission administrative; en son absence, la présidence appartient de droit à un des adjoints et, à défaut de ceux-ci, au vice-président élu.

Le maire a la surveillance de l'ensemble du service confié au bureau.

Il exerce son autorité immédiate sur le personnel administratif.

Il convoque la commission administrative au moins deux fois par mois.

15. — L'administrateur secrétaire est chargé de suivre l'exécution des décisions du bureau. Il surveille la rédaction des procès-verbaux des séances et la tenue des registres autres que ceux de la comptabilité.

16. — L'ordonnateur a la surveillance de la comptabilité; il est chargé de la signature des mandats de paiement et des ordonnances de délégation destinées à mettre les fonds à distribuer à la disposition des maires, adjoints et adminis-

trateurs. Il délivre les ordres de retrait des fonds placés en compte courant au Trésor public. Il vise les bons de demande et ordres de livraison. Il vise le journal général à la fin de chaque mois et établit la situation de la caisse et des magasins. Il en fait la vérification aussi souvent qu'il le juge convenable.

17. — Les administrateurs sont chargés du service des secours dans la division d'arrondissement qui est spécialement confiée à chacun d'eux ; les commissaires et les dames de bienfaisance affectés à la division leur prêtent leur concours.

Les administrateurs reçoivent les indigents, au moins une fois par semaine, à la maison de secours qui est affectée à leur division.

Les administrateurs peuvent délivrer, aux personnes dont l'indigence a été constatée, les certificats qui leur sont nécessaires dans les cas prévus par les lois ou les règlements administratifs. Ces certificats sont visés par les maires.

18. — Le secrétaire-trésorier est chargé de la rédaction des procès-verbaux et de la tenue des registres ; il prépare la correspondance officielle du bureau de bienfaisance et la présente à la signature du président.

Il dirige le travail des employés et veille à l'exécution des règlements intérieurs, ainsi qu'à l'ordre et à la bonne tenue du secrétariat, des maisons de secours et de tous les services qui en dépendent.

Le secrétaire-trésorier signale les travaux à exécuter et en surveille l'exécution.

Il signe les ordres de livraison des marchandises.

Il fait partie des commissions d'acquisition et de réception, dresse les procès-verbaux d'acceptation et les signe conjointement avec les experts et les administrateurs spécialement délégués.

Il reçoit les fournitures et s'assure de leur qualité.

Il est exclusivement chargé de la garde de la caisse et des magasins.

Il est tenu de représenter, à toute réquisition, aux inspecteurs administratifs et aux membres du conseil de surveillance de l'assistance publique, les registres et documents qu'ils ont à consulter pour l'accomplissement de leur mission.

19. — Le secrétaire-trésorier est assujéti à toutes les obligations imposées aux comptables de deniers publics. Il est assimilé, pour les devoirs à remplir et les responsabilités administrative et pécuniaire, aux receveurs et économes des établissements hospitaliers.

20. — Les membres de la commission administrative, les commissaires et les dames de bienfaisance doivent rester étrangers à tout maniement de deniers.

CHAPITRE III

PERSONNEL MÉDICAL.

21. — Les médecins des bureaux de bienfaisance sont nommés au concours.

22. — Les médecins des bureaux de bienfaisance sont institués par le ministre de l'Intérieur pour quatre années, qui commencent à courir du 1^{er} janvier qui suit leur institution.

A l'expiration du temps pour lequel ils ont été institués, les médecins des bureaux de bienfaisance peuvent être réinstitués par le ministre pour une nouvelle période de quatre ans et ainsi de suite.

Aucun médecin ne peut rester en activité après sa soixante-cinquième année.

23. — Les médecins actuellement en exercice peuvent, à l'expiration de la période pour laquelle ils ont été précédemment nommés, être réinstitués par le ministre de l'Intérieur dans les conditions fixées à l'article précédent, sans qu'ils aient à se soumettre au concours.

24. — Lorsqu'il y a lieu de pourvoir à un emploi de médecin des bureaux de bienfaisance, le concours est annoncé trois mois à l'avance.

Les candidats doivent se faire inscrire à la mairie de l'arrondissement et justifier qu'ils sont Français, âgés de vingt-cinq ans au moins, munis d'un diplôme de docteur d'une des Facultés de médecine de l'État, et qu'ils résident dans l'arrondissement où la vacance s'est produite ou dans un quartier limitrophe.

Toutefois cette dernière condition peut être remplacée par l'engagement de remplir les conditions nécessaires de résidence aussitôt après leur institution.

Le registre des inscriptions est clos un mois avant la date du concours.

Il sera statué par arrêté du ministre de l'Intérieur sur les formes du concours et la nature des épreuves, en particulier des épreuves cliniques.

25. — Au cas où, par suite de l'absence de concurrents ou de l'insuffisance des épreuves constatée par un rapport motivé du jury d'examen, le concours ne donnerait pas de résultats, il serait pourvu aux emplois vacants par le ministre de l'Intérieur, sur la proposition des commissions administratives.

Les dispositions de l'article 22 sont applicables aux médecins désignés par le ministre.

26. — Les médecins institués par le ministre sont à la disposition du service jusqu'à leur remplacement.

En cas d'empêchement d'un médecin, le service peut être assuré par le directeur de l'administration de l'assistance publique, de concert avec la commission administrative.

L'allocation des médecins en titre est attribuée à leurs remplaçants.

27. — A la fin de chaque année, le maire adresse au directeur de l'administration de l'assistance publique un rapport sur la manière dont chaque médecin a rempli ses fonctions.

Le maire est tenu de transmettre d'urgence au directeur de l'assistance publique les plaintes écrites portées contre les médecins.

Si ces plaintes paraissent justifiées au directeur, il les communique à la commission administrative, et, s'il y a lieu, au conseil de surveillance, par lequel le médecin doit être entendu en ses explications.

28. — Les médecins des bureaux de bienfaisance peuvent être blâmés ou réprimandés par le préfet de la Seine, après avis du conseil de surveillance. Ils peuvent être destitués

par le ministre de l'Intérieur, après avis du conseil de surveillance. En cas d'urgence, le préfet peut prescrire la suspension provisoire d'un médecin.

Le médecin destitué ne peut plus faire partie du personnel médical des bureaux de bienfaisance.

29. — Les fonctions de médecin d'un bureau de bienfaisance sont incompatibles avec celles d'administrateur.

30. — Les sages-femmes sont nommées par le préfet de la Seine, sur la proposition des commissions administratives. Elles ne peuvent être révoquées que par le préfet de la Seine, après avis des commissions administratives.

Elles sont tenues à la résidence dans l'arrondissement où elles exercent leurs fonctions.

CHAPITRE IV

DES PERSONNES A SECOURIR

31. — Les personnes à secourir peuvent recevoir des secours annuels ou des secours temporaires.

32. — Ne peuvent être admis à recevoir des secours annuels que les indigents incapables de pourvoir à leur subsistance par le travail et qui rentrent dans une des catégories suivantes :

1^o Personnes atteintes d'infirmités ou de maladies chroniques ;

2^o Vieillards âgés de soixante-quatre ans révolus ;

3^o Orphelins âgés de moins de treize ans.

Les personnes de nationalité française, ayant leur domicile de secours à Paris, sont seules admises à recevoir ces secours.

L'admission aux secours annuels ne peut être prononcée que par la commission administrative, sur le rapport d'une commission spéciale qui examine et contrôle préalablement les propositions individuelles des administrateurs.

A la fin de chaque année, la commission administrative fait procéder à une revision de la liste des personnes qui reçoivent des secours annuels.

33. — Les indigents qui reçoivent des secours annuels sont tenus de faire connaître au secrétariat du bureau de bienfaisance la quotité des secours permanents qu'ils pourraient recevoir d'institutions charitables étrangères à l'administration de l'assistance publique. En cas de fausse déclaration, les secours annuels sont supprimés.

La liste des personnes qui reçoivent des secours annuels peut être communiquée aux représentants des institutions charitables qui prennent l'engagement de communiquer au bureau de bienfaisance la liste des indigents qu'elles secourent

34. — Peuvent recevoir des secours temporaires : les personnes qui se trouvent dans des cas d'indigence momentanée, en particulier par suite de blessures, de maladies ou de couches.

Les administrateurs font connaître au secrétariat du bureau les noms, prénoms, demeures et professions des personnes admises à recevoir des secours temporaires, ainsi que la cassation de ces allocations.

35. — Dans les premiers jours de chaque mois, les secrétaires-trésoriers doivent faire connaître à l'administration

de l'assistance publique le mouvement général de la population secourue de leur arrondissement pendant le mois précédent.

36.— Les blessures, les maladies ou infirmités doivent être constatées par les médecins des bureaux de bienfaisance.

CHAPITRE V

DES SECOURS

§ 1^{er}. — *Des secours imputés sur le budget des bureaux de bienfaisance*

37. — Les bureaux de bienfaisance accordent, suivant les circonstances, des secours en nature ou des secours en argent.

38. — Les bons de secours en nature sont nominatifs pour les objets en magasin ou dont le comptable a un compte à rendre.

Les autres bons peuvent être nominatifs ou au porteur.

Les bons au porteur de secours en nature ne sont valables que pendant le cours du trimestre indiqué sur le timbre dont ils sont revêtus.

Les bons de secours au porteur doivent être revêtus du timbre de l'administration de l'assistance publique avant d'être mis en circulation.

39.— La quotité des secours temporaires en argent est déterminée, pour chacun des indigents, par la commission administrative, sur le rapport de l'administrateur divisionnaire.

40.— Il peut aussi être ouvert à chaque administrateur divi-

sionnaire un crédit pour secours temporaires en argent ; ces crédits sont votés par trimestre par la commission administrative.

Il peut être également ouvert aux maires, mais avec l'approbation du préfet, un crédit qu'ils peuvent employer en secours d'urgence.

41. — Les secours en argent sont distribués sur mandats nominatifs signés par les ordonnateurs ou par les maires et administrateurs en leur qualité d'ordonnateurs secondaires.

Les mandats de secours sont détachés de livrets à souches et remis aux ordonnateurs principaux et secondaires et dont ils donnent récépissé ; les mandats sont numérotés à l'avance.

Ils ne sont valables que dans le mois de leur délivrance.

Ils ne peuvent être payés que par le secrétaire-trésorier et sur l'acquit des indigents auxquels ils sont destinés.

42. — Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, les secours annuels peuvent être payés sans acquit, par le trésorier, aux porteurs de cartes nominatives, lesquelles constituent le titre des parties secourues.

Ces cartes sont divisées en cases correspondant aux mois de l'année. La signature de l'administrateur divisionnaire, apposée mensuellement dans chacune de ces cases, vaut certificat de vie de l'indigent et autorisation de payer le secours.

Lors du paiement mensuel, les cartes de secours restent entre les mains du trésorier. Sur le vu de ces cartes, l'ordonnateur établit un procès-verbal constatant leur rentrée régulière au bureau. Ce procès-verbal, qui constitue un certifi-

cat de vie et un certificat de *vu-payer* collectifs, est produit à l'appui des mandats de régularisation.

Les cartes sont ensuite remises aux administrateurs divisionnaires, qui demeurent chargés de les faire parvenir aux indigents après les avoir visées à nouveau.

43. — Les bons, mandats et titres de secours de toutes espèces doivent être remis directement aux indigents et portés à leur domicile par les administrateurs, dames ou commissaires de bienfaisance.

Il est interdit aux commissions administratives et aux administrateurs d'accorder des allocations pécuniaires pour assurer la remise à domicile des titres de secours.

44. — Les bureaux de bienfaisance sont autorisés à faire aux indigents des prêts d'objets à leur usage.

Le service des prêts et particulièrement le service de la lingerie sont confiés au personnel secondaire des maisons de secours, sous la surveillance des secrétaires-trésoriers.

45. — Les bureaux de bienfaisance peuvent assurer l'assistance d'une nourrice aux enfants des femmes accouchées à leur domicile et qui sont reconnues dans l'impossibilité d'allaiter.

Ce secours spécial est délivré d'urgence, à titre provisoire et jusqu'à ce que la commission administrative en ait délibéré, sur une simple demande faite par le médecin et visée par l'ordonnateur.

46. — Les bureaux peuvent instituer des secours spéciaux pour frais de route et de rapatriement, loyers, apprentissage, admission dans les orphelinats, stations méridionales,

établissements thermaux, stations maritimes et autres établissements de bienfaisance.

47. — Les bureaux de bienfaisance peuvent faciliter l'admission des indigents dans les sociétés de secours mutuels, notamment en leur fournissant la somme nécessaire pour payer le droit d'entrée.

48. — Sur la demande des administrateurs, les commissions administratives peuvent, après enquête préalable et dans la limite du crédit ouvert à cet effet aux budgets, autoriser la délivrance gratuite des appareils destinés aux infirmes.

§ 2. — *Des secours imputés directement sur le budget de l'administration de l'assistance publique*

49. — Des secours représentatifs du séjour à l'hospice sont créés en faveur des vieillards et des infirmes.

Ces secours, dont le nombre est fixé chaque année dans le budget de l'administration de l'assistance publique, forment deux classes : la première comporte une allocation de trois cent soixante francs par an ; la seconde, une allocation de cent quatre-vingt francs.

Ces secours sont répartis par l'administration de l'assistance publique entre les bureaux de bienfaisance, suivant les bases déterminées par le deuxième paragraphe de l'article 73.

50. — Lorsque, dans un arrondissement, un secours représentatif se trouve sans titulaire par suite de décès, entrée à l'hospice, radiation ou concession de la classe supérieure, la commission administrative du bureau de bienfaisance pré-

sente à l'administration de l'assistance publique un ou plusieurs candidats après délibération sur un rapport spécial des administrateurs divisionnaires intéressés.

Les admissions aux secours représentatifs sont soumises aux mêmes formes et conditions que les admissions dans les hospices.

Le vingtième des secours représentatifs peut être accordé par l'administration de l'assistance publique, sans présentation préalable des commissions administratives.

51. — Les secours représentatifs peuvent être supprimés en cas de changement dans la condition des indigents.

Ils ne peuvent être cumulés avec aucun secours de l'assistance publique autre que celui de l'assistance médicale.

52. — Les secours représentatifs sont payés par les secrétaires-trésoriers des bureaux de bienfaisance pour le compte de l'administration de l'assistance publique, suivant le mode spécial prévu à l'article 42 et à titre d'opérations de trésorerie. Il n'est pas fait état de ces paiements dans les budgets et comptes administratifs des bureaux de bienfaisance.

Les administrateurs divisionnaires sont exclusivement chargés d'assurer la remise aux indigents des titres de secours.

53. — Le budget de l'administration de l'assistance publique peut comprendre une allocation destinée au rapatriement des indigents étrangers à la capitale.

Cette allocation est à la disposition du directeur de cette administration ; il est justifié de son emploi aux rapatriements

54. — Sur le montant des allocations inscrites au budget de l'assistance publique pour secours à domicile, un pour cent

sera mis par moitié à la disposition du préfet de la Seine et du directeur de l'assistance publique pour être distribué par eux à titre de secours individuels. La somme totale ainsi prélevée ne pourra toutefois excéder 60.000 francs.

Un état nominatif des secours ainsi accordé devra être produit chaque année à l'appui des comptes.

§ 3. — *Des allocations imputées sur le budget départemental.*

55. — Les secours accordés à des indigents et imputés sur le fonds du service des enfants assistés, en particulier les secours aux mères-nourrices et aux orphelins, sont payés par les secrétaires-trésoriers des bureaux de bienfaisance, à titre d'opérations de trésorerie, suivant le mode prévu à l'article 42. Les titres de secours sont remis aux intéressés par les soins des administrateurs divisionnaires.

CHAPITRE VI

DE L'ASSISTANCE MÉDICALE

56. — Le service de santé dans les maisons de secours comporte des consultations et des soins médicaux qui sont donnés par les médecins aux indigents à des jours et heures déterminés.

57. — Les médecins sont chargés du traitement des malades, soit à domicile, soit dans les salles de consultation.

Ils sont tenus de fournir les renseignements statistiques qui leur sont demandés par l'administration.

58. — Les sages-femmes chargées des accouchements à domicile sont sous la surveillance du médecin de la circons-

cription ; elles doivent l'appeler quand les accouchements présentent des difficultés.

Elles sont tenues de consigner sur un registre spécial les renseignements statistiques qui leur sont demandés par l'administration.

59. — Le personnel secondaire des maisons de secours est l'auxiliaire du personnel médical pour les pansements et autres détails du traitement. Il visite à domicile les indigents malades.

60. — L'assistance médicale à domicile est accordée à titre provisoire, à la suite d'une simple demande adressée au secrétariat du bureau de bienfaisance.

Les médecins et les administrateurs divisionnaires sont immédiatement informés des demandes qui les concernent par les soins des secrétaires-trésoriers.

61. — Une commission dite *du service médical* est formée du président ou du vice-président de la commission administrative, d'un administrateur et d'un médecin désignés par la commission administrative et du secrétaire-trésorier. Elle se réunit chaque semaine pour prendre connaissance de tout ce qui concerne le service des malades ; elle décide si l'assistance médicale doit être continuée ou suspendue, et statue sur les secours pécuniaires ou autres à accorder aux malades.

Le président de la commission du service médical est ordonnateur secondaire des secours pécuniaires. Il délivre des mandats dans les conditions prévues à l'article 41.

En cas d'urgence, pendant l'intervalle des séances, des secours peuvent être délivrés sur bons en nature ou sur

mandats en argent du président de la commission, qui lui en rend compte à sa première réunion.

62. — Les médicaments prescrits par les médecins aux indigents assistés leur sont délivrés gratuitement.

Les médicaments provenant de la pharmacie centrale des hôpitaux sont délivrés dans les dépôts créés près les établissements de secours qui dépendent des bureaux de bienfaisance.

Les autres médicaments sont délivrés par les pharmaciens de l'arrondissement, fournisseurs des bureaux de bienfaisance.

Les ordonnances des médecins mentionnent expressément si les médicaments doivent être délivrés par les pharmaciens de l'arrondissement ou par le dépôt administratif, selon les distinctions prévues à l'article 80.

Les médecins sont autorisés, dans les cas d'urgence, à mentionner sur les ordonnances qu'elles seront servies, sans distinction, par le premier pharmacien auquel s'adressera l'indigent.

63. — La commission du service médical rend compte à la commission administrative, à la fin de chaque trimestre, de la situation du service. Elle propose le vote des crédits nécessaires; ces crédits comprennent l'ensemble de toutes les dépenses occasionnées par le service des malades.

64. — Le président de la commission du service médical est chargé de la désignation, pour être envoyés aux asiles de Vincennes et du Vésinet, des ouvriers et ouvrières en état de convalescence, ayant leur domicile de secours à Paris,

qui, pendant le temps de leur maladie, auraient été traités à domicile.

CHAPITRE VII

DU BUDGET ET DES COMPTES DES BUREAUX DE BIENFAISANCE

65. — Tous les ans, au mois d'avril, chaque commission administrative dresse un budget des recettes et des dépenses du bureau de bienfaisance pour l'exercice suivant.

Elle présente en même temps un compte général des opérations de l'exercice expiré.

Les budgets et les comptes sont approuvés par le préfet de la Seine, après avis du conseil de surveillance de l'assistance publique et du Conseil municipal.

Les recettes et les dépenses des bureaux de bienfaisance ne peuvent être faites que selon les prévisions du budget primitif ou en vertu d'autorisations supplémentaires votées et autorisées selon les mêmes formes que le budget primitif.

66. — Les secrétaires-trésoriers rendent chaque année des comptes de gestion établis dans les formes prescrites par les articles 1 et 2 du décret du 27 janvier 1866.

Ces comptes comprennent, pour ordre, les opérations relatives aux bons au porteur de secours en nature. Ces opérations sont justifiées par les certificats de timbrage des bons à l'administration de l'assistance publique, les récépissés des administrateurs chargés de la distribution, les relevés des factures des fournisseurs, les procès-verbaux d'incinération des bons produits à l'appui de ces factures.

Les commissions administratives sont appelées à délibérer

sur les comptes de gestion, qui sont définitivement jugés par la Cour des Comptes.

67. — Les secrétaires-trésoriers rendent compte de leur gestion en qualité d'économes conformément aux dispositions de l'ordonnance du 29 novembre 1831.

68. — Les comptes administratifs et les comptes de gestion font état, pour ordre, en recette et dépense, de l'évaluation en argent des libéralités en nature qui sont mises à la disposition des bureaux.

CHAPITRE VIII

DES RECETTES DES BUREAUX DE BIENFAISANCE

69. — Les ressources dont les bureaux de bienfaisance ont la disposition se composent :

1^o Des recettes intérieures ;

2^o Des dons et legs ;

3^o Des sommes que l'administration de l'assistance publique leur verse à titre de subventions sur les fonds généraux affectés au service des secours à domicile.

70. — Les commissions administratives doivent employer tous les moyens qu'elles jugent les plus propres à augmenter les ressources des bureaux de bienfaisance, notamment faire des quêtes, des collectes, établir des tronc et organiser des fêtes de bienfaisance. Il est rendu compte des recettes brutes et des dépenses de ces fêtes.

Le montant des dons et libéralités que la bienfaisance privée remet entre les mains des maires, adjoints, adminis-

trateurs, commissaires ou dames de bienfaisance, en quelque lieu et en quelque occasion que ce soit, doit être versé intégralement dans la caisse des secrétaires-trésoriers, sauf à en faire l'application ultérieure suivant les intentions exprimées par le donateur.

71. — Lorsque des dons et legs sont faits aux pauvres pour l'assistance à domicile, sans affectation à un arrondissement déterminé, la répartition entre les bureaux de bienfaisance est faite conformément aux dispositions du deuxième paragraphe de l'article 73.

72. — Les subventions de l'administration de l'assistance publique comprennent :

1^o Des subventions destinées à couvrir intégralement les dépenses fixes des bureaux, énumérées à l'article 75 ci-après ;

2^o Des subventions applicables aux dépenses variables, mais sans affectation spéciale ;

3^o Des subventions applicables aux dépenses variables, mais dont l'affectation résulte des indications du budget de l'assistance publique.

73. — Les subventions pour les dépenses fixes sont accordées aux bureaux de bienfaisance des arrondissements désignés par le budget annuel de l'assistance publique.

Les subventions pour les dépenses variables sont réparties chaque année entre les bureaux de bienfaisance, pour un cinquième proportionnellement à la population de chaque arrondissement, et pour deux autres cinquièmes, en raison inverse du montant de la contribution personnelle et mobilière de chaque arrondissement divisé par le nombre d'habi-

tants formant la population générale de cet arrondissement. Les deux derniers cinquièmes sont répartis entre les bureaux de bienfaisance des arrondissements les plus pauvres de Paris, par le budget de l'administration de l'assistance publique après avis des délégués des bureaux de bienfaisance.

CHAPITRE IX

DES DÉPENSES DES BUREAUX DE BIENFAISANCE

74. — Les dépenses se divisent en dépenses fixes et en dépenses variables.

Les dépenses variables se divisent :

1° En dépenses imputées sur les subventions et sur les libéralités qui comportent un emploi particulier ;

2° En dépenses imputées sur les recettes intérieures du bureau et sur les subventions et libéralités sans affectations spéciales.

75. — Les dépenses fixes concernent :

1° Les traitements, indemnités, gratifications et salaires divers du secrétaire-trésorier, des employés du secrétariat, des médecins et sages-femmes, du personnel secondaire des maisons de secours et des agents auxiliaires et inférieurs du service ;

2° Les impressions et frais de bureau ;

3° Les loyers, entretien et menues réparations des secrétariats et maisons de secours ;

4° L'éclairage et le chauffage des bureaux du secrétariat, des maisons de secours et du personnel secondaire des maisons de secours ;

5° Le linge, le coucher et le blanchissage de ce personnel secondaire ;

6° Les meubles, ustensiles et menus débours des secrétariats et maisons de secours.

76. — Les dépenses variables correspondent aux distributions de secours et au service de la vaccination ; elles comprennent :

1° Les allocations en argent ;

2° Les dépenses de matériel pour les secours en nature, le service médical et le service des prêts.

77. — Les dépenses fixes et les dépenses variables imputées sur des fonds spéciaux sont obligatoires ; l'autorité qui règle le budget peut augmenter ou diminuer les crédits votés par les commissions administratives et correspondant à ces dépenses.

L'autorité qui règle le budget ne peut, lorsqu'il a été pourvu aux dépenses obligatoires et sauf dans le cas de violation de la loi ou des règlements, modifier les allocations votées par les commissions administratives pour les dépenses imputées sur les fonds sans affectation.

Les budgets et les comptes présentent distinctement les dépenses obligatoires.

CHAPITRE X

DES FOURNITURES

78. — Les bons de pain sont servis par tous les boulangers de l'arrondissement.

Les bons de comestible, de combustible, de paille, de

bains, sont servis par les fournisseurs qui, dans chaque quartier, ont accepté les conditions fixées par la commission administrative, sans qu'il y ait lieu à adjudication.

79. — Les dispositions de l'ordonnance du 14 novembre 1837 sont applicables aux bureaux de bienfaisance, sauf les exceptions prévues au présent décret.

Il est procédé aux adjudications, soit par les soins des commissions administratives, soit par ceux de l'administration de l'assistance publique, selon ce qu'en décident les commissions administratives, pour chaque espèce de fournitures, lors du vote annuel des budgets des bureaux de bienfaisance.

Lorsque des fournitures sont adjudgées par l'administration de l'assistance publique, elles sont reçues et emmagasinées par ses soins ; elles sont ultérieurement délivrées aux bureaux de bienfaisance contre remboursement, sur la demande des secrétaires-trésoriers.

Les marchés de gré à gré, lorsqu'ils sont autorisés par l'ordonnance de 1837 ou par le présent décret, sont passés, avec l'autorisation du préfet de la Seine, par les soins des commissions administratives.

Les appareils pour infirmes mentionnés à l'article 48 sont fournis, à charge de remboursement, par l'administration de l'assistance publique.

Il en est de même de la fourniture des divers imprimés administratifs.

80. — Les médicaments sont fournis aux bureaux de bienfaisance soit par la pharmacie centrale des hôpitaux et à

charge de remboursement, en ce qui concerne les remèdes magistraux, soit par les pharmaciens de l'arrondissement en ce qui concerne les remèdes officinaux.

Sont seuls admis à fournir des médicaments, les pharmaciens de l'arrondissement qui ont accepté le tarif fixé par l'administration et se sont soumis à l'avance aux mesures de contrôle qu'elle croirait devoir prescrire.

Le tarif d'après lequel les fournitures sont payées aux pharmaciens est préparé par le directeur de l'administration générale de l'assistance publique et fait l'objet d'un arrêté préfectoral ; il est révisé tous les ans.

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS DIVERSES ET GÉNÉRALES

81. — Il sera pourvu par arrêtés du ministre de l'Intérieur aux mesures d'exécution que comporte le présent décret, en particulier en ce qui concerne le règlement sur le service intérieur des bureaux de bienfaisance.

Un règlement arrêté de concert entre les ministres de l'Intérieur et des Finances statuera sur le service financier des bureaux de bienfaisance en tout ce qui n'est pas réglé par le présent décret, en particulier en ce qui concerne les justifications à produire par les secrétaires-trésoriers à l'appui de leur compte de gestion.

82. — Sont et demeurent abrogés l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX, l'ordonnance royale du 29 avril 1831 et toutes les dispositions contraires au présent règlement.

83. — Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 12 août 1886.

Signé: JULES GRÉVY

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé: SARRIEN

DÉCRET

*portant règlement d'administration publique
pour l'organisation de l'assistance à domicile à Paris*

Du 15 novembre 1895

(Promulgué au *Journal officiel* du 19 novembre 1895.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le rapport du président du Conseil, ministre de l'Intérieur ;

Vu la loi du 10 janvier 1849, notamment l'article 8 portant « qu'un règlement d'administration publique déterminera l'organisation de l'assistance à domicile » ;

Vu l'avis du Conseil municipal de Paris, du 2 mai 1894 ;

Vu l'avis du conseil de surveillance de l'assistance publique, du 12 juillet 1894 ;

Vu le décret du 12 août 1886 (1) ;

Vu la loi du 15 juillet 1893 ;

Le Conseil d'État entendu.

1. 3^e série, *Bull.*, 1030, n° 16934.

DÉCRÈTE :

TITRE PREMIER

DE L'ASSISTANCE AUX INDIGENTS ET AUX NÉCESSITEUX

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DES BUREAUX DE BIENFAISANCE

ARTICLE PREMIER. — Dans chacun des arrondissements de la ville de Paris, un bureau de bienfaisance est chargé, sous l'autorité du directeur de l'administration générale de l'assistance publique, du service des secours à domicile.

2. — Chaque bureau de bienfaisance se compose :

1° Du maire de l'arrondissement ;

2° Des adjoints ;

3° Des conseillers municipaux de l'arrondissement ;

4° D'administrateurs, au nombre de quatre au moins par quartier ;

5° D'un secrétaire-trésorier ayant voix consultative.

Le maire préside le bureau de bienfaisance ; en son absence, la présidence appartient à l'un des adjoints.

3. — Les bureaux de bienfaisance désignent au scrutin, parmi les administrateurs, un administrateur-contrôleur.

4. — Les administrateurs sont nommés pour quatre ans par le préfet de la Seine et choisis sur une liste double de candidats proposés par une commission spéciale comprenant le maire, les adjoints, les conseillers municipaux de

l'arrondissement et quatre habitants désignés par le directeur de l'assistance publique.

Les fonctions d'administrateur sont gratuites.

Le nombre des administrateurs sera augmenté, s'il y a lieu, en raison des circonstances locales, par arrêté du préfet de la Seine, sur la proposition du directeur.

Les femmes peuvent être nommées administratrices du bureau de bienfaisance.

Les administrateurs sont répartis en quatre séries, par voie de tirage au sort ; chaque année, il sera procédé au renouvellement d'une série ; les administrateurs peuvent être réinvestis.

Lorsqu'il y a lieu de remplacer un administrateur avant l'expiration de son mandat, le nouvel administrateur ne reste en exercice que jusqu'à l'époque où il y aurait eu lieu au renouvellement du mandat de celui qu'il remplace.

Les administrateurs ne peuvent être révoqués que par le ministre de l'Intérieur, sur la proposition du préfet de la Seine, après avis du conseil de surveillance et du directeur.

Dans les cas urgents, la suspension provisoire est prononcée par le préfet.

5. — Après vingt ans de services, les administrateurs peuvent être nommés administrateurs honoraires par le ministre de l'Intérieur.

6. — Le bureau de bienfaisance se réunit au moins deux fois par mois sur la convocation du maire. Ses délibérations ne sont valables que si la majorité de ses membres est présente.

7. — Une délégation du bureau de bienfaisance se réunit chaque jour à la mairie, à une heure déterminée, sous la présidence du maire ou d'un adjoint désigné par lui. Cette délégation se compose de quatre administrateurs, à raison d'un par quartier, désignés chaque semaine à tour de rôle. En cas d'empêchement, les membres de la délégation se font remplacer par leurs collègues.

ART. 8. — Il est attaché à chaque bureau, pour le service des enquêtes, des visites et des quêtes, des commissaires et des dames patronesses dont les fonctions sont gratuites, et, au besoin, des agents salariés.

Les cadres du personnel administratif sont fixés, pour chaque bureau, par arrêté du directeur, approuvé par le préfet de la Seine.

Le secrétaire-trésorier, les commissaires, les dames patronesses et les employés de tout grade ayant droit à une pension de retraite sont nommés par le préfet de la Seine sur une liste de trois candidats présentés par le directeur de l'assistance publique.

Le directeur nomme les surveillants et gens de service.

Les révocations sont prononcées par l'autorité qui a nommé aux emplois.

CHAPITRE II

ATTRIBUTIONS DES BUREAUX DE BIENFAISANCE

9. — Les bureaux de bienfaisance font emploi des ressources de toute nature dont ils ont la disposition en vertu de l'article 15 ci-après.

Ils donnent leur avis sur les comptes et budgets spéciaux à chacun d'eux.

Ils préparent la liste des indigents.

Ils adressent tous les ans au directeur un rapport sur la marche du service de l'assistance à domicile dans l'arrondissement, sur les besoins particuliers de ce service et les ressources spéciales dont il dispose.

10. — Les administrateurs assurent la distribution des secours, chacun dans la circonscription qui lui est spécialement confiée. Ils portent au domicile des indigents et nécessiteux les titres de secours de toute sorte.

Les commissaires et les dames patronesses leur prêtent leur concours.

11. — L'administrateur-contrôleur est chargé, sous l'autorité du maire, de suivre l'exécution des décisions du bureau ; il a la surveillance des procès-verbaux, des registres et de la comptabilité ; il vise les pièces de recettes et de dépenses et, à la fin de chaque mois, le journal général.

12. — Le secrétaire-trésorier rédige les procès-verbaux, tient les registres, prépare la correspondance.

Il dirige le travail des employés et veille à l'exécution des règlements intérieurs, reçoit les fournitures et signe les ordres de livraison des marchandises.

Il est exclusivement chargé de la garde de la caisse et des magasins ; il est régisseur de recettes et de dépenses dans les conditions prévues par les paragraphes 4 et 5 de l'article 15 et par le paragraphe 3 de l'article 18.

13. — La délégation permanente est spécialement char-

gée de l'attribution des secours aux nécessiteux et des secours extraordinaires aux indigents.

14. — Les membres du bureau, les commissaires et dames patronnesses doivent rester étrangers à tout maniement de deniers.

CHAPITRE III

RÉGIME FINANCIER DES BUREAUX DE BIENFAISANCE

ART. 15. — Les recettes de chaque bureau de bienfaisance comprennent :

1° Le produit des dons, donations ou legs qui lui ont été faits ;

2° La part proportionnelle à la population indigente de l'arrondissement, qui est attribuée au bureau dans le produit du bien des pauvres centralisé au budget de l'assistance publique ;

3° La part attribuée au bureau dans la subvention votée par le Conseil municipal et inscrite au budget général de l'assistance publique ;

4° Le produit des tronc, quêtes, collectes et fêtes de bienfaisance ;

5° Le produit de tous les dons recueillis par les maires, adjoints, administrateurs, commissaires et dames patronnesses.

Le montant des recettes mentionnées aux paragraphes 4 et 5 est intégralement versé dans la caisse du secrétaire-trésorier, pour être reversé par lui à la caisse de l'administration centrale, au compte spécial du bureau de bienfaisance destinataire.

16. — La subvention prévue par le paragraphe 3 de l'article 15 est répartie annuellement entre les vingt bureaux de bienfaisance, par arrêté du préfet de la Seine rendu après avis du Conseil de surveillance et du Conseil municipal en tenant compte, pour chaque bureau, du nombre d'indigents qu'il a à secourir et des ressources parmanentes ou variables dont il dispose, de façon à assurer une répartition aussi égale que possible des secours publics entre tous les indigents ou nécessiteux de Paris.

ART. 17. — Les dépenses du bureau de bienfaisance s'appliquent, en dehors des frais d'administration :

1° Aux secours aux indigents ;

2° Aux secours aux nécessiteux.

18. — Le budget et les comptes de chaque bureau de bienfaisance forment respectivement un sous-chapitre spécial dans les budgets et les comptes de l'administration générale de l'assistance publique.

Le receveur de l'assistance publique est seul justiciable de la cour des comptes ; il centralise toutes les recettes et pourvoit à toutes les dépenses.

Il est autorisé à faire aux secrétaires-trésoriers, sur mandat du directeur de l'assistance publique, une avance de fonds qui ne pourra excéder le douzième des sommes figurant au crédit budgétaire du bureau de bienfaisance, à charge par le secrétaire-trésorier de produire à l'administration centrale, dans le délai d'un mois, les pièces justificatives des sommes par lui payées.

Les secrétaires-trésoriers sont astreints au dépôt d'un

cautionnement dont le montant est fixé par l'arrêté de nomination.

CHAPITRE IV

DES PERSONNES A SECOURIR

19. — Les personnes à secourir comprennent :

1° Les indigents ;

2° Les nécessiteux.

20. — Ne peuvent être admis à recevoir des secours annuels que les indigents inscrits sur la liste générale préparée chaque année par le bureau de bienfaisance et arrêtée par le directeur de l'assistance publique. Les radiations en cours d'année sont opérées dans les mêmes formes que les inscriptions.

21. — La liste des indigents comprend les personnes de nationalité française domiciliées à Paris depuis trois ans au moins, incapables par leur âge ou leur invalidité de pourvoir à leur subsistance par le travail, ainsi que les femmes veuves, séparées, divorcées ou abandonnées, ayant des charges exceptionnelles de famille et qui remplissent les conditions ci-dessus de nationalité et de domicile.

22. — Les indigents sont tenus de faire connaître au secrétariat du bureau de bienfaisance la quotité des secours permanents qu'ils reçoivent d'institutions charitables étrangères à l'administration de l'assistance publique.

En cas de fausse déclaration, les secours annuels sont supprimés.

La liste des indigents peut être communiquée, avec auto-

risation du maire, aux représentants des œuvres qui prennent l'engagement de communiquer au bureau de bienfaisance la liste des personnes qu'elles secourent.

23. — Sont secourus temporairement comme nécessaires les individus valides ou malades : 1° qui ne peuvent momentanément pourvoir à leur subsistance ; 2° qui, étant inscrits comme indigents, ont besoin de secours exceptionnels.

CHAPITRE V

DES SECOURS

24. — Les bureaux de bienfaisance accordent des secours en argent et exceptionnellement des secours en nature ; ils peuvent voter des allocations de tout genre destinées à soulager des misères spéciales, telles que : prêts d'objets usuels, secours de route et de rapatriement, avances pour loyers.

25. — Les secours annuels aux indigents sont payés sur cartes nominatives et sur l'acquit de la partie prenante.

Les cartes sont visées chaque mois et avant paiement par l'administrateur.

Les objets en nature sont délivrés contre reçu.

Lors du paiement mensuel, les cartes de secours restent entre les mains du secrétaire-trésorier ; sur le vu de ces cartes, l'administrateur-contrôleur établit un procès-verbal constatant leur rentrée régulière au bureau.

Ce procès-verbal, qui constitue un certificat de vie et un certificat de vu-payer collectifs, est produit à l'appui des mandats de régularisation.

Les cartes sont ensuite remises aux administrateurs divisionnaires qui demeurent chargés de les faire parvenir aux indigents après les avoir visées à nouveau.

26. — Les secours accordés aux nécessiteux par la délégation permanente, conformément à l'article 23, sont payés sur bons numérotés détachés de livrets à souche et signés par le maire ou son délégué.

Ces bons ne sont valables que pendant un mois à partir de leur délivrance et ne peuvent être payés que sur l'acquit des parties prenantes.

27. — Le directeur peut accorder d'urgence un secours aux personnes nécessiteuses dont la demande lui paraît fondée.

La dépense est imputée sur le crédit ouvert annuellement à cet effet au budget de l'assistance publique et qui ne pourra dépasser trois pour cent (3 p. o/o) du total des crédits affectés annuellement aux nécessiteux.

Sur le montant des allocations inscrites au budget pour secours à domicile, une somme qui ne pourra excéder trente mille francs (30.000 fr.) sera mise à la disposition du préfet de la Seine pour être distribuée à titre de secours exceptionnels.

Un état des secours ainsi accordés devra être produit chaque année à l'appui des comptes.

28. — Les bureaux de bienfaisance sont autorisés à s'entendre avec les sociétés d'assistance par le travail à l'effet de substituer, autant que possible, les secours en travail aux secours en argent.

29. — Les secours représentatifs du séjour à l'hôpital en

faveur des vieillards et des infirmes sont alloués par le directeur de l'assistance publique, sur la proposition des bureaux de bienfaisance, après avis de la commission de placement dans les hospices et suivant les règles d'admission dans ces établissements.

Le dixième des secours représentatifs peut être accordé par le directeur sans présentation des bureaux de bienfaisance.

Les secours représentatifs sont accordés aux vieillards et aux infirmes sur les fonds du budget général de l'assistance publique, sans distinction d'arrondissement.

Les secours représentatifs sont délivrés par le secrétaire-trésorier, dans la même forme que les secours aux indigents, sur les fonds spéciaux qui lui seront avancés à cet effet par le receveur de l'assistance publique.

Ces secours peuvent toujours être supprimés.

TITRE II

DE L'ASSISTANCE MÉDICALE

30.— L'organisation et la direction de l'assistance médicale et des services qui en dépendent sont confiées au directeur de l'assistance publique. Les bureaux de bienfaisance concourent, sous l'autorité du directeur, au fonctionnement et à la surveillance de ces services et demeurent chargés de visiter et d'assister les pauvres malades.

Les malades inscrits sur la liste des indigents ou reconnus nécessiteux par la délégation permanente ont seuls droit, sauf les cas d'urgence, à l'assistance médicale gratuite.

31. — L'assistance médicale assure aux malades, soit la visite et le traitement à domicile, soit la consultation et le traitement au dispensaire.

32. — Un ou plusieurs dispensaires sont affectés aux malades de chacun des arrondissements. Les dispensaires peuvent être installés dans les bâtiments affectés aux hôpitaux, mais à la condition d'être absolument distincts des services hospitaliers.

33. — A chaque dispensaire est attaché :

1° Un personnel médical ;

2° Un personnel administratif ;

3° Un personnel auxiliaire, pouvant comprendre des dames chargées d'assister les malades traités à domicile.

Les employés, ayant droit à une pension de retraite, sont nommés par le préfet de la Seine sur une liste de trois candidats présentés par le directeur de l'assistance publique.

Le directeur nomme les surveillants et gens de service.

Les révocations sont prononcées par l'autorité qui a nommé aux emplois.

34. ^{article} Les médecins préposés au service de l'assistance médicale sont nommés au concours pour trois années commençant au 1^{er} janvier qui suit leur institution. Ils reçoivent leur investiture du ministre de l'Intérieur. Ils peuvent être réinvestis après avis du directeur de l'assistance publique et du bureau de bienfaisance.

Tout médecin non réinvesti ne peut plus se représenter au concours.

Les candidats doivent réunir les conditions suivantes :

1° Être de nationalité française et pourvus du diplôme de docteur en médecine délivré par une des facultés de médecine de l'État ;

2° S'ils postulent pour le service du traitement à domicile, s'engager à résider dans l'arrondissement où ils seront appelés à exercer leurs fonctions, ou dans un quartier limitrophe.

Les fonctions de médecin de l'assistance médicale sont incompatibles avec celles d'administrateur du bureau de bienfaisance.

Les médecins de l'assistance médicale reçoivent une indemnité fixe ; ceux d'entre eux qui sont chargés du traitement à domicile reçoivent en outre une indemnité variable suivant le nombre de visites qu'ils ont faites pendant l'année.

Les médecins peuvent être avertis ou réprimandés par le directeur de l'assistance publique, après avis du conseil de surveillance.

Ils peuvent être destitués par le ministre de l'Intérieur, après avis du conseil de surveillance. En cas d'urgence, le préfet peut prescrire la suspension provisoire.

Aucun médecin ne peut rester en activité après sa soixante-cinquième année.

35. — Les malades auront la faculté de choisir leur médecin parmi les médecins chargés du traitement à domicile dans leur quartier.

36. — Les sages-femmes préposées au service de l'assistance médicale doivent être de première classe.

Elles sont nommées par le directeur de l'assistance publique.

Elles sont tenues à la résidence dans l'arrondissement où elles exercent leurs fonctions.

37. — Les femmes enceintes auront la faculté de choisir leur sage-femme parmi celles qui sont préposées au service médical de l'arrondissement.

38. — Il est créé, dans un ou plusieurs dispensaires par arrondissement, une pharmacie spéciale approvisionnée par la pharmacie centrale des hôpitaux.

Toutefois, le directeur pourra autoriser exceptionnellement, après avis du conseil de surveillance, la fourniture des médicaments par les pharmaciens de la ville dans les arrondissements où ce mode de distribution offrirait de réels avantages.

Sauf les cas d'urgence, les médicaments sont délivrés exclusivement aux indigents ou nécessiteux.

39. — Les pharmaciens sont nommés par le directeur de l'assistance publique. Ils reçoivent un traitement fixe et doivent habiter le dispensaire, de façon à assurer constamment le service.

40. — Les dépenses afférentes au service de l'assistance médicale forment un chapitre spécial du budget de l'assistance publique.

Les fonds alloués actuellement aux bureaux de bienfaisance pour le traitement des malades et des accouchées font retour au budget général de l'assistance publique.

Dispositions diverses et générales

41. — Les mesures d'exécution que comporte le présent décret seront arrêtées par le préfet de la Seine.

42. — Sont et demeurent abrogés le décret du 12 août 1886 et toutes les dispositions qui sont contraires au présent décret.

43. — Le président du Conseil, ministre de l'Intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 novembre 1895.

Signé : FÉLIX FAURE

Le président du Conseil, ministre de l'Intérieur,

Signé : LÉON BOURGEOIS

POPULATION

Secours à domicile. — Population secourue

ARRONDISSEMENTS	Bénéficiaires de l'assistance obligatoire au 1 ^{er} avril 1909	Inscrits au contrôle des indigents au 1 ^{er} avril 1909	TOTAL	Nombre des nécessiteux secourus au cours de l'année	OBSERVATIONS
1 ^{er} Arrondissement	603	43	646	1,012	
2 ^e id.	533	72	605	658	
3 ^e id.	1,330	172	1,502	2,425	
4 ^e id.	1,469	332	1,801	3,321	
5 ^e id.	2,852	281	3,133	4,651	
6 ^e id.	1,153	302	1,455	1,637	
7 ^e id.	1,194	102	1,296	1,630	
8 ^e id.	444	100	544	625	
9 ^e id.	897	234	1,131	1,209	
10 ^e id.	2,120	204	2,324	3,273	
11 ^e id.	5,564	984	6,548	9,177	
12 ^e id.	2,301	372	2,673	4,320	
13 ^e id.	4,082	155	4,237	12,215	
14 ^e id.	2,518	267	2,785	5,377	
15 ^e id.	3,326	333	3,659	8,000	
16 ^e id.	990	262	1,252	1,408	
17 ^e id.	2,249	468	2,717	3,536	
18 ^e id.	5,757	631	6,388	8,983	
19 ^e id.	3,884	779	4,663	7,702	
20 ^e id.	5,556	434	5,990	8,577	
TOTAUX.....	48,822	6,527	55,349	89,736	

TRAITEMENT D

Mouvement géne

AN

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE de CARNETS DÉLIVRÉS POUR LE TRAITEMENT A DOMICILE			NOMBRE DE MALADES		ADULTES		ENFANTS		Nombre de demandes
	Indi- gents	Néces- siteux	Totaux	Dans leurs meubles	En garni	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	
1 ^{er}	123	390	513	482	31	112	230	89	82	
2 ^e	546	172	718	597	121	185	343	89	101	
3 ^e	241	1.175	1.416	1.119	297	324	645	198	249	1
4 ^e	537	1.957	2.494	1.703	791	612	808	502	572	2
5 ^e	692	2.111	2.803	1.813	990	632	1.151	493	524	3
6 ^e	311	784	1.095	952	143	206	551	176	162	1
7 ^e	126	1.045	1.171	1.022	149	202	559	172	238	1
8 ^e	135	173	308	284	24	55	180	33	40	
9 ^e	194	370	564	477	87	111	270	65	118	
10 ^e	389	1.225	1.614	1.301	313	413	530	281	390	2
11 ^e	2.130	4.560	6.690	4.665	2.025	1.834	2.129	1.332	1.395	8
12 ^e	419	1.446	1.865	1.333	532	432	785	302	346	2
13 ^e	3.600	6.400	10.000	7.320	2.680	3.100	2.700	2.260	1.940	16
14 ^e	1.267	2.511	3.778	3.006	772	581	1.588	815	794	4
15 ^e	705	2.874	3.579	2.618	961	863	1.112	811	793	3
16 ^e	148	597	745	656	89	204	293	136	112	
17 ^e	569	1.000	1.569	927	642	382	721	230	236	1
18 ^e	712	5.226	5.938	4.725	1.213	1.406	2.715	892	925	8
19 ^e	1.552	4.963	6.515	4.380	2.135	1.673	2.380	1.183	1.279	7
20 ^e	1.414	6.188	7.602	5.911	1.691	2.196	2.509	1.410	1.487	7
TOTAUX.	15.810	45.167	60.977	45.291	15.686	15.523	22.199	11.469	11.786	77
	90.977			60.977		37.722		23.255		
	Moyenne o/o			Moyenne o/o		60.997		Moyenne o/o		
	26	»	74	»		25.40	36.40	18.80	19.40	

TRAITEMENT DES MALADES A DOMICILE

POPULATION

Rapport du nombre des malades indigents à la population indigente. — Durée moyenne du traitement. — Rapport du nombre des malades soignés à la population générale.

ANNÉE 1909

ARRONDISSEMENTS	POPULATION GÉNÉRALE Dénombrement de 1906	POPULATION INDIGENTE Recensement de 1909 (Assistance obligatoire et indigents)	NOMBRE DE MALADES inscrits au contrôle DES INDIGENTS	PROPORTION % DES MALADES inscrits à la population indigente	MALADES MAINTENUS en traitement	NOMBRE DE JOURNÉES de maladie	DURÉE MOYENNE du traitement	PROPORTION % DES MALADES maintenus en traitement à la population générale
1 ^{er}	60,465	646	123	19 »	635	6,644	10,40	1,04
2 ^e	61,741	605	546	90 »	787	5,211	6,60	1,27
3 ^e	87,050	1,502	241	16 »	1,840	9,678	5,26	2,11
4 ^e	97,282	1,801	537	29,80	2,896	21,232	7,33	2,97
5 ^e	118,787	3,133	692	22 »	3,277	48,680	14,85	2,75
6 ^e	97,467	1,455	311	21,30	1,371	8,531	6,30	1,41
7 ^e	102,217	1,296	126	9,70	1,379	24,557	17,80	1,34
8 ^e	103,103	544	135	24,80	308	14,199	46,10	0,29
9 ^e	121,907	1,131	194	17 »	747	10,744	14,38	0,61
10 ^e	151,009	2,324	389	16,73	2,044	9,530	4,66	1,35
11 ^e	235,862	6,548	2,130	32,50	8,189	33,047	4 »	3,47
12 ^e	140,098	2,673	419	15,67	2,208	11,990	5,43	1,57
13 ^e	133,765	4,237	3,600	84,90	15,030	42,634	2,83	11,23
14 ^e	150,261	2,785	1,267	45,40	4,500	15,476	3,43	2,99
15 ^e	171,492	3,659	705	16,50	3,738	8,606	2,30	2,17
16 ^e	135,201	1,252	148	11,80	748	7,937	10,30	0,55
17 ^e	214,077	2,717	569	20,90	1,688	12,503	7,40	0,78
18 ^e	263,353	6,388	712	11,10	8,713	19,005	2,29	3,30
19 ^e	148,601	4,663	1,552	33,30	7,494	47,961	6,30	5, »
20 ^e	169,655	5,900	1,414	25,66	7,768	41,918	5,38	4,57
	2,763,392	55,349	15,810	28,56	75,360	399,903	5,30	2,72

TRAITEMENT DES MALADES A DOMICILE

SERVICE DES CONSULTATIONS

*Nombre et répartition des Consultations données dans les dispensaires
Répartition des secours en argent et en nature*

ANNÉE 1909

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE de DISPENSAIRES	NOMBRE DE MEDECINS chargés des consultations	NOMBRE de CONSULTATIONS	NOMBRE MOYEN DES MALADES traités aux consultations par chaque médecin	NOMBRE DES PERSONNES ayant reçu des consultations	NOMBRE DE MALADES			NOMBRE DE SECOURS ACCORDÉS
						Secours	Maintenus en traitement	Proportion % des malades secours aux malades maintenus	
1 ^{er}	2	2	4,969	558	1,116	141	635	22,20	295
2 ^e	1	1	2,116	689	689	159	787	20, »	206
3 ^e	1	3	7,328	584	1,753	139	1,840	7,55	207
4 ^e	1	1	3,334	850	850	466	2,896	16, »	695
5 ^e	2	4	11,720	1,228	4,912	2,159	3,277	65,80	4,031
6 ^e	1	2	4,131	699	1,398	242	1,371	17,65	351
7 ^e	2	2	5,105	899	1,799	212	1,379	15,37	749
8 ^e	1	2	3,099	315	630	198	308	63,63	705
9 ^e	1	2	4,142	626	1,253	284	747	38, »	719
10 ^e	2	4	7,778	688	2,754	160	2,044	7,82	209
11 ^e	2	3	19,862	2,208	6,625	1,841	8,189	22,48	3,772
12 ^e	2	4	12,530	842	3,369	355	2,208	16, »	403
13 ^e	2	5	23,758	1,209	6,044	1,104	15,030	7,34	1,874
14 ^e	2	3	7,151	1,376	2,753	952	4,500	21, »	1,069
15 ^e	2	3	8,204	1,107	3,322	711	3,738	19, »	1,147
16 ^e	3	3	13,805	871	2,615	102	748	13,77	231
17.....	2	4	10,516	986	3,943	277	1,688	16,40	528
18.....	3	5	22,077	1,832	9,161	817	8,713	9,37	1,574
19.....	2	4	13,680	1,176	4,704	1,287	7,494	17,10	1,475
20.....	2	5	13,307	1,245	6,229	851	7,768	10,95	1,486
	36	62	198,612	1,063	65,919	12,457	75,360	16,52	21,726

TRAITEMENT DES

Mouvement

ANN

MOYENNE PAR VISITE DE LA DÉPENSE RÉSULTANT DE L'INDEMNITÉ
ACCORDÉE A CHAQUE MÉDECIN

ARRONDISSEMENTS	Nombre de médecins attachés à chaque arrondissement	Nombre de malades traités dans chaque arrondissement pendant l'année	Nombre moyen de malades traités par chaque médecin	Nombre de visites faites pendant l'année dans chaque arrondissement	Nombre moyen de visites par malade	Nombre moyen de visites faites dans l'année par chaque médecin	Nombre moyen de visites par jour
1°.....	4	635	158	1.382	2,17	345	0,96
2°.....	3	787	262	1.417	1,80	472	1,80
3°.....	6	1.840	307	2.954	1,60	492	1,35
4°.....	9	2.896	322	4.755	1,64	528	1,44
5°.....	9	3.277	364	7.257	2,21	806	2,20
6°.....	7	1.371	196	2.424	1,76	346	0,95
7°.....	8	1.379	172	3.048	2,21	381	1,04
8°.....	4	308	77	1.186	3,80	296	0,81
9°.....	4	747	186	1.891	2,53	472	1,29
10°.....	11	2.044	185	4.376	2,14	397	1,08
11°.....	14	8.189	585	12.179	1,48	870	2,38
12°.....	8	2.208	276	3.422	1,55	428	1,19
13°.....	12	15.030	1.252	27.600	1,83	2.300	6,30
14°.....	9	4.500	500	6.279	1,40	697	1,90
15°.....	11	3.738	340	8.259	2,20	751	2,07
16°.....	4	748	187	1.480	1,93	370	1 »
17°.....	7	1.688	241	3.101	1,83	443	1,21
18°.....	13	8.713	670	9.550	1,09	734	2,01
19°.....	12	7.494	624	12.524	1,67	1.043	2,85
20°.....	12	7.768	647	17.092	2,20	1.424	3,90
	167	75.360	451	132.176	1,75	791	2,16

1. Dont 1 médecin à 2.000 francs.

DES A DOMICILE

vice médical

09

		MOYENNE DE LA DÉPENSE EN MÉDICAMENTS ET EN SECOURS PAR MALADE MAINTENU EN TRAITEMENT				
Mont. de l'indemnité allouée à chaque médecin	Moyenne de la dépense par visite	Nombre de malades traités par chaque médecin	Dépenses en médicaments, bains, appointements, matériel	Moyenne par malade	Dépenses en secours	Moyenne par malade
1.200	3,47	635	13.370 »	21 »	6.114 »	9,70
1.200	2,54	787	7.554.62	9,72	5.150 84	6,53
1.200	2,44	1.840	13.142 04	7,25	5.526 61	3 »
1.200	2,27	2.896	9.965 30	3,44	12.125 23	4,18
1.500	1,81	3.277	21.847 53	6,66	16.147 04	4,92
1.200	3,46	1.371	10.458 25	7,62	7.512 86	5,47
1.200	3,14	1.379	15.315 06	11 »	3.360 77	2,43
1.200	4 »	308	12.120 45	42,60	6.725 10	21,83
1.200	2,54	747	7.974 19	10,67	5.281 06	7,07
1.500	3,77	2.044	13.082 12	6,40	6.418 24	3,14
1.500	1,72	8.189	27.453 87	3,35	47.971 57	5,85
1.500	3,50	2.208	17.516 07	7,93	10.887 24	4,93
2.000	0,87	15.030	40.049 15	2,66	20.497 20	1,36
2.000	2,86	4.500	13.817 12	3 »	13.172 05	2,90
2.000	2,66	3.738	25.406 24	6,80	34.863 09	9,32
1.500	4,24	748	29.125 69	38,93	4.874 94	6,51
2.000	4,51	1.688	14.190 38	8,40	10.368 81	6,14
2.000	2,72	8.713	37.762 15	4,33	20.212 67	2,32
2.000	1,90	7.494	25.389 78	3,38	26.387 49	3,52
2.000	1,40	7.768	33.218 55	4,28	27.588 41	3,55
275.500 (Mémoire)	2 »	75.360	388.812 56	5,15	291.235 22	4 »

TRAITEMENT DE SERVICE

Mouvement

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE D'INSCRIPTIONS AU SERVICE DES ACCOUCHEMENTS			NOMBRE des INSCRITES		NOMBRE des INSCRITES	
	Indigentes	Nécessiteuses	TOTAL	Dans leurs meubles	En garni	Mariées ou veuves	Fillles-mères
1 ^{er}	1	71	72	70	2	56	16
2 ^e	»	55	55	49	6	48	7
3 ^e	1	172	173	166	7	154	19
4 ^e	95	208	303	142	161	220	83
5 ^e	52	357	409	235	174	367	42
6 ^e	1	109	110	101	9	89	21
7 ^e	3	90	93	88	5	89	4
8 ^e	»	15	15	15	»	11	4
9 ^e	»	51	51	49	2	49	2
10 ^e	»	219	219	216	3	209	10
11 ^e	63	946	1.009	897	112	919	90
12 ^e	2	385	387	326	61	365	22
13 ^e	107	620	727	505	222	515	212
14 ^e	28	439	467	401	66	360	107
15 ^e	42	708	750	670	80	652	98
16 ^e	14	68	82	62	20	78	4
17 ^e	4	295	299	257	42	254	45
18 ^e	25	1.089	1.114	40	1.074	1.045	69
19 ^e	8	1.276	1.284	1.122	162	1.091	193
20 ^e	89	1.077	1.166	1.017	149	1.012	154
	535	8.250	8.785	6.428	2.357	7.583	1.202

LADES A DOMICILE

UCHEMENTS

opulation

ENSEIGNEMENTS SUR LES FEMMES								
OCCURRÉES PAR LES SAGES-FEMMES DES BUREAUX								
Décédées dans les 9 jours	INSCRITES AU TRAITEMENT à domicile après l'accouchement			Restant en traitement au 31 décembre 1908	TOTAL DES ACCOUCHEES	FEMMES INSCRITES mais non accouchées par les sages-femmes des Bureaux de bienfaisance	TOTAL DES INSCRITES (colonnes 15 et 16)	OBSERVATIONS
	Guéries	Décédées	Transportées dans les hôpitaux					
1	»	»	4	3	65	7	72	
»	2	»	»	»	49	6	55	
»	2	»	3	2	125	48	173	
»	7	»	3	10	303	»	303	
»	26	»	9	10	191	218	409	
»	»	»	8	5	69	41	110	
»	2	»	1	2	93	»	93	
»	»	»	3	2	10	5	15	
»	»	»	»	1	30	21	51	
»	10	»	»	4	144	75	219	
»	»	»	4	42	659	350	1.009	
»	»	»	2	3	343	44	387	
2	25	3	21	50	677	50	727	
»	»	»	2	10	400	67	467	
»	»	»	8	12	693	57	750	
»	»	»	»	3	72	10	82	
»	2	»	1	3	256	43	299	
»	5	»	19	18	860	254	1.114	
»	»	»	10	26	1.120	164	1.284	
2	68	1	17	19	949	217	1.166	
5	149	4	115	225	7.108	1.677	8.785	

Imprimerie Jouve & C^e, 15, rue Racine, Paris — 1499-12
